

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ IMPÉRIALE
ZOOLOGIQUE
D'ACCLIMATATION

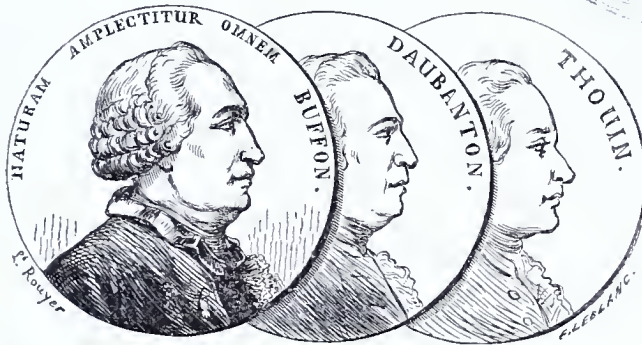
BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ IMPÉRIALE

ZOOLOGIQUE

D'ACCLIMATATION

FONDÉE LE 10 FÉVRIER 1854



PARIS

AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ, QUAI MALAQUAIS, 3.

ET CHEZ GOIN, LIBRAIRE DE LA SOCIÉTÉ IMPÉRIALE D'ACCLIMATATION

A la Librairie centrale d'Agriculture et de Jardinage, quai des Augustins, 41

A LA LIBRAIRIE AGRICOLE DE DUSACQ
Rue Jacob, 26

A LA LIBRAIRIE DE VICTOR MASSON
Place de l'Ecole de Médecine, 17

1855



Digitized by the Internet Archive
In 2017 with funding from

This project is made possible by a grant from the Institute of Museum and Library Services as administered by the Pennsylvania Department of Education through the Office of Commonwealth Libraries

ALLOCUTION

DE

M. ISIDORE GEOFFROY-SAINT-HILAIRE,

PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ ZOOLOGIQUE D'ACCLIMATATION,

DANS LA RÉUNION PRÉPARATOIRE DU 20 JANVIER 1854.

Messieurs,

Réunis ici par une pensée commune, vous désirez que je m'en fasse l'interprète, et que, dans cette première séance préparatoire, je résume les grandes questions dont la solution pratique va devenir l'objet de nos travaux.

Nous voulons fonder, Messieurs, une association, jusqu'à ce jour sans exemple, d'agriculteurs, de naturalistes, de propriétaires, d'hommes éclairés, non seulement en France, mais dans tous les pays civilisés, pour poursuivre tous ensemble une œuvre qui, en effet, exige le concours de tous, comme elle doit tourner à l'avantage de tous. Il ne s'agit de rien moins que de peupler nos champs, nos forêts, nos rivières, d'hôtes nouveaux; d'augmenter le nombre de nos animaux domestiques, cette richesse première du cultivateur; d'accroître et de varier les ressources alimentaires, si insuffisantes, dont nous disposons aujourd'hui; de créer d'autres produits économiques ou industriels, et, par là même, de doter notre agriculture, si long-temps languissante, notre industrie, notre

commeree, et la société tout entière, de biens jusqu'à présent inconnus ou négligés, non moins précieux un jour que ceux dont les générations antérieures nous ont légué le bienfait.

Telle est l'œuvre, Messieurs, que vous n'avez pas craint d'entreprendre, et, je n'hésiterai pas à le dire, s'il en est peu de plus difficiles, il n'en saurait être, du moins, de plus grande et de plus digne de l'époque où nous vivons, et qui est, par excellence, celle des grandes applications des sciences au bien-être des peuples.

Dans ce grand mouvement des esprits vers les travaux utiles, dans ces merveilles qu'il enfante chaque jour, et en présence desquelles on est tenté de croire que rien n'est plus au dessus des ressources de l'homme, ni au-delà de ses légitimes espérances; dans ces bienfaisants progrès qui, à tous les étages sociaux, font ressentir leur heureuse influence et relient tous les peuples par les arts et l'industrie, quelle part revient à la science illustrée par les Linné, les Buffon, les Pallas, les Cuvier? Il faut l'avouer, une bien faible part; et, jusqu'à ce jour, on pourrait croire que cette belle science, cette *première des philosophies*, ainsi que l'a appelée un de nos plus illustres écrivains, ne saurait aspirer, en même temps qu'elle s'élève aux plus hautes vérités spéculatives, à nous enrichir de connaissances pratiquement utiles. Ce sont ces connaissances que nous voulons enfin obtenir; c'est au règne animal que nous voulons demander à son tour des ressources, des forces, des richesses ignorées, afin que l'homme soit maître enfin de la nature entière, ou, comme on disait il y a quelques siècles, *roi de ses trois royaumes*, dont le plus vaste est précisément demeuré le moins exploité, tellement qu'il nous reste, pour ainsi dire, à le conquérir dans plusieurs de ses parties principales.

Quand je l'ai dit pour la première fois, et pourtant Buffon le disait déjà il y a un siècle, on s'en est étonné comme d'une nouveauté hardie et paradoxale. On nous trouvait assez riches pour n'avoir plus besoin de conquérir. Riches peut-être, si nous nous bornons à apprécier la valeur absolue des dons que nous ont transmis les générations antérieures ; mais assurément pauvres, si nous comparons ce que nous possédons à ce que nous pourrions posséder. J'essaierai de vous en faire juges.

L'acclimatation d'une espèce dans une région très différente de celle de sa patrie originaire peut paraître difficile à réaliser ; la naturalisation, dans un pays, d'espèces de localités analogues au point de vue climatologique, est, au contraire, manifestement exempte de très graves difficultés. Il est en Asie, en Amérique surtout, de vastes contrées dont le climat diffère peu de celui de la France, soit centrale, soit méridionale ; et de là vient que nos jardins, nos champs, nos forêts, sont en grande partie plantés de végétaux exotiques, aujourd'hui productions naturalisées de notre pays, qui le disputent non seulement en utilité, mais encore en vigueur à ses productions naturelles. Tandis qu'on a tiré du règne végétal tant de richesses nouvelles, qu'a-t-on obtenu du règne animal ? Presque rien : nos forêts, nos montagnes ne possèdent pas même un de ces Mammifères industriellement utiles qui peuplent celles de l'Asie et de l'Amérique. Et qu'avons-nous ajouté à nos gibiers indigènes ? Le Lapin, le Daim, le Faisan, trois espèces en tout : c'est par centaines que se comptent nos nouvelles espèces végétales.

Venons aux animaux domestiques, les plus précieuses conquêtes de l'homme sur la nature animale, à ces espèces dont ce n'est pas assez dire qu'il en possède d'innombrables individus ; il les possède elles mêmes, les

ployant selon sa volonté à tous ses besoins, les multipliant autant qu'il lui plaît et où il lui plaît. Une espèce, une fois domestiquée, l'est ainsi pour tous les temps, richesse inépuisable puisqu'elle se reproduit sans cesse, et par cela même aussi pour tous les pays ; les différences elles-mêmes des climats, les plus fortes barrières que la nature ait opposées à l'expansion indéfinie des espèces, ne sauraient arrêter l'homme dans la propagation graduelle d'une race domestique, opérée par les soins lentement prudents de plusieurs générations successives. C'est ainsi qu'aujourd'hui nous, hommes du dix-neuvième siècle, nous jouissons du fruit des travaux accomplis loin de notre pays, à une époque reculée, pour la plupart même dans les temps antéhistoriques, travaux dont les auteurs inconnus, après avoir été les bienfaiteurs de nos pères, doivent l'être de nos descendants jusque dans le plus lointain avenir.

Admirable exemple donné à l'origine même de la civilisation, mais exemple trop peu suivi ! Par une exception qui reste unique dans l'histoire des progrès sociaux, celle de la domestication des animaux nous montre l'homme restreignant de plus en plus ses pacifiques conquêtes, à mesure qu'il a plus de moyens de les étendre. Tout ce qu'ont fait pour les hommes de tous les temps et de tous les pays civilisés ces antiques bienfaiteurs auxquels nous devons tous nos animaux les plus précieux, le Chien, le Cheval, l'Ane, le Bœuf, le Mouton, la Chèvre, le Porc, la Poule, le Pigeon, le Ver à soie, ils l'ont fait alors que les sciences n'existaient pas encore ; ils l'ont fait alors que, du globe encore à demi désert, chaque peuple, peut-être chaque famille, isolé de tous les autres hommes, ne connaissait que sa patrie et ne pouvait compter que sur lui-même ; ils l'ont fait quand tout leur faisait défaut, tout,

hors le sentiment religieux , qui fut alors leur puissant mobile. Et nous, peuples modernes, éclairés de toutes les lumières et forts de toutes les ressources de la science, en possession d'une navigation perfectionnée et de communications internationales merveilleusement multipliées et rapides , si bien que la mer ne sépare plus , mais réunit tous les peuples , et que tous les mondes semblent se toucher ; nous qui n'avons , pour ainsi dire , qu'à vouloir pour pouvoir, qu'avons-nous fait pour étendre, pour achever une œuvre si admirablement et si utilement commencée ?

La réponse est triste ; elle est celle-ci :

Depuis l'époque où , de l'Amérique récemment découverte, les Espagnols importèrent en Europe trois espèces fort inégalement utiles, quelles acquisitions avons-nous faites ? Quatre oiseaux de luxe ont pris place dans nos volières ou sur nos bassins ; pas un seul animal utile dans nos fermes ou nos basses-cours. Dressez la liste des espèces auxiliaires, alimentaires, industrielles, que nous possédons aujourd'hui, et vous reconnaîtrez que Gesner et Belon eussent pu dresser cette même liste sans un seul nom de moins !

Nous en sommes donc encore, à ce point de vue, où l'on en était au lendemain de la découverte de l'Amérique, presque où l'on en était dans l'antiquité ! Sur plusieurs points, il serait facile de le montrer, nous avons même reculé depuis les Romains !

Voilà ce que quelques uns ont appelé notre richesse, Comme si ce qui a pu suffire aux civilisations antérieures était au niveau des besoins de la nôtre ! comme si les sociétés humaines, quand elles progressent sur tous les autres points, pouvaient s'arrêter sur un seul !

Notre richesse ! la voici exprimée par quelques résultats numériques :

Il en est un qui peut-être vous frappera comme il m'a frappé moi-même : le grand nombre des animaux qui nous sont connus, le petit nombre de ceux que nous possédons. L'ensemble des espèces animales est évalué par les naturalistes modernes à *cent quarante mille*. Assurément la grande majorité de ces espèces est destinée à rester toujours inutile à l'homme ; mais est-ce assez pour lui d'en avoir réduit en domesticité *quarante-trois* ? car tel est le nombre total des espèces jusqu'à ce jour conquises par nous sur la nature, et encore, sur ces quarante-trois espèces, dix ne se trouvent-elles pas dans l'Europe occidentale !

Le règne animal se compose de vingt-quatre classes. De combien d'entre elles avons-nous des représentants en domesticité ? De quatre seulement.

Il est des familles, des ordres presque entiers, remarquables par leur fécondité, la précocité de leur développement et l'excellence de leur chair : tels sont les Gallinacés, tels surtout les Rongeurs. A peine avons-nous dans nos basses-cours trois des premiers ; nous ne possédons qu'un seul rongeur alimentaire, le Lapin !

A un autre point de vue, voici des résultats plus remarquables encore peut-être :

De nos trente-trois espèces domestiques, *vingt-neuf* nous viennent des contrées suivantes : Asie, et particulièrement Asie centrale, Europe, Afrique septentrionale. Restent donc en tout *quatre* espèces pour toutes les autres régions du globe, c'est-à-dire pour un tiers de l'ancien monde, pour le nouveau tout entier, et pour ces terres australes, ce troisième monde, plus nouveau encore, dont Hartighs et Tasman ont été les Colombes, terres aussitôt conquises que connues, où s'élèvent aujourd'hui des cités européennes, où sont nos arts, notre civilisation, notre

luxue ; où nous avons transporté nos plus précieux animaux , mais qui ne nous ont pas même donné *un seul* des leurs ! Et pourtant, plus différente encore des deux autres mondes par la spécialité caractéristique de ses productions que ceux-ci ne le sont entre eux , l'Australie est la patrie des Kangourous , du Phascolome , des Phalangers , d'une foule d'oiseaux partout ailleurs inconnus ! et pourtant son climat ne diffère guère de celui d'une grande partie de notre Europe que par l'ordre inverse des saisons ! Terre encore vierge , où la moisson sera aussi facile qu'abondante !

Voilà où en est la domestication des animaux. Et maintenant, Messieurs, jugez si la nature a épuisé envers nous tous ses dons , s'il ne nous reste plus qu'à nous reposer sur nos trésors, ou si nous ne devons pas dire : Une moitié du globe a été seule exploitée ; à nous d'exploiter l'autre.

Messieurs, toutes les fois qu'on aborde une des grandes questions de l'histoire naturelle, il est un homme que l'on trouve devant soi , étonnant génie dans la destinée duquel il fut de prévoir et de préparer tous les grands progrès que devait réaliser notre siècle. Notre immortel naturaliste a été ici ce qu'il est partout, aussi bien dans l'ordre pratique que dans l'ordre philosophique. C'est Buffon qui a rappelé les modernes à l'œuvre négligée de la domestication des animaux, signalant tous ceux qu'il jugeait utiles, toutes ces *espèces de réserve*, comme il les appelait. « Non », s'écriait-il dans un de ces magnifiques passages que non seulement tous les naturalistes, mais tous les hommes éclairés, devraient avoir présents à leur mémoire ; « non , l'homme ne sait pas assez ce que la nature peut, « ni ce qu'il peut sur elle... Nous n'usons pas, à beaucoup « près, de toutes les richesses qu'elle nous offre ; le fond en « est bien plus immense que nous ne l'imaginons. »

Il y a précisément un siècle que Buffon s'exprimait ainsi, et quarante ans après, Daubenton, s'inspirant de son maître, passait de la parole à l'action, et, par la première, par la seule grande application de la zoologie à l'agriculture qui ait honoré le dix-huitième siècle, il enrichissait la France des moutons à laine fine d'Espagne. Pourquoi, depuis, la voix de Buffon n'a-t-elle pas été entendue ? pourquoi l'exemple de Daubenton n'a-t-il pas été suivi ?

N'en accusons ni les naturalistes qui ont succédé à ces grands hommes, ni les gouvernements qui ont depuis lors régi le pays : le moment n'était pas venu, l'idée n'était pas mûre ; et cependant, parmi les naturalistes, plusieurs voix se sont élevées pour renouveler le vœu de Buffon, et, parmi les gouvernements, il n'en est pas un, quel qu'ait été son principe, qui n'ait fait quelques efforts pour le réaliser. Mais ces voix isolées n'ont pas eu assez de retentissement et de puissance, ces efforts pas assez de suite, et il n'en reste que le souvenir.

Nous serons plus heureux, car, par notre institution même, nous aurons ce qui a manqué jusqu'à ce jour : l'esprit d'initiative uni à l'esprit de suite ; l'effort individuel, l'action passagère de chacun, unis à l'action collective et durable de tous. Hommes d'études, de professions, de situations, de devoirs divers, nous nous complétons par cette diversité même ; si bien qu'où l'on ne verrait peut-être que l'association de quelques amis du bien public, il faut voir aussi celle de ressources scientifiques, pratiques, matérielles, que nulle part encore on n'avait songé à réaliser.

Voilà, Messieurs, où est notre force. Que peut chacun de nous ? Presque rien. Tous ensemble nous pouvons, et nous ferons.

RAPPORT

SUR DES DEMANDES D’AFFILIATION

ADRESSÉES A LA SOCIÉTÉ ZOOLOGIQUE D’ACCLIMATATION
PAR LA SOCIÉTÉ ZOOLOGIQUE D’ACCLIMATATION POUR LA RÉGION DES ALPES
ET PAR LE COMICE AGRICOLE DE TOULON.

Commissaires : MM. Mennet-Possoz, Richard (du Cantal),
Jacques Valserrès,

et **DE QUATREFAGES**, rapporteur.

(Séance du 2 février 1855.)

Messieurs,

Les hommes qui les premiers ont eu la pensée de se réunir et de mettre en commun leurs efforts dans le but d’acclimater les espèces d’animaux utiles, les races perfectionnées, ont certainement répondu à un des besoins les mieux sentis de notre époque. La preuve en est dans le succès si prompt de cette idée, dans la fondation et les progrès incessants de notre Société, dans ces adhésions, dans ce concours, que lui apportent journellement les hommes les plus éminents voués aux carrières les plus diverses, savants français et étrangers, grands propriétaires, riches négociants et banquiers, consuls, généraux, amiraux, maréchaux et ministres de France, et jusqu’à des princes de familles souveraines.

Deux faits se sont en outre produits qui sont des marques peut-être encore plus évidentes du profond intérêt qui s’attache à la réalisation de nos vues. D’une part, dès le lendemain de notre fondation, on a vu s’organiser une société nouvelle qui a déclaré hautement prendre la nôtre pour modèle et vouloir poursuivre le même but, en restreignant ses efforts à une cir-

conscription déterminée. D'autre part, votre Conseil a reçu de diverses sociétés la demande de relations intimes et officiellement établies. Le terme d'*affiliation* employé par ces Sociétés dit assez quels sentiments animent ceux qui se sont adressés à nous.

Le Conseil a accueilli avec une vive joie ces deux manifestations : il y a vu le gage de nouveaux et rapides progrès dans la voie que vous avez ouverte. Dans un pays accidenté et à régions tranchées comme la France, il serait en effet très utile qu'il se formât quelques sociétés, composées d'hommes éclairés, connaissant les conditions d'existence qui caractérisent chacune de ces régions. Le sentiment des besoins locaux stimulerait leur zèle ; et la connaissance précise des lieux, de leur insuffisance ou de leurs ressources, en écartant bien des chances d'erreur, en prévenant les expériences inutiles, faciliterait d'autant le succès.

En provoquant ainsi la fondation de Sociétés d'acclimation particulières, vous donnez, Messieurs, une nouvelle preuve de l'esprit vraiment libéral qui vous a toujours guidés. Dès le début, quoique presque tous habitants de Paris, vous n'avez pas voulu fonder une société exclusivement parisienne. Votre règlement en fait foi. Le scrutin par la poste adopté pour vos élections permet au membre qui n'a jamais mis les pieds dans la capitale d'exercer sa part d'influence. A la seule condition d'offrir les garanties qu'exigent les règlements de la Société, il peut comme vous recevoir des animaux qui appartiennent à tous. A vrai dire, il ne perd à son éloignement que le plaisir d'assister à vos réunions.

Tous ici nous rendons pleine justice à la province ; tous nous savons ce qu'en y trouve de dévouement au bien, de travaux consciencieux, d'efforts et d'aspirations vers le progrès. Mais, on ne le sait que trop, et la province mieux que personne, souvent ces aspirations, ces efforts, n'aboutissent pas ; ces travaux, ce dévouement, sont dépensés en pure perte.

Deux causes principales concourent à produire ce triste résultat, et toutes deux sont de puissants obstacles placés entre nous et le but que nous voulons atteindre. D'une part, les hommes,

les sociétés même, qui poursuivent la recherche des améliorations pratiques, sont généralement trop isolés. D'autre part, il faut bien le dire, la science n'est encore ni assez généralement répandue, ni assez bien comprise en province. Bien des gens se méfient d'elle et la repoussent absolument. D'autres, acceptant en aveugles les conseils qu'elle donne pour un cas déterminé et les appliquant parfois à un cas tout contraire, échouent nécessairement, puis s'en prennent à elle de leur insuccès, sans même se douter que la solution d'un problème varie avec les données.

Or ce sont précisément ces données qui manquent à Paris. Riches d'une science incontestable, ne demandant qu'à l'appliquer au bien public, les hommes de la capitale en sont souvent réduits soit à formuler des théories générales qui pour être utilisées exigent de très sérieuses connaissances, soit à ne donner que des conseils un peu vagues que le pur praticien ne comprend pas ou comprend mal.

L'acclimatation d'une espèce animale ou végétale (1) dans un nouveau pays est certainement un des problèmes les plus complexes que puisse aborder l'industrie humaine. Pour le résoudre, la science proprement dite doit d'abord être interrogée. Elle seule peut nous éclairer sur les conditions d'existence qui entourent l'animal dans son pays natal, et poser, par conséquent, les bases mêmes de la question. Seule encore elle peut nous donner des présomptions sur un succès possible ou probable, en appréciant jusqu'à quel point ces conditions seront remplies dans la patrie nouvelle. Mais, pour pouvoir atteindre à cette appréciation préliminaire, elle a besoin de renseignements précis, minutieux, qui ne peuvent être recueillis que sur place, et que trop souvent le savant parisien ne peut se procurer.

(1) La Société zoologique d'acclimatation a dû comprendre dès son début qu'on ne saurait s'occuper du règne animal au point de vue pratique sans s'occuper en même temps du règne végétal. Aussi plusieurs plantes utiles ont-elles déjà attiré son attention, et la nomination d'une Commission permanente chargée de la partie botanique de ses travaux témoigne de l'intérêt qu'elle porte à cette branche de questions.

C'est donc au savant de province, à l'agronome local, parfois au simple cultivateur, à fournir ces renseignements indispensables, et voilà pourquoi l'association de Paris et de la province peut être si féconde en résultats.

Ceci, Messieurs, a déjà été bien compris dans les départements. Je n'en veux pour preuve que le nombre considérable de membres que ces derniers ont fourni à notre liste. Mais, quel que soit le mérite individuel, le zèle et l'activité de ces membres, l'accession de sociétés organisées aurait une tout autre importance au point de vue qui nous occupe, et cette importance résulte de ce fait seul que les hommes meurent, que les sociétés ne meurent pas.

Dès le dernier siècle, un homme de bien et d'intelligence, Lamoignon de Malesherbes, insistait avec force sur cette considération. Il faisait remarquer avec raison que les arts pratiques, l'agriculture en particulier, diffèrent des sciences proprement dites en ce que le temps entre comme élément dans l'appréciation de leurs procédés, dans la connaissance de leurs résultats. Des années, des siècles parfois, sont nécessaires pour juger la valeur d'une expérience. Cet élément indispensable, il faut bien nous résoudre à l'admettre dans nos essais d'acclimatation, même les plus simples. Laissez-moi vous citer ici un exemple frappant. Vous savez tous que l'Oie d'Égypte est au Muséum depuis l'époque de cette expédition qui a laissé autant de traces dans l'histoire des sciences que dans les fastes militaires. Elle y avait vécu et s'était même multipliée; mais celui qui l'avait introduite était mort lorsque des changements de mœurs et d'habitude sont venus prouver que cet organisme des pays chauds s'était plié entièrement aux exigences de nos climats tempérés. Geoffroy le père avait importé cet oiseau; M. Geoffroy fils seul a pu le voir acclimaté.

N'en doutons pas, Messieurs, et acceptons dès à présent cette nécessité, des faits analogues se produiront souvent dans le cours de nos tentatives. Il faudra parfois plus que la vie d'un homme pour mener à bien telle de nos expériences. Or celles-ci ne peuvent se faire toutes dans la sphère d'action immédiate

de notre Société. Il faut donc, autant que possible, nous assurer au dehors des collaborateurs qui ne meurent pas. Ces collaborateurs, nous les trouverons dans les sociétés départementales de divers genres, et, à ce titre, toutes celles qui voudront bien se joindre à nous devront évidemment être cordialement accueillies.

• Nous disons *toutes les sociétés départementales*, et en effet, dans l'esprit de la Commission, ce ne sont pas seulement les sociétés d'agriculture ou de science qui peuvent entrer avec nous en communauté de vues et de travaux. A côté de ces réunions qui poursuivent un but évidemment en rapport avec le nôtre, il en est d'autres qui, quoique portant des noms différents, quoique formées avec des intentions très diverses, peuvent également rendre de grands et sérieux services. Au premier rang nous plaçons les Comices agricoles, où nous trouverions mieux que nulle part ailleurs ces notions pratiques et locales dont nous parlions plus haut. Les Chambres de commerce, par leur connaissance des besoins de l'industrie, nous viendraient bien souvent en aide en nous signalant la direction à donner à nos efforts. Enfin il est peu de villes un peu considérables qui ne renferment au moins un cercle où se réunissent la plupart des hommes influents de la localité, et par conséquent les savants, les expérimentateurs, les principaux propriétaires. De là aussi nous aurions souvent à tirer des renseignements importants. Ce que nous venons de dire des sociétés ou réunions françaises s'applique également aux sociétés, aux réunions étrangères. Votre commission a pensé qu'il serait très utile d'établir avec toutes des relations suivies et de donner à celles qui accepteront nos idées le titre de *sociétés correspondantes*.

Mais les sociétés sont des êtres collectifs, et, pour définir nettement la nature de ces relations, il s'est présenté d'abord quelques difficultés, bientôt levées par un principe très simple. D'après l'avis de votre commission, toute société correspondante doit être assimilée à un membre. Elle doit être soumise aux mêmes charges et jouir des mêmes droits. Elle a donc à

payer comme un simple particulier son droit d'entrée et sa cotisation annuelle. En revanche elle recevra le Bulletin, et pourra, selon son rang d'inscription au livre d'ordre, recevoir des animaux appartenant à notre Société. En cas d'élection, chaque société correspondante, à raison de sa qualité de membre, aura droit à un vote qui sera transmis par le bureau. Enfin les membres du bureau de ces sociétés, c'est-à-dire leurs représentants officiels, auront le droit, pendant leur séjour à Paris, d'assister à toutes nos séances générales.

En appelant ainsi à nous des sociétés en apparence étrangères à notre point de vue fondamental, nous ne pouvions oublier celles qui se sont fondées à notre exemple, dans un but identique, et qui ont adopté presque le même nom. Celles-ci se proclamant nos filles, il a paru à votre commission que la Société de Paris devait agir à leur égard en mère affectionnée. En conséquence, elle croit qu'on devrait les désigner sous le titre de *sociétés affiliées*. Comme les précédentes, mais sans avoir à payer de cotisation, ces sociétés pourraient prendre part à la répartition de nos animaux; leurs simples membres auraient droit de présence à nos séances générales, et les membres de leur bureau siègeraient dans notre Conseil, sans pouvoir toutefois prendre part à ses délibérations. Enfin les membres de ces sociétés d'acclimatation recevraient notre Bulletin à un prix réduit, pourvu que le nombre des abonnements demandés sous cette condition atteignît un chiffre déterminé constatant qu'il s'agit d'une association sérieuse.

Vous le voyez, Messieurs, votre commission s'est inspirée de l'esprit général qui vous a toujours animés et que nous avons signalé plus haut. Sans s'arrêter à aucune préoccupation égoïste, à aucune de ces petites considérations qui trop souvent s'opposent à la réalisation du bien, elle a voulu avant tout favoriser le développement des idées dont vous vous êtes faits les promoteurs. Puisse notre pensée être comprise en France et ailleurs!

Le rapport qu'on vient de lire était accompagné d'un règlement destiné à régulariser les rapports à établir entre la Société zoologique d'acclimation et les Sociétés correspondantes ou affiliées. Ce règlement, rédigé d'après les considérations exposées plus haut, a été adopté par le Conseil, ainsi que le rapport. On trouvera ces dispositions réglementaires annexées au règlement général, en tête de ce volume.

En vertu des délibérations que nous venons de rappeler, ont été reconnues :

1^o Comme Société affiliée, la *Société zoologique d'acclimation pour la région des Alpes*. (Séance du 16 février.)

2^o Comme Sociétés correspondantes, le *Comice agricole de Toulon* (Séance du 16 février), et la *Société d'émulation, d'agriculture, sciences, lettres et arts du département de l'Ain* (Séance du 16 mars.)

SOCIÉTÉ IMPÉRIALE

ZOOLOGIQUE

D'ACCLIMATATION

Fondée le 10 février 1854 (1)

ACTES CONSTITUTIFS. — STATUTS ET RÈGLEMENTS DE LA SOCIÉTÉ

ARRÊTÉ

DE S. EXC. LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES CULTES
AUTORISANT LA CONSTITUTION DÉFINITIVE DE LA SOCIÉTÉ.

Le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes ,

Vu la demande formée par le Président de la Société zoologique d'acclimatation ;

Vu le projet de règlement de cette Société ,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Le règlement de la Société fondée à Paris sous le titre de *Société zoologique d'acclimatation* est approuvé , et cette Société est autorisée à se constituer définitivement , conformément aux dispositions du règlement , qui reste joint au présent arrêté.

Art. 2. Il ne pourra être apporté aucune modification audit règlement sans l'approbation du Ministre de l'Instruction publique.

Fait à Paris , le 30 avril 1854.

Signé : FORTOUL.

(1) Sur la fondation de la Société, voyez la note historique placée en tête du tome I.

DÉCRET IMPÉRIAL

PORTANT RECONNAISSANCE DE LA SOCIÉTÉ
COMME ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale ,
empereur des Français ,

A tous présents et à venir, salut.

Sur le rapport de notre Ministre secrétaire d'État au département de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics ;

Vu la demande formée par la Société zoologique d'acclimatation ;

Notre Conseil d'État entendu ,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}.

La Société zoologique d'acclimatation, dont le siège est établi à Paris, est reconnue comme établissement d'utilité publique.

Sont approuvés les statuts de cette Société tels qu'ils sont annexés au présent décret.

ARTICLE 2.

Notre Ministre secrétaire d'État au département de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics , est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait aux Tuileries , le 26 février 1855.

Signé : NAPOLÉON.

Par l'Empereur,
Le Ministre de l'Agriculture, du Commerce
et des Travaux publics,

Signé : E. ROUHER.

Pour ampliation :

Le Secrétaire général,

BOULAGE.

STATUTS CONSTITUTIFS

(RÉVISÉS PAR LE CONSEIL D'ÉTAT)

Article 1^{er}. — La Société prend le titre de *Société zoologique d'acclimation*.

Art. 2. — Le but de la Société est de concourir :

1° A l'introduction, à l'acclimation et à la domestication des espèces d'animaux utiles ou d'ornement ;

2° Au perfectionnement et à la multiplication des races nouvellement introduites ou domestiquées.

Art. 3. — Le siège de la Société est établi à Paris.

Art. 4. — Le nombre des membres de la Société est illimité.

Les Français et les étrangers peuvent en faire également partie.

Les cinquante premiers membres inscrits ont le titre de membres fondateurs.

La Société, réunie en séance, sur la proposition du Bureau, pourra conférer le titre de membres honoraires aux personnes qui, par leurs voyages ou par leur séjour à l'étranger, auront rendu d'importants services. Les membres honoraires, pendant leur séjour à Paris, jouiront de tous les droits des membres titulaires. Leur nombre ne pourra pas dépasser le quart des membres titulaires.

Art. 5. — La Société est administrée gratuitement par un Conseil, dont les membres du Bureau font essentiellement partie.

Art. 6. — Le Bureau est composé d'un président, de deux vice-présidents, d'un secrétaire, de deux vice-secrétaires, d'un trésorier et d'un archiviste-bibliothécaire.

Le jour où la Société aura atteint le chiffre de deux cents membres, le nombre des vice-présidents et celui des vice-secrétaires sera porté à quatre.

Art. 7. — Les président, vice-présidents, secrétaire et vice-secrétaires seront élus pour un an ; le trésorier et l'archiviste-bibliothécaire, pour trois ans.

Art. 8. — Le Conseil est composé du Bureau et de douze membres.

Les membres du Conseil seront élus à la majorité des suffrages.

Le Conseil sera renouvelé par tiers tous les ans. Les membres du Conseil sortants seront rééligibles.

Art. 9. — Le président et les membres du Bureau seront élus à la majorité absolue des suffrages.

Art. 10. — Tous les membres de la Société sont appelés à participer à l'élection.

Art. 11. — Tous les membres du Bureau sont rééligibles à l'expiration de leurs fonctions.

Art. 12. — La Société contribue aux progrès de la zoologie pratique par des publications, par des encouragements honorifiques et pécuniaires, et par des expositions, s'il y a lieu.

Art. 13. — Un recueil périodique des travaux de la Société est gratuitement délivré à chaque membre.

Art. 14. — La Société forme une bibliothèque et des collections; elle centralise et coordonne dans ses archives les documents manuscrits qui lui sont transmis, et désigne ceux qu'elle veut admettre dans son recueil.

Art. 15. — Les dons faits à la Société sont inserits dans son compte-rendu des séances, avec les noms des donateurs.

Art. 16. — Chaque membre paie :

1^o Un droit d'entrée ;

2^o Une cotisation annuelle.

Le droit d'entrée est fixé à dix francs.

Ce droit pourra être augmenté dans la suite, mais seulement pour les membres à élire.

La cotisation annuelle est invariablement fixée à vingt-cinq francs.

Elle peut être remplacée par une somme de deux cent cinquante francs une fois payée.

Art. 17. — Le Société réglera annuellement le budget de ses dépenses.

Dans la première séance de chaque année, le compte détaillé

des recettes et dépenses de l'année sera soumis à l'approbation de la Société. Ce compte sera publié par extraits dans le recueil des travaux de la Société.

Art. 18. — Dans le cas où la Société devrait cesser d'exister, les membres qui en feraient partie à cette époque seront appelés à décider de la destination qui sera donnée à ses propriétés, sauf l'approbation du gouvernement.



RÈGLEMENT ADMINISTRATIF

(RÉVISÉ EN AVRIL 1855.)



CHAPITRE PREMIER.

ADMISSION DES NOUVEAUX MEMBRES.

Article 1^{er}. — Pour faire partie de la Société, on devra être présenté par trois membres sociétaires, qui signeront la proposition de présentation, et être admis à la majorité absolue des suffrages des membres du Conseil.

Les candidats proposés ne pourront être élus que dans la séance qui suivra celle de leur présentation.

Art. 2. — Quand un candidat aura été admis au nombre des membres de la Société, il en sera prévenu par le secrétaire général.

Art. 3. — Le nouveau membre recevra un diplôme signé du président et de deux vice-présidents, d'un secrétaire, et, s'il s'agit d'un membre titulaire, du trésorier.

Art. 4. — Le diplôme sera remis par les soins du trésorier, après paiement du droit d'entrée et de la cotisation annuelle, qui devront être versés dans le délai d'un mois après la notification.

Art. 5. — La cotisation annuelle est due et se perçoit à partir du 1^{er} janvier.

Chaque membre ayant payé sa cotisation recevra une carte annuelle d'entrée indiquant les jours de réunion.

Tout membre résidant en France qui n'aurait pas payé sa cotisation au 1^{er} avril pourra être déclaré démissionnaire au 1^{er} août. Le trésorier sera tenu de rendre compte au conseil des cotisations annuelles.

Un membre honoraire qui serait resté pendant cinq ans sans avoir entretenu aucune relation avec la Société, pourrait être déclaré démissionnaire.

Art. 6. — Les candidats admis après la dernière séance de la session ne devront, pour l'année courante, que le droit d'entrée et le prix du *Bulletin*, réduit pour eux à 9 francs.

Ils pourront, comme les autres membres, se procurer le *Bulletin* des années précédentes, au même prix réduit (9 francs par année).

CHAPITRE II.

DES SOCIÉTÉS AFFILIÉES ET CORRESPONDANTES.

Art. 7. — La Société zoologique d'acclimatation reconnaît des *sociétés affiliées* et des *sociétés correspondantes*.

Art. 8. — Pourront, sur leur demande, recevoir le titre *d'affiliées* les sociétés qui déclareront être fondées dans le but d'appliquer à une région déterminée les principes posés par la Société zoologique d'acclimatation.

Art. 9. — Les sociétés affiliées ont part à la répartition des animaux et des végétaux mis en expérience par la Société zoologique d'acclimatation.

Art. 10. — Toute société affiliée qui reçoit des animaux ou des végétaux appartenant à la Société zoologique d'acclimatation s'engage à remplir les conditions imposées aux simples membres.

Art. 11. — Pendant leur séjour à Paris, les membres des sociétés affiliées assistent de droit aux séances générales de la Société zoologique d'acclimatation.

Art. 12. — Pendant leur séjour à Paris, les membres du bureau des sociétés affiliées assistent de droit aux séances du Conseil de la Société zoologique d'acclimatation.

Art. 13. — Le prix d'abonnement au *Bulletin* de la Société zoologique d'acclimatation sera réduit à 7 fr. (au lieu de 12) toutes les fois que cinquante membres au moins d'une société affiliée en feront la demande.

Art. 14. — Toute demande d'abonnement à prix réduit devra être adressée au Conseil de la Société zoologique d'acclimatation par l'intermédiaire du président ou du secrétaire de la société demanderesse.

Art. 15. — Pourra être nommée *correspondante* toute société ou association française ou étrangère déjà existante qui en adressera la demande officielle au Conseil de la Société zoologique d'acclimatation.

Art. 16. — Toute demande adressée en vertu de l'article précédent

devra contenir des renseignements propres à faire connaître la nature et l'importance de la société demanderesse.

Art. 17. — Toute société correspondante est assimilée à un membre de la Société zoologique d'acclimatation.

Elle est soumise aux mêmes charges et jouit des mêmes droits.

Elle est représentée par son bureau.

Art. 18. — En vertu de l'article précédent, toute société, en recevant le titre de correspondante, paie un droit d'entrée de 10 fr. et une cotisation annuelle de 25 fr.

Art. 19. — Elle reçoit gratis le *Bulletin* de la Société zoologique d'acclimatation.

Art. 20. — Elle prend part à la répartition des animaux ou des végétaux appartenant à la Société zoologique d'acclimatation.

Art. 21. — Toute société correspondante qui reçoit des animaux ou des végétaux appartenant à la Société zoologique d'acclimatation s'engage à remplir les conditions imposées aux simples membres.

Art. 22. — En cas d'élection, toute société correspondante a droit à une voix. Son vote est transmis au Conseil par le président ou le secrétaire.

Art. 23. — Pendant leur séjour à Paris, les membres du bureau des sociétés correspondantes assistent de droit à toutes les séances générales de la Société zoologique d'acclimatation.

Art. 24. — La lettre faisant connaître à une société qu'elle a reçu le titre d'affiliée ou de correspondante sera signée par le président, les vice-présidents, le secrétaire général et les secrétaires adjoints de la Société zoologique d'acclimatation.

Art. 25. — Les noms des sociétés affiliées ou correspondantes seront inscrits en tête de la liste des membres de la Société zoologique d'acclimatation (1).

CHAPITRE III.

DIVISION DE LA SOCIÉTÉ EN SECTIONS.

Art. 26. — La Société est divisée en sections spéciales, correspondant aux principales branches de la zoologie. Chaque section est présidée par un Bureau composé de trois membres pris dans le sein du Conseil, désignés par lui, et chargés de lui transmettre les propositions adoptées dans les diverses sections (2).

Art. 27. — Les membres de la Société peuvent faire partie d'une ou

(1) Voy. l'art. 70.

(2) Voy. p. XXII, l'organisation actuelle des sections.

de plusieurs sections. Ils devront faire connaître leur désir en s'inscrivant sur des listes préparées à cet effet, ou, en cas d'absence, par lettre adressée au secrétaire général.

CHAPITRE IV.

DU BUREAU.

Art. 28.—Les membres du Bureau et du Conseil seront élus, chaque année, à la première séance de février.

Art. 29. — Il sera procédé par scrutin de liste à l'élection des membres du Bureau et du Conseil à réélire.

Art. 30. — Pour ces élections, tout membre qui ne peut assister à la réunion électorale, peut envoyer au secrétaire, avant la première séance de février, ses votes renfermés dans autant de bulletins cachetés et le tout contenu dans une lettre signée de lui. Ces bulletins ne peuvent être ouverts qu'au moment du dépouillement du scrutin.

Art. 31. — Le secrétaire a le titre de secrétaire général. Il est chargé de la direction générale du secrétariat, et de faire exécuter le règlement.

Les quatre vice-secrétaires sont sous la direction du secrétaire général. L'un a le titre de *secrétaire des séances*; il est chargé de rédiger les procès-verbaux des séances de l'assemblée et de préparer les ordres du jour. Un autre a le titre de *secrétaire du conseil*; il est chargé de rédiger les procès verbaux des séances du conseil et de préparer les ordres du jour. Un autre a le titre de *secrétaire pour l'étranger*; il est chargé de la correspondance à l'étranger. Enfin le quatrième a le titre de *secrétaire de la correspondance à l'intérieur*, et est chargé de la correspondance en France, des convocations, etc., etc.

Les secrétaires dirigent, en outre, la publication du Bulletin des séances, et, en général, toutes les publications scientifiques ou administratives de la Société, sous la surveillance de la commission de publication, dont ils font essentiellement partie. Sous la direction du président, ils correspondent avec toutes personnes pour ce qui concerne les travaux et les affaires de la Société, du Conseil et des Commissions. En cas d'absence ou d'empêchement, ils se suppléent les uns les autres.

Art. 32. — Les secrétaires sont chargés de rédiger un bulletin bibliographique contenant les titres des ouvrages et mémoires publiés, dans l'année, sur les questions qui intéressent la Société.

Art. 33. — L'archiviste-bibliothécaire est chargé de la garde des propriétés de la Société ; il en dresse un inventaire.

Il a sous sa direction la bibliothèque , les archives , les instruments et les collections ; il en forme des catalogues.

Enfin il a sous sa garde tous les documents et titres appartenant à la Société , à l'exception des titres financiers.

Art. 34. — Les secrétaires et les membres des commissions ont seuls le droit d'emporter des livres de la bibliothèque hors du local de la Société. Ils ne le peuvent faire toutefois sans en laisser un reçu sur le registre tenu à cet effet par l'archiviste, et doivent les rapporter dans la quinzaine.

Art. 35. — Le trésorier est chargé du recouvrement des sommes dues à la Société et des sommes provenant de legs ou de donations.

CHAPITRE V.

DU CONSEIL ET DES COMMISSIONS.

Art. 36. — Le président convoque le Conseil toutes les fois que les affaires de la Société le demandent. Dans tous les cas , il est tenu de le réunir sur l'invitation signée de cinq membres du Conseil.

Il préside toutes les commissions , dont le secrétaire général fait aussi partie de droit.

Art. 37. — A chaque réunion du Conseil , ses membres constatent leur présence par l'apposition de leur signature sur un registre à ce destiné.

Art. 38. — Le Conseil ne peut prendre de décision s'il ne réunit au moins neuf de ses membres.

Sur la proposition de trois membres , le vote peut avoir lieu au scrutin secret.

Art. 39. — Le Conseil se réunit dans la dernière semaine de décembre pour examiner l'état des affaires de la Société , et nommer la commission de comptabilité chargée spécialement de vérifier la gestion du trésorier, et la commission des archives chargée de vérifier celle de l'archiviste.

Ces deux commissions ne peuvent être composées de moins de trois membres , et elles font leur rapport dans la dernière séance de janvier.

Art. 40. — Le nouveau Conseil élit annuellement dans sa première séance une commission de publication composée de trois membres au moins.

Indépendamment de ces membres, les secrétaires font essentiellement partie de cette commission.

La Commission de publication prononce sur l'insertion, textuelle ou par extrait ou analyse, dans le *Bulletin*, des mémoires ou notes lus, et des communications verbales faites à la Société. Elle veille à ce qu'il ne s'y introduise rien d'étranger à l'intérêt de la science.

Art. 41. — Il sera nommé aussi, à la même époque, une commission permanente chargée des menues dépenses d'urgence relatives aux animaux offerts à la Société ou possédés par elle.

Cette commission sera composée de trois membres. Indépendamment de ces trois membres, le président et le secrétaire général en feront essentiellement partie.

Elle aura aussi dans ses attributions le soin de tenir la Société au courant des occasions qui pourraient se présenter en France ou à l'étranger, d'acquérir des animaux de différente espèce.

Art. 42. — Il sera nommé, à la même époque, une commission permanente de comptabilité, composée de trois membres.

Indépendamment de ces trois membres, un des vice-présidents et le trésorier en feront essentiellement partie.

Art. 43. — Les rapporteurs des sections ou commissions spéciales qui ne feraient pas partie du Conseil, sont appelés avec voix délibérative à toutes les délibérations du Conseil relatives à leurs attributions.

Art. 44. Tout membre d'une commission qui n'a pas assisté à ses réunions pendant trois séances consécutives peut être déclaré démissionnaire. Après avoir été averti, il est remplacé, à moins qu'il ne présente des excuses valables.

CHAPITRE VI.

DE LA TENUE DES SÉANCES.

Art. 45. — La Société tient ses séances à Paris, de décembre à juin.

Art. 46. — La Société se réunit deux fois par mois.

Art. 47. — Les membres sont, de droit, convoqués à domicile :

1° Pour la première séance de l'année;

2° Pour les séances d'élections, celle des comptes-rendus de l'année, et dans les cas d'urgence.

Art. 48. — Pour assister aux séances, les personnes étrangères à

la Société doivent être introduites chaque fois par un de ses membres, qui devra en avertir le président.

Art. 49. — La présence du président ou d'un des vice-présidents, assisté du secrétaire ou d'un vice-secrétaire, suffit pour constituer le Bureau à chaque séance.

En cas d'absence du président et des vice-présidents, le trésorier, ou, à son défaut, l'archiviste, occupe le fauteuil; et, en cas d'absence du secrétaire et des vice-secrétaires, le président du jour désigne un des membres du Conseil pour en remplir les fonctions.

En cas d'absence de tous les membres du Bureau, les fonctions de président sont remplies par le plus âgé des membres du Conseil présents à la séance, et celles de secrétaire par le plus jeune.

Art. 50. — Les procès-verbaux des séances sont rédigés dans l'intervalle d'une séance à l'autre.

Art. 51. — Chaque séance commence par la lecture du procès-verbal de la séance précédente et de l'ordre du jour.

Le procès-verbal de la séance qui précède les vacances de la Société est soumis seulement à l'approbation du Conseil.

Les lectures faites par les membres de la Société ont lieu dans l'ordre de leur inscription, après celles des rapports qui auraient été demandées par la Société. Les travaux communiqués aux sections seront lus de préférence à tous autres dans les séances générales.

Quand l'ordre du jour est suffisamment chargé, les lectures ne doivent pas durer plus de dix minutes.

Le président a le droit d'interrompre une lecture, après avoir consulté le Bureau.

Les communications de personnes étrangères à la Société pourront être lues, si elles sont présentées par un membre du Bureau ou de la section compétente, et dans des cas d'urgence qui seront appréciés par le Bureau. Dans le cas contraire, elles seront renvoyées à l'examen d'une commission.

Art. 52. — Les membres de la Société ne peuvent lire devant elle aucun ouvrage déjà imprimé et publié.

Art. 53. — Les membres qui ont fait des communications verbales ou pris part aux discussions peuvent remettre des notes au secrétaire pour la rédaction du procès-verbal.

Art. 54. — Aucune communication ou discussion ne peut avoir lieu sur des objets étrangers au but de la Société.

Art. 55. — Il ne peut être question, dans les séances, d'aucun objet relatif à l'administration, que sur la demande du Conseil.

Toutes les observations relatives à l'administration sont adressées par écrit au président, qui en réfère au Conseil à sa plus prochaine séance.

CHAPITRE VII.

DES PUBLICATIONS.

Art. 56. — Le recueil de la Société porte le titre de *Bulletin de la Société zoologique d'acclimatation*. Il est imprimé aux frais de la Société, dans le format in-octavo, et peut être échangé contre d'autres recueils scientifiques. Il ne peut être vendu aux personnes étrangères à la Société qu'à un prix déterminé par le Conseil.

Art. 57. — Le *Bulletin* contient les procès-verbaux des séances de la Société, les mémoires et communications verbales ou écrites qui lui ont été faites, des analyses d'ouvrages étrangers rédigées par l'un des secrétaires ou par d'autres membres de la Société, un bulletin bibliographique rédigé par les secrétaires, et les décisions du Conseil qui peuvent être d'un intérêt général pour les membres de la Société.

Art. 58. — Le *Bulletin* paraît mensuellement.

Art. 59. — Les mémoires, notes ou extraits lus à la Société, de même que les observations verbales rédigées ensuite par leurs auteurs, doivent être remis au secrétariat dans la quinzaine qui suit la séance où la communication a été faite. A défaut de remise dans ce délai, il est passé outre à l'impression du *Bulletin*, et ces mémoires, notes ou extraits, prennent un rang de publication postérieur.

Art. 60. — Les membres n'ont droit de recevoir que les volumes des années du *Bulletin* pour lesquelles il ont payé leur cotisation. Toutefois, les volumes correspondant aux années antérieures à leur entrée dans la Société leur sont cédés à un prix réduit, déterminé par le Conseil (9 francs).

Art. 61. — Les auteurs de notes ou mémoires insérés dans le *Bulletin*, et contenant au moins un quart de feuille, peuvent obtenir la remise gratuite de quatre épreuves de ces communications, en en faisant au secrétariat la demande avant l'impression.

Art. 62. — Quelle que soit la longueur des notes ou mémoires insérés dans le *Bulletin*, les auteurs pourront en faire faire, à leurs frais, un tirage à part.

L'exercice de cette faculté est soumis aux conditions suivantes :

1° L'auteur qui voudra en profiter devra en faire la déclaration expresse et par écrit en tête de son manuscrit.

2° Il devra s'entendre directement avec l'imprimeur pour le remaniement de la composition et le paiement des frais, conformément aux conditions énoncées dans le traité passé entre la Société et l'imprimeur.

3° Le tirage à part devra rester entièrement conforme au texte du *Bulletin*. Il ne pourra être remis à l'auteur que huit jours après la publication de la partie du *Bulletin* contenant le mémoire.

4° Le faux-titre devra porter : *Extrait du Bulletin de la Société zoologique d'acclimatation*.

Art. 63. — Les manuscrits déposés au secrétariat, et non encore publiés, ne peuvent être communiqués ou remis qu'à leurs auteurs.

Art. 64. — La Société reçoit les mémoires en langue étrangère encore inédits, et le Conseil en autorise, s'il le juge convenable, la traduction et la publication.

Art. 65. — Les travaux envoyés par des personnes qui ne font point partie de la Société peuvent être publiés sur le rapport des commissions d'impression.

Art. 66. — Un travail en cours d'impression dans le *Bulletin* ne peut plus être retiré par son auteur, à moins d'une autorisation spéciale du Conseil, et, dans ce cas, les frais faits jusqu'à ce moment sont à la charge de l'auteur.

CHAPITRE VIII.

DES PROPRIÉTÉS DE LA SOCIÉTÉ.

Art. 67. — Les animaux, produits, dessins ou objets quelconques envoyés à l'appui des mémoires, sont considérés, par ce fait seul, comme donnés à la Société, à moins que les auteurs n'aient exprimé formellement, lors de l'envoi, une volonté contraire.

Art. 68. — Les membres qui cessent de faire partie de la Société ne peuvent réclamer aucune part dans ses propriétés.

CHAPITRE IX.

PLACEMENT ET SURVEILLANCE DES ANIMAUX.

Art. 69. — La Société confie aux membres qui en témoignent le désir les animaux dont elle dispose; mais elle conserve sur ces animaux et leurs produits tous les droits de propriétaire.

Art. 70. — Aucune demande d'animaux, plantes ou graines, adressée par une personne étrangère à la Société, ne sera inscrite et examinée si elle n'a été présentée par un membre, soit de la Société, soit du bureau de l'une des sociétés affiliées ou correspondantes.

Art. 71. — Il sera remis à chaque membre dépositaire, en même temps que les animaux, un programme d'observations à faire, qu'il sera tenu de remplir et d'annexer à son rapport trimestriel.

Art. 72. — Les membres auxquels sont confiés les animaux appartenant à la Société s'engagent à pourvoir à leur entretien. Sur leur demande, le Conseil statue relativement aux indemnités à accorder.

Art. 73. — Sur la simple déclaration du membre dépositaire, la Société reprend les animaux qui lui avaient été confiés.

Art. 74. — Les frais de séjour, de voyage ou de transport des animaux confiés à un membre, sont à la charge de ce membre à partir du moment où la Société déclare les lui confier, et où, de son côté, il déclare, par écrit, les accepter, et jusqu'au moment où il en fait remise entre les mains des agents de la Société.

Art. 75. — Le Conseil est juge souverain en tout ce qui touche à la répartition des animaux.

Il devra tendre à créer un nombre restreint de centres, sur lesquels la surveillance puisse facilement s'exercer.

Art. 76. — Quand le Conseil jugera que la reproduction d'une espèce est assurée, il pourra en remettre un ou plusieurs individus aux divers membres de la Société.

Art. 77. — Sous aucun prétexte un membre dépositaire ne peut placer un animal dans un local dont l'entrée serait payante, sauf délibération expresse du Conseil.

Art. 78. — En cas de multiplication des animaux confiés à un membre, ce membre en informe sur-le-champ le Conseil.

Art. 79. — En cas de mort d'un animal confié à un membre, ce membre en informe sur-le-champ le Conseil par un rapport contenant, autant que possible, des détails sur les causes qui ont amené la mort et un procès-verbal d'autopsie.

Art. 80. — Quand il y a possibilité, le Conseil décide de la destination à donner aux restes des animaux morts appartenant à la Société.

Art. 81. — Pourront être vendus au bénéfice de la Société, après délibération expresse du Conseil, les animaux excédant un nombre déterminé. Le prix et le mode de vente sont arrêtés par le Conseil.

Art. 82. — Il est tenu un relevé détaillé des naissances et morts des animaux appartenant à la Société.

Art. 83. — Tout membre ayant reçu des animaux devra adresser au Conseil, dans le courant du mois de décembre et dans le courant du mois de juin, un rapport écrit sur leur compte. Ce rapport devra contenir tous les détails pouvant servir à l'histoire de leur éducation et de leur multiplication à l'état domestique ou sauvage.

Art. 84. — Quand il le juge convenable, le Conseil nomme des délégués pour visiter les animaux confiés aux divers membres de la Société et faire sur leur compte un rapport détaillé. La délégation doit être signée du président ou d'un vice-président, et de deux membres du Conseil.

Art. 85. — Les délégués sont pris indistinctement parmi tous les membres de la Société.

Art. 86. — En cas de difficulté soulevée par les détails de l'élevage des animaux appartenant à la Société, le Conseil juge en dernier ressort.

Art. 87. — Le Conseil décide le déplacement des animaux toutes les fois qu'il reconnaît pour peu convenable la résidence primitivement assignée, ou qu'il juge à propos de faire de nouveaux essais.

CHAPITRE IX.

COMPTABILITÉ.

Art. 88. — Les dépenses sont divisées en ordinaires et extraordinaires.

Les dépenses ordinaires se composent du loyer, des contributions, des frais de bureau et d'impression, des frais d'entretien des meubles et du local, et du port des lettres et paquets adressés à la Société.

Les dépenses extraordinaires sont votées par le Conseil.

Art. 89. — La Société se charge de l'envoi gratuit du *Bulletin*, et de l'affranchissement des lettres relatives aux publications, des lettres de convocation et des avis imprimés.

Les votes devront être envoyés par lettre affranchie, sous peine d'être nuls.

Art. 90. — La Société ne s'engage jamais dans aucune dépense excédant son avoir.

Art. 91. — Le trésorier devra tenir ses livres régulièrement et conformément à la loi. Ils seront à la disposition des membres de la commission de comptabilité.

Art. 92. — La situation financière de la Société sera présentée

tous les trois mois au Conseil, et tous les ans à l'Assemblée générale.

Art. 93. — Les fonds versés entre les mains du trésorier, provenant, soit des cotisations annuelles, soit de dons faits à la Société, soit enfin de toutes les recettes, seront déposés à la Banque de France ou au Comptoir national d'escompte, si ce dernier établissement public consent à ouvrir un compte courant portant intérêt, mais sans prendre de commission sur les paiements. Ce compte courant sera ouvert au nom de la Société zoologique d'acclimatation, et le trésorier seul pourra retirer les fonds sur sa signature.

Art. 94. — Lorsque les membres de la Société verseront leur cotisation annuelle, le trésorier leur délivrera des reçus détachés d'un talon relié, et dont les numéros d'ordre devront se suivre. Pour les dons qui pourront être faits à la Société, le trésorier donnera de même des reçus motivés, également détachés d'un talon relié.

Art. 95. — Le trésorier ne pourra faire des paiements que sur reçus motivés ou sur factures des fournisseurs de la Société pour les dépenses courantes ou celles de bureau. Pour les dépenses extraordinaires ou les appointements des agents de la Société, les paiements ne pourront être faits que sur le visa du président ou du secrétaire général de la Société, ou, à défaut, sur l'avis qui en sera donné par écrit au trésorier par l'un de ces deux membres du Conseil.

DÉCISION DE S. M. L'EMPEREUR
ACCORDANT A LA SOCIÉTÉ LE TITRE D'IMPÉRIALE,
ET LA PLAÇANT SOUS LA PROTECTION DE L'EMPEREUR.

Par décision de S. M. l'Empereur, notifiée le 20 mars 1855 par une lettre de M. Dalmas, sous-chef du Cabinet de l'Empereur, la Société zoologique d'acclimatation est autorisée à prendre le titre de *Société impériale* et à inscrire le nom de Sa Majesté, comme protecteur, en tête de la liste de ses membres.

SOCIÉTÉ IMPÉRIALE ZOOLOGIQUE D'ACCLIMATATION.

(27 AVRIL 1855.)

S. M. L'EMPEREUR, protecteur.

BUREAU DE LA SOCIÉTÉ

POUR L'ANNÉE 1855.

M. Isidore GEOFFROY-SAINT-HILAIRE, président.

MM. Le prince Marc de BEAUVAU	}	<i>vice-présidents.</i>
Antoine PASSY		
Le baron de PONTALBA		
RICHARD (du Cantal)		
Le comte d'ÉPREMESNIL, <i>secrétaire général.</i>		
Auguste DUMÉRIL, <i>secrétaire des séances.</i>		
E. DUPIN, <i>secrétaire pour la correspondance à l'intérieur.</i>		
GUÉRIN-MÉNEVILLE, <i>secrétaire du conseil.</i>		
Le baron de MONTGAUDRY, <i>secrétaire pour l'étranger.</i>		
Paul BLACQUE, <i>trésorier.</i>		
Le comte de COUESSIN, <i>archiviste.</i>		

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Les MEMBRES DU BUREAU et MM.

Le marquis AMELOT,	Le comte de SINETY,
Frédéric JACQUEMART,	Jacques VALSERRES,
De QUATREFAGES,	Jules DELON,
RUFFIER,	POMME,
Le baron SÉGUIER,	SAULNIER,
Le marquis de SELVE,	E. TASTET.

DÉLÉGUÉS DU CONSEIL.

A Caen, MM. LE PRESTRE.	A Rouen, MM. POUCHET.
A Marseille, Antoine HESSE.	A Toulon, AGUILLON.
A Mulhouse, Fréd. ZUBER.	A Toulouse, JOLY.
A Nancy, MONNIER.	A Wesserling, SACC.
A Poitiers, HOLLARD.	
A Londres, MM. MITCHELL.	A Turin, M. le chevalier BARUFFI.
A Madrid, GRAELLS.	

ORGANISATION DES SECTIONS.

1 ^{re} Section. MAMMIFÈRES.	{	MM. RICHARD (du Cantal), <i>président</i> . Frédéric JACQUEMART, } <i>vice-présidents</i> . VALSERRES, DARESTE, <i>secrétaire</i> .
2 ^e Section. OISEAUX.	{	Le baron de PONTALBA, <i>président</i> . J. DELON, } <i>vice-présidents</i> . Le comte de SINETY, DAVELOUIS, <i>secrétaire</i> .
3 ^e Section. POISSONS, CRUSTACÉS, ANNÉLIDES, MOLLUSQUES.	{	PASSY, <i>président</i> . De QUATREFAGES, } <i>vice-présidents</i> . Le marquis de SELVE, LOBLIGEOIS, <i>secrétaire</i> .
4 ^e Section. INSECTES.	{	Le prince Marc de BEAUVAU, <i>président</i> . GUERIN-MÈNEVILLE, } <i>vice-présidents</i> . TASTET, BIGOT, <i>secrétaire</i> .

COMMISSION PERMANENTE DES VÉGÉTAUX.

MM. le baron de MONTGAUDRY, *président*; le marquis AMELOT, BOSSIN, CHATEL, CHATIN, Frédéric JACQUEMART, le baron LE GUAY, André LEROY, MOQUIN-TANDON, PAYER, le marquis de SELVE et VALSERRES.

COMMISSION PERMANENTE DE L'ALGÉRIE.

MM. RICHARD (du Cantal), *président*; le général DAUMAS, *président honoraire*; le docteur BAUDENS, le prince Marc de BEAUVAU, CARLIER, DAVIN, GUERIN-MÈNEVILLE, le baron de MONTGAUDRY, de NABAT, de QUATREFAGES, TASTET et VALSERRES.

COMMISSION PERMANENTE DES COLONIES ET DE L'ÉTRANGER.

MM. de QUATREFAGES, *président*; l'amiral baron de MACKAU, *président honoraire*; le marquis AMELOT, BAUEMENT, CARLIER, FAUGÈRE, MALAVOIS, MESTRO, de MONTIGNY, PAYER, TASTET et VALENCIENNES.

SOCIÉTÉS AFFILIÉES ET CORRESPONDANTES.

SOCIÉTÉS AFFILIÉES.

LA SOCIÉTÉ ZOOLOGIQUE D'ACCLIMATATION POUR LA RÉGION DES ALPES
(Société zoologique des Alpes), à Grenoble.

LA SOCIÉTÉ RÉGIONALE D'ACCLIMATATION POUR LA ZONE DU NORD-EST,
à Nancy.

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES.

LE COMICE AGRICOLE DE TOULON.

LA SOCIÉTÉ D'ÉMULATION, D'AGRICULTURE, SCIENCES, LETTRES ET ARTS,
DU DÉPARTEMENT DE L'AÏN, à Bourg.

MEMBRES FONDATEURS.

MM.

AMELOT (le marquis), propriétaire, à Paris.

ANDECY (d'), ancien sous-préfet, secrétaire du Conseil d'administration du
Crédit foncier de France, à Paris.

AUZOUX (le docteur), à Paris.

BAYLEN (de), chef de la division des haras au Ministère de l'agriculture, du
commerce et des travaux publics, à Paris.

BEAUVAU (le prince Marc de), député au Corps législatif, à Paris.

BÉTHISY (le marquis de), propriétaire, à Paris.

BÉTHUNE (le comte de), propriétaire, à Paris.

BLACQUE (Paul), banquier, à Paris.

BLONDEAU (le docteur Léon), à Paris.

BRIMONT (Roger de), propriétaire, à Paris.

CALVET-ROGNIAT, député au Corps législatif, à Paris.

CLARY (le vicomte J.), propriétaire, à Paris.

COUESSIN (le comte de), propriétaire, à Paris.

DALMATIE (le duc de), ancien ambassadeur, à Paris.

DELOX (Jules), propriétaire, à Paris.

DE METZ, conseiller honoraire à la Cour impériale de Paris, directeur de
la colonie agricole de Mettray, près Tours.

DEMIDOFF (le prince A. de), membre correspondant de l'Institut, à San
Donato, près Florence.

DUPIN (E.), propriétaire, à Paris.

EICHTHAL (Adolphe d'), banquier, administrateur du Crédit mobilier, et des chemins de fer de l'Est et du Midi, à Paris.

EPRÉMESNIL (le comte d'), propriétaire, à Paris.

FOLLON, professeur d'histoire naturelle au Lycée Louis-le-Grand, ancien répétiteur à l'Institut agronomique de Versailles, à Paris.

GEOFFROY-SAINT-HILAIRE (Albert), à Paris.

GEOFFROY-SAINT-HILAIRE (Isidore), membre de l'Institut, conseiller et inspecteur général honoraire de l'Instruction publique, professeur au Muséum d'histoire naturelle et à la Faculté des sciences, à Paris.

GUÉRIN-MÉNEVILLE, membre de la Société impériale et centrale d'agriculture, directeur de la *Revue zoologique*, à Paris.

JACQUEMART (Frédéric), ancien élève de l'Ecole polytechnique, propriétaire, à Paris.

MANOIR (le comte du), propriétaire, à Paris.

MARTIN du Nord (Ernest), propriétaire, à Paris.

MONTABELLO (le duc de), ancien ministre de la marine, à Paris.

MORNAY (le marquis de), propriétaire, à Paris.

MULLER (le baron de), directeur général du Jardin zoologique de Marseille.

POMME, agent de change, à Paris.

PONTALBA (le baron Célestin de), propriétaire, à Paris.

PORET (le vicomte E. de), propriétaire, à Paris.

POUCHET, membre correspondant de l'Institut, directeur du Musée d'histoire naturelle de Rouen.

PRÉVOST (Florent), aide-naturaliste au Muséum d'histoire naturelle, à Paris.

PUCHERAN (le docteur), aide-naturaliste de zoologie au Muséum d'histoire naturelle, à Paris.

RAYER (le docteur), membre de l'Institut, à Paris.

RICHARD du Cantal (le docteur), ancien représentant, ancien directeur de l'école des haras, à Paris.

ROQUETTE (A. de la), propriétaire, à Paris.

ROTHSCHILD (A. de), à Paris.

RUFFIER, propriétaire, à Paris.

SACC, professeur à l'Académie de Neufchatel (Suisse), à Wesserling (Haut-Rhin).

SAINT-GENEST (le baron de), propriétaire, à Paris.

SAULNIER, propriétaire, à Paris.

SÉQUIER (le baron Armand), membre de l'Institut, à Paris.

SEGUIER (le comte P.), propriétaire, à Paris.

SELVE (le marquis de), membre du Conseil général de Seine-et-Oise, à Paris.

SINETY (le marquis de), propriétaire, à Paris.

SOMIER, ancien préfet, à Paris.

TALHOÛET (le marquis de), député au Corps législatif, membre du Conseil général de la Sarthe, à Paris.

MEMBRES HONORAIRES.

MM.

- ALBRAND** (l'abbé), supérieur général des Missions étrangères, à Paris.
- BARUFFI** (le chevalier), professeur à la Faculté des sciences, membre de l'Académie royale d'agriculture, à Turin.
- BECHTOLDT** (de), conseiller intime de S. A. R. le grand duc de Hesse-Darmstadt, président du Conseil supérieur d'agriculture des Hesses réunies, à Darmstadt.
- BERGONZI**, propriétaire, membre de la Société d'agriculture de Boulogne-sur-Mer, à Boulogne-sur-Mer.
- BERTRAND** (l'abbé), missionnaire apostolique, au Su-tchuen (Chine).
- CABRERA** (l'abbé), curé de Macusani, au Pérou.
- CASTELNAU** (le comte de), consul de France, à Bahia (Brésil).
- CÉCILLE** (le vice-amiral comte), sénateur, à Paris.
- DAUMAS** (le général de division), conseiller d'état, directeur des affaires d'Alger au ministère de la guerre, à Paris.
- DELAPORTE**, consul de France au Caire.
- DUSSUMIER** (Jean-Jacques), armateur, à Bordeaux.
- FURET** (l'abbé), missionnaire apostolique, aux îles Lieou-khieou (archipel du Japon).
- GUIDO** (le colonel), à Lima (Pérou).
- JOMARD**, membre de l'Institut, conservateur à la Bibliothèque impériale, ancien membre de l'Expédition française en Egypte, à Paris.
- MACKAU** (l'amiral baron de), sénateur, à Paris.
- MARESCA** (S. G. Mgr), évêque de Solen, vicaire apostolique du Kiang-nan, à Chang-hai (Chine).
- MICHAUX**, membre correspondant de l'Académie des sciences, membre de la Société impériale et centrale d'agriculture, à Paris.
- MONTIGNY** (de), consul de France à Chang-hai (Chine).
- PALLEGOIX** (S. G. Mgr), évêque de Mallos, vicaire apostolique de Siam.
- PIDDINGTON**, à Calcutta.
- POUCEL**, fondateur des bergeries du Pichinango, au Pichinango (Uruguay).
- REID** (S. E. sir William), gouverneur général de l'île de Malte, à Malte.
- RETORD** (S. G. Mgr), évêque d'Acanthe, vicaire apostolique du Tonquin occidental.
- ROUSSEAU** (le baron), consul de France, à Brousse (Turquie d'Asie).
- VERROLLES** (S. G. Mgr), évêque de Colomby, vicaire apostolique de la Mantchourie, à Moukden (Chine).
- ZELLER**, conseiller d'état, secrétaire perpétuel de la Société centrale d'agriculture d'Allemagne, à Darmstadt.

MEMBRES TITULAIRES.

- ABBADIE (Antoine d'), membre correspondant de l'Académie des sciences, à Urrugne près Béhobie (Basses-Pyrénées).
- ABRIC DE FENOUILLET (Léonce), propriétaire, à Paris.
- AGNELLET (Jean-Marie), fabricant, à Paris.
- AGUILLON, propriétaire, membre du Comice agricole de Toulon, à Toulon (Var).
- ALEXANDRE (A.), propriétaire, agriculteur, membre du Conseil général de la Nièvre, maire d'Arleuf, au Chatz, commune d'Arleuf, près Château-Chinon (Nièvre).
- ALLARY (l'abbé), curé de Genevilliers (Seine).
- ALLIER, directeur de la Colonie agricole de Petit-Bourg, à Petit-Bourg (Seine-et-Oise).
- AMIEL (Isidore), propriétaire à Villencuve-du-Tarn, et chef d'institution, à Paris.
- ANCA (le baron François), propriétaire à Palermc (Sicile), à Paris.
- ANDRÉ (A.), propriétaire, à Paris.
- ANDRÉ (Ernest), propriétaire, à Paris.
- ANDRÉ (Louis), propriétaire, à Paris.
- ANDREIS (le chevalier André d'), consul général de Sardaigne, à Lyon.
- ANGLÈS (le vicomte Raoul), propriétaire, à Paris.
- ANNÉE (Théodore), propriétaire, à Paris.
- AQUARONE (Paul), propriétaire, membre du Comice agricole de Toulon (Var).
- ARBALESTIER (d'), propriétaire, au château de la Gardette, près Loriol (Drôme).
- ARDOIN (le docteur), membre du Comice agricole de Toulon, à Toulon (Var).
- ARGENT (le marquis Alfred d'), propriétaire à Bouville, près Cloyes (Eure-et-Loire).
- ARMINGAUD jeune, ingénieur, à Paris.
- AROSA (Gustave), propriétaire, à Paris.
- ASSY (Edouard d'), propriétaire, à Paris.
- ATGER (Marcel), avocat, à Alger.
- AUCAPITAINE (le baron Henri), à Paris.
- AUCHOIS (Louis), propriétaire, à Paris.
- AUDIFFRED (François-Joseph), ancien adjoint au maire du 4^e arrondissement de Paris, ancien juge au tribunal de commerce de la Seine, vice-président de la Société orientale de France, à Paris.
- AVÈNE (le baron Gustave d'), propriétaire, à Paris.

- BALLEROY (le comte de), propriétaire, à Paris.
- BALSAMO-CRIVELLI, propriétaire à Marcallo, près Magenta (Lombardie).
- BAROCHE (Ernest), maître des requêtes au Conseil d'état, à Paris.
- BARRAL, ancien répétiteur à l'Ecole polytechnique, directeur du *Journal d'agriculture pratique*, à Paris.
- BARROT (Ferdinand), sénateur, ancien ministre de l'intérieur, à Paris.
- BARROW (Peter), consul d'Angleterre à Caen (Calvados).
- BARTHÉLEMY-LAPOMMERAYE, directeur du Musée d'histoire naturelle, et l'un des directeurs du Jardin zoologique de Marseille, à Marseille (Bouches-du-Rhône).
- BASSANO (S. Exe. M. le duc de), grand chambellan de S. M. l'Empereur, sénateur, à Paris.
- BAUDEMONT, professeur au Conservatoire des arts et métiers, à Paris.
- BAUDENS (le docteur), inspecteur général du service de santé des armées, à Paris.
- BAUMERT (le docteur), professeur de chimie physiologique à l'Université de Bonn (Prusse rhénane).
- BAYE (A. de), propriétaire, à Paris.
- BAYE (le baron Christian de), capitaine d'artillerie, à Paris.
- BEAUCOURT (Henri), négociant, à Paris.
- BEAUMONT DE LA SOMME (le comte), sénateur, à Paris.
- BEAUNE (Philibert), ancien conseiller de préfecture, secrétaire du Comice agricole de Vitteaux, à Vitteaux (Côte-d'Or).
- BEAUREGARD (le comte de David), président du Comice agricole de Toulon, maire de la ville d'Hyères, à Hyères (Var).
- BEAUREPAIRE (le comte de), à Paris.
- BEAUVAU (le prince de), sénateur, à Paris.
- BÉCLARD, agent et consul général de France à Bucharest (Valachie), à Paris.
- BECHQUEREL (Edmond), professeur au Conservatoire des arts et métiers, à Paris.
- BÉDIER (Achille), commissaire général de la marine, membre du Comité consultatif des Colonies, ancien gouverneur de Pondichéry, à Paris.
- BÉHAGUE (de), membre de la Société centrale d'agriculture, membre du Conseil général du Loiret, à Paris.
- BELLA (François), directeur de l'Ecole d'agriculture de Grignon (Seine-et-Oise).
- BELLEYME (Ch. de), juge au tribunal de la Seine, à Paris.
- BELLOC (Irénée), négociant, à Paris.
- BELLOZANNE (le comte de), propriétaire, à Paris.
- BENOIST D'AZY (le vicomte), ancien député, ancien vice-président de l'Assemblée législative, administrateur des chemins de fer d'Orléans et de la Méditerranée, et du Crédit foncier de France, à Paris.

BÉRANGER (le marquis de), à Paris.

BÉRARD, propriétaire, à Paris.

BÉRAULT (François), propriétaire, cultivateur, ancien élève de Roville, à Chezal-Benoît (Cher).

BÉRENGER (O. Camille), propriétaire à Monts, près Loudun (Vienne).

BERNIS, vétérinaire en chef de l'armée d'Afrique, à Alger.

BERRYER-FONTAINE (le docteur), à Paris.

BERTIER DE SAUVIGNY (le comte A. de), propriétaire, à Paris.

BERTOUL (Léon-Honoré), fabricant, à Paris.

BERTRAND (le docteur), professeur à l'École de médecine de Clermont, médecin-inspecteur des eaux du Mont-Dore, à Clermont (Puy-de-Dôme).

BIGOT, membre de la Société entomologique de France, à Paris.

BINGER, ancien notaire, à Nancy (Meurthe).

BIXIO (le docteur), ancien ministre de l'agriculture, fondateur du *Journal d'agriculture pratique*, à Paris.

BIZEMONT (le comte de), propriétaire, à Nancy (Meurthe).

BLACQUE, ancien député, administrateur des chemins de fer de l'Est, à Paris.

BLACQUE (Arthur), propriétaire, à Paris.

BLAISE.

BLANC (Alphonse), directeur des ménageries et cultures de San Donato, à San Donato, près Florence (Toscane).

BLANCHARD, aide-naturaliste au Muséum d'histoire naturelle, à Paris.

BLATIN (le docteur), à Paris.

BLAZY (Léon), négociant, à Paris.

BLEYMULLER, banquier, à Paris.

BONARD DE MONTARET (Henri de), propriétaire, à Paris.

BONAPARTE (S. A. Mgr le prince Charles-Lucien), membre correspondant de l'Académie des sciences, à Paris.

BOISSARD (Yves), propriétaire à Dijon (Côte-d'Or).

BOSSIN, horticulteur, à Paris.

BOUCHAGE (le comte F. du), à Paris.

BOUCHET, secrétaire de la Société impériale d'horticulture, à Paris.

BOUCHET (le marquis du), propriétaire, à Paris.

BOUCHON, ancien élève de l'École polytechnique, capitaine d'artillerie, à La Ferté-sous-Jouarre (Seine-et-Marne).

BOUCHOT, membre du Conseil général du Doubs, à Lisle-sur-Doubs (Doubs).

BOUDARD (Ilyppolyte), propriétaire, à Paris.

BOULARD (Albert), propriétaire, à Paris.

BOULARD DE VAUCELLES (Ernest), ancien élève de l'École polytechnique, à Paris.

BOURBON-BUSSET (le comte Charles de), à Paris.

BOURÉE (Prosper), ministre plénipotentiaire de France en Perse,

- BOURGEOIS, ancien directeur de la bergerie de Rambouillet, à Paris.
- BOURGUIGNAT, aide naturaliste au Muséum d'histoire naturelle, à Paris.
- BOUTEILLE, secrétaire-conservateur du Muséum d'histoire naturelle de Grenoble, secrétaire-conservateur de la Société zoologique pour la région des Alpes, à Grenoble (Isère).
- BOUTTON-LÉVÊQUE, propriétaire à Angers (Maine-et-Loire).
- BRAGUIER, naturaliste, à Saint-Genest, près Lencloître (Vienne).
- BRÉDA (le comte Raymond de), propriétaire en Algérie, à Paris.
- BRIAND (Louis), propriétaire, à Paris.
- BRIERE DE MONDÉTOUR, inspecteur des eaux et forêts, à Dax (Landes).
- BRIMONT (Henri de), propriétaire, au château de Brimont (Marne).
- BRINDEAU (Achille), inspecteur général des chemins de fer, à Paris.
- BRIOS D'ANGRE (le baron de), propriétaire, à Paris.
- BRIQUET-JACQUEMIN, agriculteur, à la Ferme-Saint-Lazare, près Saint-Quentin (Aisne).
- BRYAS (le comte de), membre du Corps législatif, à Paris.
- BRYAS (le marquis Charles de), propriétaire, au Taillon, près Bordeaux.
- BUFFON (Henri de), à Paris.
- BUQUET (le baron), député de la Meurthe, à Nancy (Meurthe).
- BUSSIÈRE (le baron Edmond de), propriétaire, ancien pair de France, à Paris.
- BUVRY (Léopold), docteur en philosophie, membre correspondant de la Société orientale de France, à Berlin (Prusse).
- CABANELLAS (le docteur), à Paris.
- CABANELLAS (Charles), à Paris.
- CALMELS (Sylvestre-Alphonse), défenseur près la Cour impériale d'Alger.
- CAMOZZI (Jean-Baptiste), propriétaire, à Bergame (Lombardie).
- CAMPELLO (le comte de), à Paris.
- CANCLAUX (le comte de), attaché au ministère des affaires étrangères, à Paris.
- CANSON (Étienne de), propriétaire à Annonay (Ardèche).
- CARLIER (Pierre), conseiller d'état, à Paris.
- CARRE (le docteur), à Saint-Remy, près Montbard (Côte-d'Or).
- CARTERET, ancien conseiller d'état, à Paris.
- CARTIER (Frédéric), propriétaire, à Paris.
- CARTIER (Louis), avocat, à Paris.
- CAUMONT (le marquis de), membre correspondant de l'Institut de France, directeur de l'Institut des provinces, à Caen (Calvados).
- CAUVAIN, avocat, à Paris.
- CAVÉ, ingénieur, propriétaire, à Paris.
- CERDA (Jose-Nicolas de la), du Chili, propriétaire, à Paris.
- CERFBERG (Auguste-Edouard), ancien préfet, inspecteur général des colonies pénitentiaires agricoles, à Paris.

- CHALLEMAISON (de), directeur de la Compagnie des Landes, aux forges de Pontens, près Mimizan (Landes).
- CHAMBELLAN (Gratien), fabricant de châles cachemires, à Paris.
- CHAMBORANT (le comte de), propriétaire, ancien membre du Conseil général de la Charente, à Paris.
- CHANAL (Victor de), ancien préfet du Bas-Rhin, chef d'escadron d'artillerie, à Rennes.
- CHARNISAY (le baron de), propriétaire à Montluçon (Allier), à Paris.
- CHARREAU (Paul), homme de lettres, à Paris.
- CHARRUAU (le docteur Adolphe), président de la Société des arts et métiers, industrie, etc., à Paris.
- CHASLES, membre de l'Institut, professeur à la Faculté des sciences, à Paris.
- CHASLES, ancien député, à Paris.
- CHATEL (Victor), propriétaire, membre de la chambre consultative d'agriculture de Vire, à Vire (Calvados).
- CHATIN (le docteur), professeur à l'École de pharmacie, à Paris.
- CHAUCHAT, ancien notaire, à Paris.
- CHAVANNES (le docteur), à Lausanne (Suisse).
- CHENEST (Ernest), propriétaire, à Paris.
- CHENU (le docteur), professeur d'histoire naturelle au Val-de-Grâce, à Paris.
- CHEUVREUX (Jean-Pierre-Casimir), propriétaire, à Paris.
- CHEVALIER (Michel), conseiller d'état, à Paris.
- CHEVARIER (de), propriétaire, à Paris.
- CHEVET (ainé), propriétaire, à Paris.
- CHOLLET (Maximilien-Louis-Joseph), manufacturier, à Paris.
- CHOULOT (le comte de), au château de Mimont, près Pougues-les-Eaux (Nièvre).
- CLEISEN (Eugène), propriétaire, à Paris.
- COCHIN (Augustin), maire du 10^e arrondissement, administrateur du chemin de fer d'Orléans, à Paris.
- COIGNET (François), manufacturier, à Paris.
- COLLINET (Pierre), propriétaire à Chenaye (Indre-et-Loire), à Paris.
- COMMEDEUR (Saint-Amand), propriétaire, à Paris.
- CONDUCHÉ, rédacteur du *Journal de l'instruction publique*, à Paris.
- CONTE (Eugène), propriétaire, à Paris.
- CONY (le vicomte de).
- CORBIÈRE DE JUGES (Abel), propriétaire, à Paris.
- CORBIÈRE (le docteur de la), membre de plusieurs Académies, à Rozelles, près Cellette (Loir-et-Cher).
- CORNALIA (Emilio), professeur de zoologie, et directeur-adjoint du Musée civique de Milan, à Milan (Lombardie).
- COSTE, membre de l'Institut, professeur au Collège de France, à Paris.

- COURCELLES (de), propriétaire, à Lille (Nord).
COURT (l'abbé), curé de Nanterre (Seine).
CRAPELET (Emile), à Paris.
CRÉPET (Eugène), propriétaire, à Paris.
CRISENOY (le comte de), à Paris.
CRISENOY (le baron de), à Paris.
CROUZET, ancien maître de pension, à Paris.
CUENOT DE LA MALCOTE, juge au tribunal civil de Besançon, à Thise, près Marchaux (Doubs).
CURNIEU (le baron de), propriétaire, à Paris.
CURZAY (le vicomte de), propriétaire, au château de Curzay (Vienne).
DABARET (Jean-Charles), propriétaire, à Précy (Oise).
DAGET (Athanase-Charles), propriétaire, à Châtellerault (Vienne).
DAGET (Théodore), négociant, à Saumur (Maine-et-Loire).
DAILLY, propriétaire, maître de la poste aux chevaux de Paris, administrateur du Crédit foncier de France, à Paris.
DAMOISEAU, propriétaire, à Montmartre (Seine).
DAMPIERRE (le marquis de), ancien député, à Paris.
DARESTE (le docteur), professeur au lycée de Versailles, à Paris.
DAUGA, propriétaire, à Paris.
DAUSSE, propriétaire, à Lons-le-Saulnier (Jura).
DAUTHEVILLE (le général), député au Corps législatif, membre du Conseil général de l'Ardèche, à Paris.
DAVELOUIS (Gustave), propriétaire, à Paris.
DAVID, chef de la maison David de Souvigny, à Poitiers (Vienne).
DAVIN (Frédéric), manufacturier, peigneur et filateur, à Paris.
DEBAINS, propriétaire, à Paris.
DEBAINS, ancien représentant, à Paris.
DEBARY (Fritz), manufacturier, à Guebwiller (Haut-Rhin).
DEBEAUVOYS (le docteur, apiculteur, membre correspondant de la Société impériale et centrale d'agriculture, à Seiche (Maine-et-Loire).
DECAN DE CHATOUVILLE, notaire honoraire, maire du 3^e arrondissement, à Paris.
DECAZES (le baron F.), à Paris.
DECAZES (le due), ancien président du Conseil des ministres, ancien grand référendaire de la Chambre des pairs, à Paris.
DEGREAU, négociant, membre de la Société des sciences du Var, à Toulon.
DEHAIS (Félix-Emile), rentier, à Paris.
DEHAYE, propriétaire, à Paris.
DELACOUR (Albert), propriétaire, à Paris.
DELAROCHE (Henri), négociant, au Havre (Seine-Inférieure).
DELEAU (le docteur), propriétaire, à Paris.
DELESSERT (Benjamin), propriétaire, à Paris.

- DELHOMEL** (Emile), négociant et propriétaire, à Montreuil-sur-Mer (Pas-de-Calais).
- DELPUECH** (l'abbé), curé de Cros-de-Montamat, près Vic-sur-Cère (Cantal).
- DELVAILLE** (Camille), à Paris.
- DEMANDRE** (Charles), propriétaire, à La Chaudeau, par Saint-Loup-sur-Angonne (Haute-Saône).
- DEMOND**, instituteur primaire supérieur, à Orléans (Loiret).
- DESGRAND** (Paul), membre de la chambre de commerce, administrateur de la banque de France, succursale de Lyon, à Lyon.
- DESPORTES**, propriétaire, à Paris.
- DESROY** (le comte), propriétaire, à Paris.
- DESVIGNES**, propriétaire, à Paris.
- DEVILLE**, conservateur des collections du Collège de France, à Paris.
- DIERWELL** (Joseph), rentier, à Wesserling (Haut-Rhin).
- DOAZAN** (Jules), agent de change, à Paris.
- DODUX DE KÉROMAN** (le marquis de), à Paris.
- DOLLÉ** (Jules), propriétaire, à Paris.
- DOLLFUS** (Charles), chimiste, à Paris.
- DOLLFUS** (Mathieu), propriétaire, à Paris.
- DOLLFUS-MIEG**, propriétaire, à Paris.
- DOMANGE** (François-Auguste), joaillier, à Paris.
- DOREL** (Auguste), propriétaire agriculteur, directeur de l'atelier de graines de vers à soie établi par le gouvernement à Annonay (Ardèche), et au Péage du Roussillon (Isère).
- DOYERE**, professeur d'histoire naturelle au Lycée Bonaparte, ancien professeur à l'Institut agronomique de Versailles, à Paris.
- DREYER** (Théodore), propriétaire, à Saint-Amarin (Haut-Rhin).
- DROUYN DE LHUYS** (S. Exc. M.), ministre des affaires étrangères, à Paris.
- DUBOIS** (le comte), conseiller d'état, à Paris.
- DUBUS** (le vicomte Bernard), directeur du Muséum d'histoire naturelle de Bruxelles, à Bruxelles.
- DUCCING** (Francis), propriétaire en Afrique et homme de lettres, à Alger.
- DEFOUR DE NEUVILLE**, propriétaire, à Paris.
- DUMAS**, sénateur, vice-président du Conseil impérial de l'instruction publique, membre de l'Institut, ancien ministre de l'agriculture et du commerce, à Paris.
- DUMAS** (Justin), à Paris.
- DUMAST** (le baron P. Guerrier de), propriétaire, à Nancy (Meurthe).
- DUMÉRIL** (le docteur A.), professeur agrégé à la Faculté de médecine, aide naturaliste au Muséum d'histoire naturelle, à Paris.
- DU MÉRIL** (Alfred), président de la Société d'horticulture de Caen, propriétaire à Marcellet, près Caen (Calvados).
- DUMESNIL**, propriétaire, à Paris.

DUPIN, ancien président de la Chambre des députés et de l'Assemblée nationale, à Paris.

DURAND (Quentin), fabricant d'instruments d'agriculture, à Paris.

DUREAU DE LA MALLE, membre de l'Institut, à Paris.

DUSACQ, éditeur-libraire, à la librairie agricole de la *Maison rustique*, à Paris.

DUTEMPLE, propriétaire, à Paris.

DUTRONE, conseiller honoraire à la Cour impériale d'Amiens, ancien membre du Conseil général du Calvados, au château de Trouseauville, près Dives (Calvados).

DUVARNET, avocat, à Evreux (Eure).

EDWARDS (Milne), membre de l'Institut, professeur au Muséum d'histoire naturelle, doyen de la Faculté des sciences, à Paris.

EGLINGER (Jacques), adjoint du maire de Mollau, près Wesserling (Haut-Rhin).

EHLINGER, propriétaire et conseiller municipal à Illusseren (Haut-Rhin).

EICHTHAL (Gustave d'), propriétaire, à Paris.

ESLING (Victor Masséna, prince d'), à Paris.

ESTERNO (le comte d'), propriétaire, au château de la Vesvres, près Autun (Saône-et-Loire).

ETOILE (de l'), propriétaire, à Paris.

FABRE (Jules), propriétaire, à Paris.

FARINA (Paul), avocat, député au Parlement piémontais, à Turin (Piémont).

FAUGÈRE (Prosper), sous-directeur des affaires politiques au ministère des affaires étrangères, à Paris.

FEU DE LA MOTHE (de), propriétaire, à Paris.

FEYDEAU (Ernest), propriétaire, à Paris.

FEYÉRIK (Ch.), propriétaire, à Paris.

FIZEAUX DE LA MARTEL (Raoul), propriétaire à Sainte-Vaubourg, près Rouen (Seine-Inférieure), à Paris.

FLOTTE (Louis de), directeur du dépôt d'étalons d'Arles, à Arles (Bouches-du-Rhône).

FLURY-HÉRARD, consul général de Perse, banquier du Corps diplomatique, à Paris.

FOBLANT (de), ancien représentant, à Nancy (Meurthe).

FONTAINE, propriétaire-éleveur, à Paris.

FONTANIER, voyageur naturaliste, à Paris.

FONTENAY (le comte de), propriétaire, au château de Vauhernu, à Igé, près Belesme (Orne).

FOSSIN (Jules), propriétaire, à Paris.

FOUQUET (Philémon), propriétaire, à Paris.

- FOUQUIER DE MAZIÈRES**, inspecteur des forêts de la couronne, à Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise).
- FOURNET**, fondateur-directeur de l'orphelinat agricole de Montagny, à Montagny, près Châlons (Saône-et-Loire).
- FRAISSINET** (Ad.), membre du Comité de surveillance de la Société zoologique de Marseille, à Marseille (Bouches-du-Rhône).
- FRANCONIÈRE** (Paul-Charles Etienne de), lieutenant-colonel d'état-major, chef du cabinet du ministre de la guerre, à Paris.
- FRÉMIET**, sculpteur, à Paris.
- FRÉMY**, conseiller d'état, à Paris.
- FRÉMY**, professeur au Muséum d'histoire naturelle et à l'Ecole polytechnique, à Paris.
- FRIDDANI** (le baron de), propriétaire, à Paris.
- FROIDEFOND DES FARGES** (De), conseiller à la Cour impériale de Paris.
- GAILLARD** (Paul), propriétaire, à Paris.
- GALLAND**, agriculteur, marchand grainetier, à Ruffec (Charente).
- GANDILLOT** (Arthur), industriel, à Paris.
- GARÉ** (le baron Charles), ancien préfet et ancien directeur des affaires civiles de la province d'Oran, à Paris.
- GARDET** (Joachim), capitaine au long cours, à Paris.
- GARDIN** (Henri-Auguste), manufacturier, membre de la Société académique de Saint-Quentin, maire de Vic-sur-Aisne (Aisne).
- GAREAU** (Eug.), député au Corps législatif, membre du Conseil général de Seine-et-Marne, à Paris.
- GAREAU** (Louis-Joseph), propriétaire-agriculteur dans le département de l'Orne, à Paris.
- GARROUSTE** (Arsène), directeur de la ferme-école de l'Hopital, près Aurillac (Cantal).
- GASPARIN** (le comte de), membre de l'Institut, ancien ministre de l'intérieur, à Paris.
- GÉLY** (André), secrétaire de la mission générale du Paraguay, à l'Assomption (Paraguay).
- GEOFFROY** (Auguste), propriétaire, à Lagny (Seine-et-Marne).
- GEOFFROY** (Paulin), capitaine de frégate, à Brest (Finistère).
- GEOFFROY** (Saint-Ange), propriétaire, à Saint-Jean-le-Blanc, près Orléans (Loiret). à Paris.
- GEOFFROY-CHATEAU**, juge au tribunal de la Seine, à Paris.
- GEOFFROY DE VILLENEUVE**, député au Corps législatif, à Paris.
- GERVAIS** (le docteur), de Caen, administrateur de l'Ecole supérieure du commerce, à Paris.
- GERVAIS** (Ferdinand), propriétaire, à Paris.
- GERVAIS** (Louis), propriétaire, à Paris.
- GÉRY** (Charles), avocat, à Limoges (Haute-Vienne).
- GINOT** (Jean-Marie), ancien négociant, propriétaire, à Paris.

- GIRAUD-TEULON (le docteur), ancien élève de l'École polytechnique, à Nice.
- GIROU DE BUZAREINGUES, député de l'Aveyron au Corps législatif, à Paris.
- GLATIGNY (Léonard de), propriétaire, aux Pâtis, près Tours (Indre-et-Loire).
- GOBINEAU (le comte de), secrétaire de la mission de Perse.
- GOPY, ex-maire de Blidah (Algérie), à Paris.
- GOIN, libraire de la Société impériale d'acclimatation, à la librairie centrale d'agriculture et de jardinage, à Paris.
- GOMEL (Charles), maître des requêtes au Conseil d'état, à Paris.
- GONSE (Emmanuel), propriétaire, à Paris.
- GOSSE (le docteur), de Genève, à Paris.
- GOUDENOVE (Charles-Auguste-Raymond), propriétaire, à Paris.
- GOUPIL (Amable Damaze), propriétaire, à Paris.
- GOUPIL (Louis Edouard), maître des requêtes au Conseil d'Etat, à Paris.
- GOUY (J.), ancien magistrat, à Nancy (Meurthe).
- GRAELLS, directeur du Musée d'histoire naturelle de Madrid, à Madrid.
- GRAMMONT (le général de), inspecteur général de cavalerie, président honoraire de la société protectrice des animaux, au château de Miramont (Lot-et-Garonne).
- GRANDVAL, membre du Conseil général des Bouches-du-Rhône, à Marseille (Bouches-du-Rhône).
- GRANIER DE CASSAGNAC, membre du Corps législatif, rédacteur du *Constitutionnel*, à Paris.
- GRASSET, maître de forges, à La Charité-sur-Loire (Nièvre).
- GREFFULHE (le comte H. de), propriétaire, à Paris.
- GRENIER (Charles), propriétaire, à Bex, canton de Vaud (Suisse).
- GRIMALDI (le marquis de), à Paris.
- GROS père, propriétaire, à Wesserling (Haut-Rhin).
- GROS (Aimé), propriétaire, à Wesserling (Haut-Rhin).
- GROS (Albin), propriétaire, à Wesserling (Haut-Rhin).
- GROS (Edouard), propriétaire, à Wesserling (Haut-Rhin).
- GROS (Gustave), propriétaire, à Lyon (Rhône).
- GROS (James), maire de Claye, près Paris (Seine).
- GROSSHEINTZ (J.-J.), à Mulhouse (Haut-Rhin).
- GUÉNIN (Etienne-François-Victor), notaire, à Paris.
- GUÉRIN (le contre-amiral Nicolas-François), commandant en chef de la station navale de l'Indo-Chine.
- GUÉRIN (Jules), membre de l'Académie impériale de médecine, à Paris.
- GUERNET, propriétaire, à Paris.
- GUIBOUT (le colonel), à Paris.
- GUIFFREY (Georges), rédacteur en chef du *Journal général de l'instruction publique*, à Paris.
- GUILLEMIN (Auguste), propriétaire, à Paris.

- GUITTON (le docteur Eugène), à Dieppe (Seine-Inférieure).
GUYNEMER, courtier d'assurances maritimes, propriétaire, à Paris.
GUYNEMER (Auguste), propriétaire, à Paris.
HAIME (Jules), propriétaire, à Paris.
HALÉVY, membre de l'Institut, à Paris.
HALLEZ (Théophile), juge impérial, à Mayotte (Colonies françaises).
HALPHEN (Constant), à Paris.
HALPHEN (Eugène), propriétaire, à Paris.
HARDY, directeur de la pépinière centrale du gouvernement en Algérie, à Hamma, près Alger.
HASTIER DE JOLIVETTE, propriétaire, à Moulins (Allier).
HAUTOUL (le général marquis d'), grand référendaire du Sénat, président du Conseil général de l'Aude, à Paris.
HAVIN, ancien conseiller d'état et député, rédacteur en chef du *Siècle*, à Paris.
HENNEGUY (Félix), propriétaire, à Précy (Oise).
HESSE, banquier, à Marseille (Bouches-du-Rhône).
HESSE (Edouard), licencié en droit, à Marseille (Bouches-du-Rhône).
HEURTIER, conseiller d'état, à Paris.
HEUZEY-DENEIROUSE, négociant et fabricant de châles, à Paris.
HOLLARD (le docteur), professeur d'histoire naturelle à la Faculté des sciences de Poitiers, à Poitiers (Vienne).
HONORÉ, agent de change, à Paris.
HOWYN DE TRANCHERES, ancien représentant, à Paris.
HUBERT (Adrien-Pierre-Antoine), agent de change honoraire, à Paris.
HUMBERT (le docteur), à Paris.
HUYOT (Ernest), ingénieur des mines, à Vienne (Autriche).
HUZARD, membre de l'Académie de médecine et de la Société centrale d'agriculture, à Paris.
JACQUE, peintre et graveur, à Paris.
JACQUEMART (Ferdinand), propriétaire, à Paris.
JACQUEMIN (le général), ancien commandant en second de l'Ecole de cavalerie de Saumur, à Lunéville (Meurthe).
JACQUESSON, propriétaire, à Châlons (Marne).
JAVALLAN (Léopold), propriétaire, à Paris.
JOBET, propriétaire, à Syam, près Champagnole (Jura).
JOHNSON, propriétaire, à Paris.
JOLY (le docteur), professeur à la Faculté des sciences de Toulouse, à Toulouse (Haute-Garonne).
JONAGE (le vicomte A. de), à Paris.
JONGH (Charles de), à Guebwiller (Haut-Rhin).
JONQUOY, membre du Conseil général du Calvados, à Paris.
JOURDIER (Auguste), agriculteur, à Versailles (Seine-et-Oise).
JUSUF (le général), commandant de la division d'Alger, à Blidah.

- KERGORLAY (de), membre du Corps législatif, à Paris.
- KERVÉGUEN (le vicomte Aimé de), député de l'arrondissement de Toulon au Corps législatif, à Paris.
- KESTNER, ancien représentant, à Thann (Haut-Rhin).
- KIENER, zoologiste, membre de plusieurs sociétés savantes.
- KIENTZY (Zéphyrin), maire de Wildenstein (Haut-Rhin).
- KIRGENER (le baron), à Paris.
- KLOTZ (Mare), fabricant, à Paris,
- KOECHLIN (Charles), négociant, à Mulhouse (Haut-Rhin).
- KOECHLIN (Daniel), propriétaire, à Mulhouse (Haut-Rhin).
- LABELONYE, pharmacien, à Paris.
- LACROIX (Albert), propriétaire, à Paris.
- LAFONT (Numa), propriétaire, à Paris.
- LAGE (le baron de), officier de la vénerie impériale, à Paris.
- LAJONQUIÈRES, sous-préfet à Châtillon-sur-Seine (Côte-d'Or).
- LALOYE, propriétaire, à Paris.
- LAMARTINE (Alphonse de), membre de l'Académie française, à Paris.
- LAMBOT-MIRAVAIL, propriétaire à Miraval près Brignoles (Var).
- LA MONDIÈRE (de), propriétaire, à Paris.
- LAMOTTE (le baron de), à Paris.
- LANCHÈRE, cultivateur, ancien élève de Roville, à Paris.
- LANDRIAN DU MONTET (le baron R. de), propriétaire à Naney (Meurthe).
- LANGENSTEIN, maire de Ranspach, près Wesserling (Haut-Rhin).
- LANJUINAIS (Victor), ancien ministre de l'agriculture, à Paris.
- LAPERRELLE (Léopold de), propriétaire, à Paris.
- LARCHER, propriétaire au Mesnil, près Saint-Arnaud, canton de Rambouillet, à Paris.
- LARDY (Charles), docteur en droit, propriétaire à Neuchâtel (Suisse).
- LA ROCHEFOUCAULD DE DOUDEAUVILLE (le duc de), propriétaire, à Paris.
- LA ROCHEFOUCAULD (le comte Alfred de), propriétaire, à Paris.
- LA ROCHEJACQUELEIN (le marquis Henri de), sénateur, à Paris.
- LATAPIE (le baron de), à Paris.
- LA TRÉHONNAIS (de), agronome, à Falmouth (Angleterre).
- LAUSSAT (le baron de), ancien député, propriétaire au château de Bernadetz, près Pau (Basses-Pyrénées). à Paris.
- LAVERGNE (Léonce de), propriétaire, à Paris.
- LAVERRIÈRE (Jules), professeur d'agriculture, directeur de la ferme-modèle, à Mexico (Mexique).
- LÉAUTAUD (Henri de), au château de Busagny, près Pontoise (Oise).
- LEBARILLIER, ancien représentant, propriétaire à Rassay, près Genillé (Indre-et-Loire).
- LEBIGRE-BEAUREPAIRE (Auguste-Edmond), propriétaire, à Paris.
- LEBOUL (le général d'artillerie), ancien élève de l'École polytechnique, à Paris.

- LECOQ, directeur de l'Ecole vétérinaire de Lyon, à Lyon (Rhône).
- LE COUTEULX DE CANTELEU (le baron), propriétaire, au château de Saint-Martin, près Etrépigny (Eure).
- LECREUX (Jules), propriétaire, à Lille (Nord).
- LEFÈVRE (Ernest), propriétaire, à Paris.
- LEGOUVÉ (Ernest), membre de l'Académie française, à Paris.
- LEGRAS, avocat à la Cour d'appel, à Paris.
- LEGRAS DE LA BOISSIÈRE (le baron), propriétaire, à Paris.
- LE GUAY (le baron Léon), inspecteur des parcs et jardins impériaux, à Paris.
- LEHON (Léopold), propriétaire, à Paris.
- LE LONG (John), consul général de la République orientale de l'Uruguay, à Paris.
- LELONG, ancien conseiller à la Cour impériale de Poitiers, propriétaire, au château de Boissegain, par Civray (Vienne).
- LLORENTE Y LAZARO (Ramon), professeur à l'école vétérinaire de Madrid (Espagne).
- LEPEL-COINET, agent de change, à Paris.
- LE PELLETIER DE GLATIGNY, propriétaire, à Annet, près Lagny (Seine-et-Marne).
- LE PRESTRE, chirurgien en chef de l'hôtel-Dieu de Caen, professeur à l'Ecole de médecine de Caen (Calvados).
- LEROUX (Alphonse), notaire honoraire, à Paris.
- LEROY (André), pépiniériste, à Angers, et à Paris.
- LESÈBLE, propriétaire, au château de Rochefure, près Tours (Indre-et-Loire).
- L'ESPINE (le vicomte de), propriétaire, à Paris.
- LEYEAU (Alphonse), peintre, à Paris.
- LEZAY-MARNÉSIA (le comte de), chambellan de Sa Majesté l'Impératrice, à Paris.
- LHERBETTE, ancien député, à Paris.
- L'HUILLIER (Victor), propriétaire, à Paris.
- LIAUTAUD (Augustin), chirurgien principal de la marine impériale, directeur des cultures du thé en Algérie.
- LINDEN, consul de la Nouvelle-Grenade, et directeur du Jardin royal de zoologie et d'horticulture à Bruxelles.
- LOBLIGEOIS, à Paris.
- LOIGNON, banquier, à Paris.
- LORIN (Antonin), propriétaire, à Paris.
- LUCA (Sébastien de), chimiste, à Paris.
- LUCY, receveur général des Bouches-du-Rhône, à Marseille (Bouches-du-Rhône).
- LUPIN (Auguste), propriétaire, à Paris.
- LYONNE (le comte Charles de), propriétaire, à Paris.

- MACHADO** (le commandeur Da Gama), conseiller de légation de S. M. très fidèle, à Paris.
- MACKAU** (le baron Armand de), auditeur au Conseil d'état, à Paris.
- MAISSIAT** (Jacques), agrégé à la Faculté de médecine de Paris, à Paris.
- MALANÇON**, propriétaire, à Paris.
- MALAVOIS** (Louis-Jean-Baptiste-Médard), propriétaire, à Paris.
- MANOIR** (le comte Robert du), propriétaire, à Paris.
- MANUEL**, ancien agent de change, à Paris.
- MARESTE** (le baron Louis-Adolphe), ancien secrétaire général de préfecture, à Saint-Germain-en-Laye.
- MARGOLLÉ** (Elie), lieutenant de vaisseau, à Toulon (Var).
- MARIE** (Auguste), ancien représentant, à Paris.
- MAROZEAU**, ancien élève de l'École polytechnique, à Wesserling (Haut-Rhin).
- MARPON**, receveur général de la Haute-Loire, au Puy (Haute-Loire).
- MARTIN**, propriétaire, à Paris.
- MARTY**, propriétaire, membre du Conseil général du Cantal, à Aurillac (Cantal).
- MASI**, de Rome, propriétaire, à Paris.
- MASSABIAU** (le docteur), député de la Haute-Garonne, à Paris.
- MASSON** (Victor), libraire-éditeur, à Paris.
- MAUPIED** (l'abbé), chanoine de Reims, directeur supérieur de l'institution Sainte-Marie de Gourin, à Gourin (Morbihan).
- MAZUYER** (Léonce), consul de France à Ancône.
- MÉEUS** (Joseph), propriétaire, à Paris.
- MEISSONNIER-VALCROISSANT**, propriétaire, à Hyères (Var).
- MENDEZ** (Don Fernando), professeur d'histoire naturelle industrielle à l'Institut industriel de Madrid, à Madrid.
- MENNET-POSSOZ** (Alexandre-Maximilien), à Paris.
- MENY** (Charles), adjoint au maire de Husseren (Haut-Rhin).
- MÉRAULT** (Aristide), propriétaire, à Paris.
- MÉRIAN DE TEUFFEN** (Edouard), à Bâle (Suisse).
- MÉRITENS** (Eugène de), licencié en droit, membre de la Société asiatique, à Paris.
- MESTRO** (Henri-Joseph), conseiller d'état, directeur des colonies, à Paris.
- MEUNIER** (Victor), directeur du journal *l'Ami des Sciences*, à Paris.
- MEURAND** (Jean-Louis-Joachim), sous-directeur au Ministère des affaires étrangères, à Paris.
- MEURINNE** (Edouard), propriétaire, à Paris.
- MEURON**, à l'administration des omnibus et accélérées, à Passy (Seine).
- MICHEL** (Edouard), propriétaire, au château du Vivier des Landes (Indre-et-Loire).
- MICHON** (le docteur), médecin des hôpitaux, à Paris.

- MICHON (Joseph), licencié ès lettres, à Paris.
- MILLAUD, banquier, à Paris.
- MILLET, inspecteur des eaux et forêts, à Paris.
- MILLOT (le docteur Auguste), filateur à Mello près Creil (Oise).
- MIRÈS, propriétaire, à Paris.
- MITCHELL, secrétaire de la Société zoologique de Londres, à Londres.
- MOIANA, négociant, à Paris.
- MONET (Ernest), à Paris.
- MONGINOT, professeur de comptabilité, à Paris.
- MONNIER (A.), membre du Conseil général de la Meurthe, président de la Société d'agriculture, à Nancy (Meurthe).
- MONNY DE MORNAY, chef de la division de l'agriculture au Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, à Paris.
- MONSEIGNAT (le baron de), ancien député, membre du Conseil général de l'Aveyron, à Rhodéz (Aveyron).
- MONTAUBIN, sous-préfet de l'arrondissement d'Altkirch, à Altkirch (Haut-Rhin).
- MONTCALM (Victor de), à Rabastéins (Tarn).
- MONTABELLO (Napoléon de), aspirant de marine, à Paris.
- MONTESQUIOU (le comte Léon de), à Paris.
- MONTGAUDRY (le baron de), propriétaire, à Paris.
- MONTGUYON (le comte Edmond de), à Paris.
- MONT-RICHER (de), ingénieur en chef des ponts et chaussées, à Marseille (Bouches-du-Rhône).
- MOQUIN-TANDON, membre de l'Institut, professeur à la Faculté de médecine de Paris, à Paris.
- MORAES, docteur en droit, à Rio-Janeiro (Brésil).
- MOREAU (Adolphe), propriétaire, à Paris.
- MOREAU (Ferdinand), agent de change honoraire, à Paris.
- MOREL (Benjamin), banquier-armateur, à Dunkerque (Nord).
- MORELOT, propriétaire, à Eguilly (Côte-d'Or).
- MORET (Ernest), à Paris.
- MORIN (G.), directeur gérant de la société zoologique de Marseille, à Marseille (Bouches-du-Rhône).
- MORNY (S. Exc. le comte de), président du Corps législatif, à Paris.
- MORTEMART (le vicomte V. de), propriétaire, à Paris.
- MOUNIER (le baron), sous-préfet de Senlis (Oise).
- MOUTIS (Henri des), propriétaire, à Paris.
- MOUY (de), à Senlis (Oise).
- MURA (Justin), propriétaire, à Wesserling (Haut-Rhin).
- MURS (O. des), propriétaire, à Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir).
- MUTEAU, premier président de la Cour impériale de Dijon, membre du Conseil général de la Côte-d'Or, à Dijon (Côte-d'Or).

NABAT (Armand de), propriétaire, au château de Clayes, près Trappes (Seine-et-Oise).

NABAT (Xavier de), directeur de l'*Argus des haras*, au château de Clayes, près Trappes (Seine-et-Oise).

NARJOT DE TOUCY (le baron), propriétaire, membre du Conseil général du Puy-de-Dôme, à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).

NEUFLIZE (le baron de), propriétaire, à Paris.

NEY (le colonel comte Edgar), premier veneur de S. M. l'Empereur, à Paris.

NICOLAÏ (le comte Scipion de), à Osny, arrondissement de Pontoise (Seine-et-Oise).

NIUWERKERKE (le comte de), directeur général des Musées impériaux, membre de l'Institut, à Paris.

NOAILLES (le comte Alfred de), propriétaire, à Paris.

NODLER (Emile), propriétaire, à Paris.

NOIRMONT (le baron de), propriétaire, à Paris.

NOURRIGAT (Emile), membre de la Société séricicole de France, propriétaire à Lunel (Hérault).

OLLIFFE (le docteur sir Joseph), médecin de l'ambassadeur d'Angleterre, à Paris.

OSBORNE DE SAMPAYO, propriétaire, à Paris.

ODIN DE BRY (Jean-Simon-Prosper), propriétaire, à Macquelines, par Betz (Oise), à Paris.

PADOUE (le duc de), sénateur, à Paris.

PAILLET (Jean-Baptiste), horticulteur, membre de plusieurs sociétés savantes, à Paris,

PARAF-JAVAL (Benjamin), manufacturier, à Paris.

PARCHAPPE, inspecteur général des établissements d'aliénés, à Paris.

PARIS D'ILLINS, propriétaire, à Villiers-sur-Mer (Calvados).

PAROY (le marquis de), à Paris.

PASSY (Antoine), ancien sous-secrétaire d'état, à Paris.

PATU DE SAINT-VINCENT, propriétaire, à la Pellonnière, près le Pin-la-Garenne, arrondissement de Mortagne (Orne).

PAYER, membre de l'Institut, professeur à la Faculté des sciences, à Paris.

PÉAN DE SAINT-GILLES (Saint-Ange), propriétaire, à Paris.

PEIGNE, propriétaire, ancien négociant, à Paris.

PELOUZE, membre de l'Institut, président de la Commission des monnaies, à Paris.

PÉREIRE (Emile), administrateur des chemins de l'Est, du Midi et du Nord, du Crédit foncier de France et du Crédit mobilier, à Paris.

PÉREIRE (Eugène), ingénieur civil, propriétaire, à Paris.

PÉREIRE (Isaac), administrateur du Crédit mobilier et des chemins de fer de Lyon et du Midi, propriétaire, à Paris.

PERROT (Alfred), architecte, à Paris.

- PERSOZ, professeur au Conservatoire des arts et métiers, à Paris.
- PERTUIS (le vicomte Léon de), propriétaire, à Paris.
- PESCATORE, consul général de S. M. le roi des Pays-Bas, à Paris.
- PEUT (Hippolyte), directeur des *Annales de la Colonisation algérienne*, à Paris.
- PIGERON, propriétaire, à Paris.
- POEY (André), professeur de physique et d'histoire naturelle, à La Havane (Cuba).
- POIX (le comte de), propriétaire, à La Rocheplaquin, près Sainte-Maure (Indre-et-Loire).
- POMEREU (le vicomte Armand de), propriétaire, à Paris.
- PONS PEYRUC, ingénieur civil, membre du Conseil d'arrondissement et du Conseil municipal de Toulon, à Paris.
- PONSARD, cultivateur, à Omev (Marne).
- PORET (le vicomte de), propriétaire, à Paris.
- PORQUET, propriétaire, à Montigny-sur-Aire (Eure-et-Loir).
- PORTAL (le baron Frédéric), à Paris.
- POTEL-LECOUTEUX, propriétaire-cultivateur, à Gréteil (Seine).
- POTIEZ, administrateur du Muséum d'histoire naturelle de Douai (Nord).
- POTRON (Charles), propriétaire, à Paris.
- POTRON (Robert-Jean), propriétaire, à Paris.
- POURTAËS (le comte Robert de), propriétaire, à Paris.
- PRÉTAVOINE (Germain), maire de la ville de Louviers (Eure).
- QUATREFAGES (de), membre de l'Institut, à Paris.
- RAIGECOURT (le comte de), à Paris.
- RAINNEVILLE (de), fondateur de l'orphelinat du Petit-Mettray, à Amiens (Somme).
- RAMBOURG (Charles), propriétaire, à Châteauvert, près Clamecy (Nièvre).
- RAMBOURG (Louis), propriétaire, à Paris.
- RAMON DE LA SAGRA, membre correspondant de l'Institut de France, membre des cortès constituantes, à Madrid.
- RAMPIN (Alexandre), à Paris.
- RANDON (le général de division, comte), gouverneur général de l'Algérie, à Alger.
- RAOUSSET-BOULBON (le vicomte de), officier des haras, à Braisne (Aisne).
- RAY, propriétaire, à Paris.
- REICHENBACH (le comte de), ancien attaché de l'Ambassade de Prusse, à Paris.
- RÉMOND D'HALLINCOURT (le général), au château d'Hallincourt, près Magny (Seine-et-Oise).
- RENARD, ancien délégué de l'industrie parisienne en Chine, à Paris.
- RENNEPONT (le comte de), propriétaire, à Paris.
- RENOUARD (Charlemagne-Alexandre), propriétaire, à Paris.

REYNOSO (Alvaro), chimiste, à Paris.

RHONÉ (Paul), propriétaire, à Paris.

RICARDO (Frédéric), banquier, à Paris.

RICHARD (David), directeur de l'asile départemental des aliénés à Stephansfeld, près Brumath (Bas-Rhin).

RICHEMONT (le comte Eugène Desbassayns), à Paris.

RIOCOUR (le comte de), membre du Conseil général de la Meurthe, à Nancy (Meurthe).

RIOUFFE (le baron), à Paris.

RIVOIRE-LABATTIE (le comte de), propriétaire, à Paris.

ROBERT (Eugène), membre du Conseil général de l'agriculture, directeur de la magnanerie expérimentale de Sainte-Tulle, près Manosque (Basses-Alpes).

ROBILLARD, directeur du Jardin de botanique rurale de Valence, à Valence (Espagne).

ROGER (Edgar), propriétaire, à Paris.

ROMAN (A. P.), membre du Conseil général du Haut-Rhin, maire de Husseren, à Wesserling (Haut-Rhin).

ROMAN (Eugène), propriétaire, à Wesserling (Haut-Rhin).

ROMAN (Gaspard), propriétaire, à Wesserling (Haut-Rhin).

RONDOT (Natalis), négociant, ancien délégué du commerce de France en Chine, à Paris.

RONTAUNAY (Julien Gaultier de), armateur-propriétaire, à Saint-Denis, île de la Réunion.

ROQUETTE (de la), ancien consul, à Paris.

ROSIERS (des), propriétaire, à Paris.

ROSTI (Paul de), propriétaire en Hongrie.

ROUALLE DE ROUVILLE (le vicomte Stéphane), directeur de la compagnie du Palais de l'Industrie, à Paris.

ROUALLE DE ROUVILLE (Stéphane-Victor), à Paris.

ROUCY (Adrien de), propriétaire, à Noyon (Oise).

ROUSSEAU (Louis), aide-naturaliste au Muséum d'histoire naturelle, à Paris.

ROUSSELLIER (Jean), propriétaire, à Paris.

ROUYER (Louis), peintre, à Paris.

RUE (A. de la), garde général des forêts de la couronne, à Compiègne (Oise).

RUFFINIÈRE (Amédée du Prey de la), propriétaire à la Martinique, à Brives (Corrèze).

ROMIGNY (le général de), à Paris.

RUZÉ (de), à Paris.

SABATIER, propriétaire, à Espeyran, par Saint-Gilles (Gard).

SAINT-DIDIER (Félix de), propriétaire, à Paris.

SAINT-JULIEN MUIRON (le vicomte de), à Paris.

- SAINT-MARC GIRARDIN, membre de l'Académie française, à Paris.
- SAINT-PRIEST (le comte de), directeur de l'*Encyclopédie du 19^e siècle*, à Paris.
- SALMON (Auguste), propriétaire, à Paris.
- SANDOZ (de), propriétaire, ancien officier aux gardes de Louis XVI, à Cernay (Haut-Rhin).
- SAPHARY, ancien professeur de philosophie au Lycée Bonaparte, propriétaire-agriculteur, à Vic (Cantal).
- SAULCY (de), président de l'Académie de Metz (Moselle).
- SAUSSURE (Henri de), à Genève.
- SAVIGNON (Jean-Rodolphe), avocat à la Cour impériale, à Paris.
- SAVOIE-CARIGNAN (S. A. R. Mgr le prince Eugène de), à Turin.
- SAY (Horace), ancien conseiller d'état, à Paris.
- SAY (Léon), chef du secrétariat du chemin de fer de Lyon, à Paris.
- SCHENETZ (Philippe), propriétaire, à Paris.
- SCHLUMBERGER (Albert), à Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin).
- SCHLUMBERGER (Charles), à Mulhouse (Haut Rhin).
- SCHLUMBERGER (Henri), propriétaire, à Guebwiller (Haut-Rhin).
- SCHLUMBERGER (Jean), manufacturier, à Thann (Haut-Rhin).
- SCHMALZER (Georges), maire de Malmerspach, près Saint-Amarin (Haut-Rhin).
- SCHNAPPER (Antoine), banquier, à Paris.
- SCITIVAUX DE GREISCHE (T. de), vice-président de la Société d'Agriculture, à Nancy (Meurthe).
- SÉGURET, ancien inspecteur des forêts, à Paris.
- SÉRAINCOURT (le comte de), propriétaire, à Paris.
- SERS (le comte Alexandre de), propriétaire, à Toulouse (Haute-Garonne).
- SERVANT, négociant en pelleteries, à Paris.
- SINGER (Henri), propriétaire, à Paris.
- SISLEY (Thomas), propriétaire, à Paris.
- SOLAR, propriétaire, à Paris.
- SOLICOFFRE (Louis), au château de Huppy, près Abbeville.
- SORBET, propriétaire, à Paris.
- SOUANCÉ (Charles de), propriétaire, à Paris.
- SOUFFLOT, administrateur des Messageries impériales et des paquebots d'Orient, à Paris.
- SOURDISSE DE LA VALETTE (Charles), maire de Villiers-Charlemagne, arrondissement de Château-Gontier (Mayenne).
- SOYER (Alexis), attaché au service d'amélioration de la Sologne, à Paris.
- SPARRE (le comte de), propriétaire, à Paris.
- SPECHT (Thiebaut), maire de Krüth, près Wesserling (Haut-Rhin).
- TARDIVEAU (Emmanuel), propriétaire, à Paris.
- TARGET (Paul), propriétaire, à Paris.

TASTET (Emile), propriétaire, à Paris.

TATTET (Alexandre), propriétaire, à Paris.

TAVERNIER (père), ancien négociant, à Paris.

TCHIHATCHEF (P. de), associé étranger de l'Académie des sciences de Berlin, membre de la Société royale de Londres, à Nice (Piémont).

TEIL (le baron du), propriétaire, à Paris.

TEMMINCK, directeur du Musée royal d'histoire naturelle et membre de l'Institut des Pays-Bas, membre correspondant de l'Institut de France, à Leyde (Pays-Bas).

THAYER (Edouard), sénateur, rue de Courcelles, à Paris.

THIAC (E.), notaire, membre du Conseil général de la Charente, à Paris.

THIBAUT (Antoine-Germain-Michel-Victor), médecin à Paris.

THIERRY (Edmond), propriétaire, à Paris.

THOMPSON (James), propriétaire, à Paris.

TIÉFAINE, juge de paix à Ribemont (Aisne).

TOCQUEVILLE (le baron de), propriétaire, au château de Baugy (Oise).

TORTONI (Xavier), propriétaire, à Paris.

TOULMON (de), propriétaire, à Paris.

TOULONGEON (le marquis de), aide-de-camp et capitaine des chasses de S. M. l'Empereur, à Paris.

TOURREIL (de), chancelier du consulat de France, à Caraccas.

TRAVOT (le baron), membre du Conseil général de la Manche, à Chartaure, près Avranches (Manche).

TRÈVES (Aaron), négociant, à Paris.

TROUSSEAU, professeur à la Faculté de médecine, à Paris.

TROUSSEAU (Georges), agriculteur, au Plessis-Saint-Antoine, par Neuillé-Pont-Pierre (Indre-et-Loire).

TROY (Paul), propriétaire à Sentenac, près La Bastide-de-Sérou (Ariège).

TRUBERT (E.), propriétaire, à Saint-Barthélemy (Landes).

TRUTAT (Paul), à Paris.

TURREL (le docteur), secrétaire du Comice agricole de Toulon (Var).

TYDGADT (Louis), docteur en droit, secrétaire-gérant de la Société royale d'histoire naturelle, à Gand (Belgique).

UZÈS (le duc d'), propriétaire, à Paris.

VAILLANT (S. Exc. le maréchal), ministre de la guerre, grand-maréchal du palais de S. M. l'Empereur, sénateur, membre de l'Institut, à Paris.

VALENCIENNES, membre de l'Institut, professeur au Muséum d'histoire naturelle, à Paris.

VALETTE (le marquis de La), propriétaire, à Paris.

VALLETTE (Antony), ancien consul de France à Calcutta, propriétaire, à Bordeaux (Gironde).

VALLOT (le lieutenant-colonel), directeur de la remonte en Afrique, à Alger.

- VALMER (le vicomte de), président de la Société protectrice des animaux à Paris.
- VALSERRES (Jacques), rédacteur au *Constitutionnel*, à Paris.
- VAN-DEN-BROEK (Francis), propriétaire, à Paris.
- VAN-DEN-BROEK (Fredéric), banquier, à Paris.
- VAN-DEN-BROEK (Prosper), propriétaire, à Java.
- VAN LANGENSHOVE, membre de la Société d'Agriculture de Bruxelles, à Paris.
- VARIN D'AINVELLE, député du Gard, directeur de la Colonie agricole de Servas, maire d'Alais (Gard).
- VAUCHER, propriétaire, à Mulhouse.
- VERET (Auguste), propriétaire, à Montpellier (Hérault).
- VERGNIOLE, directeur du journal l'*Industrie*, à Paris.
- VERNET (Horace), membre de l'Institut, propriétaire de Ben-Koula (Algérie), à Paris.
- VERNOIS (le docteur), à Paris.
- VERNOIS, propriétaire, à Senlis (Oise).
- VIART (le vicomte de), propriétaire, à Paris.
- VIBRAYE (le marquis de), propriétaire, au château de Chiverny (Loir-et-Cher).
- VICENCE (le duc de), sénateur, à Paris.
- VICUNA-MACKENNA, du Chili, à Paris.
- VIGNERALE (le comte de), propriétaire, à Argentan (Orne).
- VILANOVA, professeur de géologie au Musée d'histoire naturelle de Madrid, à Madrid.
- VILLENEUVE (de), propriétaire, à Paris.
- VILLENEUVE-FLAYOSC (de), ingénieur des mines, professeur à l'Ecole des mines, à Paris.
- VILLETTE (le marquis de), propriétaire, au château de Villette, près Pont-Sainte-Maxence (Oise).
- VILMORIN (Louis), membre de la Société impériale et centrale d'Agriculture, à Paris.
- VINCENS DE GOURGAS, inspecteur de l'Académie de Paris, à Paris.
- VINCION (Gustave), ingénieur-chimiste, à Paris.
- VISSAGUET (de), propriétaire, à Paris.
- VOGUÉ (le marquis de), ancien représentant, à Paris.
- VOUGY (le comte Jules de), membre du Conseil général de la Loire, à Paris.
- VUILLEFROY, président de la section de l'agriculture, des travaux publics et du commerce, au Conseil d'état, à Paris.
- WALLUT (Charles), docteur en droit, à Paris.
- WALOMBROSA (le duc de), propriétaire, à Paris.
- WALTER (Fraser), à Londres.
- WEILER (C. F.), négociant à Strasbourg (Bas-Rhin).

WEISS-SCHLUMBERGER, propriétaire, à Mulhouse (Haut-Rhin).

WESTERMAN (G. F.), directeur du Jardin zoologique *Natura artis magistra*, à Amsterdam.

WIDMANN (D.), propriétaire, à Wesserling (Haut-Rhin).

WORMS DE ROMILLY, ancien intendant militaire, à Paris.

YVAN (le docteur Melchior), ancien membre de l'Assemblée législative, à Paris.

YVART, inspecteur général des bergeries impériales et des écoles vétérinaires, à Paris.

ZARCO DEL VALLE (Antonio-Reimon), lieutenant-général des armées espagnoles, sénateur, président de l'Académie des sciences de Madrid (Espagne).

ZUBER (Frédéric), propriétaire, à Mulhouse (Haut-Rhin).

ZURCHER (Alphonse), propriétaire, à Cernay (Haut-Rhin).

I. TRAVAUX DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ.

RAPPORT

FAIT AU NOM DU CONSEIL SUR LES MESURES ADOPTÉES

RELATIVEMENT

AUX RÉCOMPENSES ET ENCOURAGEMENTS DE LA SOCIÉTÉ

ET A SA SÉANCE PUBLIQUE ANNUELLE.

Commissaires : MM. Auguste Duméril, le comte d'Éprémèsnil, Guérin-Méneville,
Richard (du Cantal),

et Is. GEOFFROY SAINT-HILAIRE. rapporteur.

Séance du 1^{er} février 1856.

Messieurs,

Une société telle que la nôtre ne doit pas être seulement utile par ce qu'elle fait, elle doit l'être aussi par ce qu'elle fait faire. Elle doit réaliser le progrès par son action propre et par celle de ses membres; elle doit aussi le susciter partout par les moyens divers dont elle dispose.

Vous l'avez compris, messieurs, dès l'origine de la Société. Le jour même de sa fondation, dans la séance du 10 février 1854, vous avez décidé, par un article spécial de vos statuts (1), que la Société contribuerait aux progrès de l'histoire naturelle pratique, de l'agriculture, de l'industrie : d'une part, « par des » publications, » de l'autre, « par des encouragements honorifiques et pécuniaires. »

Pour la première partie de cet article, votre pensée, messieurs, a été aussitôt réalisée. Quatre semaines après sa pre-

(1) L'article 13, devenu l'article 12 dans les statuts révisés par le Conseil d'État, au moment où la Société a été déclarée, par décret de l'Empereur, *Etablissement d'utilité publique*, et où elle a reçu le titre d'*Impériale*.

mière séance, la Société faisait paraître son premier Bulletin, et depuis, ce recueil de vos travaux a paru de mois en mois, même pendant les vacances, avec une régularité bien rare dans les publications de ce genre. Il forme aujourd'hui deux volumes complets, et le troisième est en voie de publication.

La seconde partie de cet article n'est pas non plus restée une lettre morte. Dans votre séance du 16 mars dernier, vous avez appelé à recevoir des encouragements honorifiques et pécuniaires, les personnes qui contribueraient le plus efficacement aux progrès de la pisciculture (1).

C'est encore dans le même esprit, en même temps que dans un esprit de justice et d'humanité, et par application du même article, que la Société est venue en aide à une infortune digne de tout son intérêt; qu'elle a pris sous sa protection la veuve et les enfants de ce sagace et persévérant pêcheur des Vosges, « créateur, en France, d'une industrie » dont chaque jour fait mieux comprendre l'importance; qui nous a appris « à semer le poisson dans nos rivières, comme on sème » le blé dans nos champs, » et par lequel s'est ouverte « une » ère nouvelle pour une branche féconde de l'économie » rurale (2) »; ce modeste « bienfaiteur de son pays », comme votre rapporteur n'a pas craint de l'appeler (3), tandis qu'il travaillait obscurément dans ses montagnes, et comme on l'appelle partout depuis qu'il n'est plus. Les votes par lesquels vous avez ouvert une souscription en faveur de la famille de Joseph Remy, et décidé que la Société s'inscrirait elle-même pour une somme de 500 francs en tête de la liste des souscripteurs, n'ont pas été seulement des actes de reconnaissance et de justice : vous ne pouviez plus noblement encourager la pisciculture dans l'avenir qu'en l'honorant et la récompensant dans le passé.

(1) Rapport de M. Millet, au nom de la section de Pisciculture. (Voyez le *Bulletin*, t. II, p. 194.)

(2) Paroles de nos savants confrères MM. Milne Edwards, de Quatrefages et Haime. (Voy. le Rapport de M. Jules Haime, dans le *Bulletin*, t. II, p. 104.)

(3) *Domestication et naturalisation des animaux utiles*, 3^e édit., 1854, p. 96.

Mais ce n'étaient là, messieurs, que des mesures isolées, bien qu'éminemment utiles et dignes de la Société, et il a paru à votre Conseil que le moment était venu d'aller au delà et de développer complètement la pensée féconde de l'article plus haut rappelé. Dans ce but, le Conseil a institué, le 11 janvier, une Commission composée du Président, du Secrétaire général de la Société, et de nos honorables confrères, MM. Richard (du Cantal), Duméril et Guérin-Méneville. Sur le rapport de cette commission, après en avoir délibéré dans deux séances, le Conseil a adopté un ensemble de dispositions dont nous croyons devoir vous faire connaître l'esprit, en attendant que le texte en soit mis sous vos yeux.

Cet esprit, messieurs, est celui qui a présidé à toutes les mesures que vous avez prises jusqu'à ce jour, et par lesquelles vous avez réussi à créer, en moins de deux ans, une société dont l'action s'étend bien au delà de nos frontières, et nous pouvons le dire sans exagération, presque sur le monde entier ; car elle a reçu déjà des animaux et des végétaux, non-seulement de diverses parties de l'Europe, mais d'Asie, d'Afrique, des deux Amériques, et elle s'est empressée de partager ces richesses nouvelles avec l'Italie, la Suisse, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Espagne, et en dehors de l'Europe, le Brésil, l'Égypte et l'Inde elle-même.

La Société d'acclimatation, comme le voulait son institution, qui n'est rien moins que l'échange réciproquement utile, entre les divers pays, de leurs productions animales et végétales, n'est donc pas seulement société française ; elle est société internationale, universelle.

Les récompenses que vous décernerez devaient donc avoir ce caractère, et de même qu'aux termes de vos statuts, « les » Français et les étrangers peuvent faire *également* partie de » la Société », de même, et par une conséquence logique, les résultats utiles ont droit à votre intérêt et à vos suffrages, dans quelque pays qu'ils aient été obtenus.

La Commission d'abord, le Conseil ensuite, n'ont pas hésité à poser unanimement ce principe, inscrivant ainsi, d'une manière expresse, dans vos règlements, ce qui est déjà, et

depuis l'origine de la Société, dans sa pratique constante et dans ses généreux précédents. Dès sa seconde séance, le 24 février 1854, alors qu'elle procédait à la première formation de sa liste de membres honoraires, elle associait à cinq noms illustres ou éminents, ceux de MM. l'amiral de Mackau, de Montigny, de Castelnau, Delaporte et Dussumier, auxquels la France et ses colonies doivent plusieurs animaux et végétaux précieux, le nom de M. Poucel dont les titres sont l'importation et l'acclimatation, dans l'Amérique du Sud, de plusieurs de nos races domestiques. Et à la suite de ces six noms, vos votes successifs en ont inserit, depuis deux ans, plusieurs autres non moins honorables, empruntés à l'Italie, à l'Allemagne, à l'Angleterre, et en dehors de l'Europe, à l'Inde anglaise, à l'Australie et à l'Amérique. Et il était juste qu'il en fût ainsi ; car l'homme éclairé et dévoué qui, sur un point du globe, fait connaître, cultive, multiplie une espèce utile, prépare par là même sa culture et sa propagation chez d'autres peuples. Il ne travaille donc pas seulement pour son pays ; si bien que ce ne serait pas assez de lui appliquer ce mot d'un de nos grands écrivains du XVIII^e siècle : « Celui qui fait croître deux brins d'herbe où il n'en croissait qu'un, rend service à l'État. »

C'est d'après ces considérations que le Conseil a unanimement résolu dans le sens le plus large et le plus libéral la question sur laquelle il avait d'abord à se prononcer.

Les récompenses décernées par la Société le seront donc, soit en France, soit à l'étranger, soit dans le sein de la Société, soit en dehors d'elle, à tous les progrès importants dans l'ordre de ses travaux ; progrès qui ont paru pouvoir se rapporter aux trois catégories suivantes :

1^o Introduction d'espèces, races ou variétés utiles d'animaux et de végétaux ;

2^o Acclimatation, domestication, propagation, amélioration d'espèces, races ou variétés, soit susceptibles d'emplois utiles, soit même seulement accessoires ou d'ornement ;

3^o Emploi agricole, industriel, médicinal ou autre, d'animaux ou végétaux récemment introduits, acclimatés ou propagés, ou de leurs produits.

La pensée du Conseil a été, comme vous le voyez, messieurs, de suivre pour ainsi dire les espèces ou variétés dont nous avons à nous enrichir, depuis le moment de leur introduction jusqu'à celui où elles ont définitivement pris place dans l'agriculture, dans l'industrie, dans le commerce.

Suivre tous ces progrès, non-seulement par toute la France, mais en dehors d'elle, serait, malgré le zèle dont est animée la Société, au-dessus de ses forces et de son pouvoir, sans la puissante organisation que lui ont donnée, soit les statuts préparés par ses fondateurs et adoptés par vous dans votre première séance, soit vos décisions ultérieures. Après un Conseil qui suit, sans interrompre jamais ses travaux, le mouvement de la Société, et se tient attentif à tout ce qui peut l'intéresser et contribuer à sa prospérité, vous avez institué quatre Sections, représentant les quatre grandes spécialités zoologiques ou, pour mieux dire, zootechniques : l'étude, la propagation et l'amélioration des quadrupèdes domestiques et sauvages ; l'aviculture ; la pisciculture ; la sériciculture et l'apiculture ; et après ces quatre Sections, trois Commissions permanentes, l'une pour l'introduction, la propagation et la culture des végétaux utiles ; les deux autres destinées à mettre la Société en relations suivies, et réciproquement utiles, d'une part avec l'Algérie, de l'autre avec nos colonies et avec l'étranger. La Société a, en même temps, non-seulement en France, mais déjà dans plusieurs États de l'Europe et bientôt hors de l'Europe, des sociétés affiliées ou agrégées et des délégués du Conseil, par l'intermédiaire desquels nous pouvons connaître et faire constater au loin les progrès dont nous ne saurions être par nous-mêmes témoins. Le nombre de nos sociétés affiliées ou agrégées et de nos délégations paraît devoir s'accroître rapidement, et sans doute elles ne tarderont pas à s'étendre, comme un réseau chaque jour plus serré, sur tous les pays où la science, l'agriculture, l'industrie, sont en honneur. Dans tous les cas, nous sommes en droit de compter sur le concours des membres très nombreux déjà, que la Société possède dans toutes les parties de la France, dans toutes les contrées de l'Europe, à une seule exception près, et sur des

points divers de l'Asie, de l'Afrique, de l'Australie et de l'Amérique.

La nature des récompenses et encouragements que décernera la Société était déterminée à l'avance, soit par diverses dispositions des statuts, soit par des décisions antérieures qu'il suffira de vous rappeler ici brièvement. Par l'article 4 de vos statuts révisés, le titre de membre honoraire peut être donné « aux personnes qui, *par leurs voyages ou par leur séjour à l'étranger*, auront rendu d'importants services. » Ce titre ne peut être conféré, aux termes du même article, que par la Société tout entière en assemblée générale, sur la présentation et le rapport du bureau, et dans des limites très restreintes de nombre. Par un autre article des mêmes statuts, vous avez décidé en principe que des récompenses et encouragements de deux genres seraient accordés, les uns honorifiques, les autres pécuniaires. Cet article, en ce qui concerne ces derniers, a déjà reçu, comme on l'a vu plus haut, une première application; nous sommes maintenant en mesure de l'appliquer aussi en ce qui touche les récompenses et encouragements honorifiques. Une médaille grand module, dont la valeur intrinsèque, en or, représente 300 francs, a été exécutée par les soins d'une commission dont faisait partie, avec M. Richard et M. le baron de Montgaudry, notre savant et éminent confrère M. Pelouze, directeur de la Monnaie. L'habile graveur auquel le Conseil, sur le rapport de la Commission, a confié cette œuvre artistique, est M. Alphée Dubois, que l'Académie des beaux-arts honorait, il y a quelques mois, de son premier grand prix. M. Dubois a composé et gravé notre médaille, avant son départ pour Rome, de manière à obtenir les éloges des juges les plus compétents : vous avez pu juger par vous-mêmes, dans une de nos dernières séances, de son double mérite comme pensée et comme exécution (1).

(1) Le diamètre de la médaille de la Société est de 5 centimètres, son épaisseur de 5 millimètres.

La Société y est symbolisée par une figure de femme. A sa gauche sont : les animaux anciennement domestiqués et introduits en Europe, le cheval, le bœuf, le mouton, la poule. A sa droite sont : l'hémione, l'yak, l'alpaca,

Après le titre de membre honoraire, la première des récompenses que peut décerner la Société, elle aura donc à accorder, s'il y a lieu, et selon l'importance des résultats obtenus, des médailles d'or, médailles hors classe; puis des médailles de première classe (d'argent), de seconde classe (de bronze), et après celles-ci, des mentions honorables.

A ces récompenses et encouragements honorifiques pourront être ajoutées, dans des cas dont le Conseil sera juge, des indemnités pécuniaires.

Le Conseil a voulu que les récompenses et encouragements décernés par la Société, le fussent avec des garanties d'impartialité, de compétence, de justice, propres à en doubler le prix, et à donner aux jugements portés une autorité contre laquelle aucune voix ne pût s'élever. Le Conseil auquel vous avez délégué vos pouvoirs pour tout ce qui touche à l'administration de la Société, ne pouvait rester étranger à un de ses actes les plus importants, et il était impossible qu'il n'y prît pas part au moins par quelques-uns de ses membres. Mais il lui a paru que la Commission des récompenses et encouragements devait procéder en même temps d'une autre source, et se composer en partie de représentants de toutes les grandes spécialités que comprend l'œuvre commune de la Société. La combinaison

le *hiocco*. La Société est appuyée sur le cheval; elle tend la main aux nouveaux animaux domestiques.

Les végétaux anciennement cultivés sont représentés par le blé, près des animaux domestiques actuels; les végétaux nouvellement introduits le sont, de l'autre côté, par l'igname de la Chine. De ce côté, on voit aussi, au dernier plan, la mer et un navire sous voiles.

Sur le revers de la médaille est une couronne d'olivier et de chêne, autour de laquelle sont gravés ces mots : SOCIÉTÉ IMPÉRIALE D'ACCLIMATATION, FONDÉE LE 10 FÉVRIER 1854. Le centre de la médaille est réservé pour le nom du lauréat, et pour la date et l'objet de la récompense accordée par la Société.

Sur le désir exprimé par plusieurs membres de la Société, le Conseil d'administration a décidé qu'un exemplaire de la médaille, de métal autre que l'or et l'argent (expressément réservés aux lauréats), pourra être remis, à leurs frais, à ceux de MM. les membres qui appartiennent depuis plus de deux ans à la Société ou qui ont acquitté leur cotisation définitive.

la plus propre à satisfaire à ces diverses indications, a paru se trouver dans l'élection : d'une part, par le Conseil, de quatre de ses membres, non compris le Président et le Secrétaire général qui font partie de droit de toutes les commissions (1); d'une autre part, par les quatre Sections zoologiques et par la Commission permanente des végétaux, de cinq autres commissaires, un pour chacune, choisis en dehors du Conseil. La Commission se composera ainsi de onze membres, dont deux, le Président et le Secrétaire, nommés à l'avance, et qui auront pour devoir de faire dresser, chaque année, à partir du 1^{er} décembre, la liste des pièces envoyées pour le concours. Les membres dont le choix appartiendra au Conseil, aux quatre Sections et à la Commission des végétaux, devront être élus au scrutin, et assez tôt pour qu'une première réunion de la Commission ait lieu dans la première semaine de janvier. Le jugement devra être porté avant le 1^{er} février, afin que les récompenses puissent être décernées en séance générale et publique, le 10 du même mois, jour anniversaire de la fondation de la Société. Ce sera consacrer dignement le souvenir de son origine que d'y rattacher chaque année celui de nouveaux progrès accomplis sous son influence.

Telles sont, messieurs, les dispositions principales qu'a cru devoir proposer la Commission dont j'ai l'honneur d'être le rapporteur, et que le Conseil a unanimement adoptées. Nous espérons qu'elles recevront aussi votre approbation. Vous avez pu reconnaître, en effet, que tout ce que nous indiquons pour l'avenir dérive de ce que vous avez fait dans le passé : c'est votre œuvre elle-même que nous avons essayé de compléter, en nous inspirant de l'esprit qui vous a toujours animés (2).

(1) Article 36 du règlement.

(2) Pour le texte des dispositions réglementaires indiquées dans ce rapport, voyez en tête de ce volume, p. v, vi et vii.

RAPPORT

SUR LES OBJETS DONNÉS A LA SOCIÉTÉ ZOOLOGIQUE

PAR MM. MAC ARTHUR ET BOUSFIELD,
COMMISSAIRES DE L'AUSTRALIE A L'EXPOSITION UNIVERSELLE.

Par M. DARESTE.

(Séance du 4 janvier 1856.)

M. le Président m'a demandé quelques indications sur différents produits de l'Australie qui nous ont été donnés par MM. les commissaires de l'Australie à l'Exposition universelle. Ces objets, pour deux motifs, nous présentent un grand intérêt.

La faune et la flore de l'Australie diffèrent entièrement de celles des autres contrées de la terre, et n'ont encore été étudiées par les naturalistes que d'une manière très incomplète. Aussi nous est-il permis d'espérer que ce pays contient en réserve pour l'espèce humaine, dans sa population animale et végétale, des trésors beaucoup plus précieux et beaucoup plus réellement utiles que ceux qui attirent aujourd'hui dans cette contrée tant d'émigrants européens.

Si la faune et la flore de l'Australie diffèrent complètement de la faune et de la flore de l'Europe, il y a, au contraire, entre les climats de ces pays, une assez grande analogie. L'Australie s'étend entre le 10° et le 40° degré de latitude sud; la France entre le 45° et le 55° degré de latitude nord. Mais les conditions particulières de l'hémisphère austral compensent en partie cette différence de latitude. Ainsi, la région orientale et la région méridionale de l'Australie, où les Anglais ont établi leurs colonies les plus importantes, sont situées entre les lignes isothermes de 15 et de 20 degrés centigrades, c'est-à-dire qu'elles ont une température moyenne analogue à celle de l'Espagne, de l'Italie et d'une partie du midi de la France. La terre de Van-Diemen, qui, par les caractères de sa faune et de

sa flore, appartient à l'Australie, est située eomme la plus grande partie de la France elle-même, entre les lignes isothermes de 15 et de 10 degrés.

La similitude des climats de ces deux pays pourrait faire présumer, avant tout examen, la grande facilité des échanges de leurs productions végétales et animales. Mais, aujourd'hui, cette facilité n'est point seulement présumable, elle est démontrée par l'expérience qui s'en est faite, depuis près d'un siècle, sur une grande échelle.

Les colons anglais qui, depuis 1788, ont fondé en Australie d'importants établissements, et dont le nombre s'accroît tous les jours par la venue d'émigrants européens, ont amené dans ces pays une partie des animaux domestiques et des plantes eultivées de l'Europe, et ces acclimations ont parfaitement réussi. Tout le monde connaît l'immense développement qu'ont pris en Australie les troupeaux de mérinos, dont l'introduction est due à M. Mac Arthur, père du eommissaire actuel, et la quantité eonsidérable de laine fine qui est aetuellement livrée à l'exportation. L'acclimation de nos plantes européennes présente des résultats tout aussi remarquables, quoique beaucoup moins connus. Le blé et le maïs donnent des produits eonsidérables. Ainsi, le rendement moyen du blé est de 28 *bushels* par acre, ee qui fait 25 hectolitres par hectare ; chiffre eonsidérable si l'on songe qu'en France, le rendement moyen du blé, d'après la statistique officielle, n'est que de 44 hectolitres, et qu'il atteint senlement 19 à 20 hectolitres dans les terres bien eultivées du nord de la France. Le poids moyen du blé australien est de 64 livres par *bushel*, ou 79 kilogrammes par hectolitre ; et il atteint jusqu'à 83 kilogrammes par hectolitre. En France, d'après les chiffres donnés par M. Boussingault dans son traité d'*Économie rurale*, le poids de l'hectolitre est de 77 kilogrammes en moyenne, et ses variations ne s'étendent qu'entre 70 et 80 kilogrammes. Ces chiffres sont d'autant plus remarquables, que les colons de l'Australie ne mettent en usage aucune des pratiques d'une agriculture savante, ni les engrais, ni les assolements, ni même les jachères ; qu'ils se contentent de labourer, de semer et de récolter. Une autre culture qui a

également donné, depuis quelques années, des résultats importants, est celle de la vigne. Il n'y avait, en 1816, que 749 acres de terres cultivées en vignes; ce nombre a presque doublé, depuis cette époque, par suite de la découverte des mines d'or et du nombre toujours croissant des émigrants européens. D'après les commissaires de l'Australie, ces vins seraient de qualité supérieure, et ne le céderaient point aux meilleurs crus du Rhin et du Rhône.

Il résulte évidemment, de ces expériences, que si les animaux et les plantes du midi de la France ont pu être facilement acclimatés en Australie, les animaux et les plantes de l'Australie pourraient être facilement acclimatés dans le midi de la France et en Algérie, et que, par conséquent, les produits de l'Australie qui figurent dans nos collections ont pour la Société un assez grand intérêt pour mériter une mention toute spéciale.

Nous avons d'abord d'assez nombreux échantillons de produits provenant de plantes et d'animaux importés en Australie : des grains de blé, des épis de maïs, des laines, des cotons et des cires. J'ai déjà montré les résultats fort remarquables que plusieurs de ces cultures ont déjà donnés. Je dois ajouter qu'un propriétaire des environs de Dunkerque, M. Vandercolme, dont les produits ont mérité une récompense à l'Exposition universelle, a obtenu, en cultivant une variété de blé provenant de l'Australie, le rendement énorme de 66 hectolitres à l'hectare. Il n'est pas nécessaire d'insister sur la grande importance que ce fait présente dans les circonstances actuelles.

Les produits naturels de l'Australie ont été encore très peu étudiés; aussi nous ne pouvons donner à leur sujet que quelques indications, mais ces indications peuvent nous donner pour l'avenir de belles et légitimes espérances.

On sait combien le prix élevé du quinquina est un obstacle à la généralisation de l'emploi que la médecine fait de cette substance, et combien l'incurie des populations américaines menace l'existence même des forêts où croissent spontanément les arbres qui produisent cette précieuse écorce. Notre compatriote, M. Weddell, qui, pendant son voyage en Amérique, a

fait, des diverses espèces de quinquinas, une étude très attentive, s'est occupé de leur acclimatation. Des essais faits à la pépinière centrale de l'Algérie n'ont point réussi; les plants ont gelé. Mais des graines envoyées à Java y ont donné des résultats très satisfaisants. La sollicitude éclairée de l'administration hollandaise fait penser que ces essais deviendront le point de départ d'une culture importante. Mais cela ne doit pas nous empêcher de chercher de nouvelles espèces qui pourraient servir de succédanées à cette plante précieuse, surtout si ces espèces pouvaient être naturalisées dans le Midi de la France. La collection des objets de l'Australie contient des échantillons d'une plante légumineuse du genre *Tabernamontana*, provenant des environs de la rivière Clarence, dont l'écorce contient un principe très amer, et qui possède, dit-on, des propriétés fébrifuges très marquées. Il serait fort intéressant que ces propriétés fussent vérifiées par l'observation clinique, et que l'analyse chimique pût nous faire connaître la nature de ce principe amer.

Une espèce de figuier, le *Ficus ferruginea*, qui croît en grande abondance dans la Nouvelle-Galles du Sud, laisse exsuder de son écorce une substance fort remarquable, qui réunit les propriétés de la *gutta-percha* et de la glu. Échauffée, elle se ramollit, peut être facilement moulée, et en même temps elle devient très adhésive. L'augmentation, tous les jours de plus en plus grande, de l'emploi du caoutchouc et de la gutta-percha, fait penser que cette substance, qui jouit de propriétés analogues, mais non identiques, pourra quelque jour prendre dans l'industrie une place importante à côté de ces deux produits.

Une liliacée, désignée sous le nom de *Doryanthes excelsa*, très abondante dans la région sauvage et pierreuse qui borde l'Illiwara, contient dans ses feuilles des fibres d'une très grande ténacité, qui peuvent servir comme fibres textiles. Le major sir Livingston Mitchell, inspecteur général de l'Australie, et l'un des principaux explorateurs de ce nouveau continent (mort tout récemment), a soumis des feuilles à des essais de rouissage qui ont donné de très bons résultats, et a fabriqué, avec les fibres ainsi obtenues, des cordages qui lui ont valu,

en 1851, une mention honorable à l'Exposition de Londres. Ces cordes s'imprègnent facilement de goudron, comme les cordes de chanvre et de lin, propriété que ne possèdent point celles du *Phormium tenax* de la Nouvelle-Zélande, dont on a tant parlé il y a quelques années. A une époque où la consommation du papier prend tous les jours des proportions de plus en plus grandes, où les événements de la guerre privent notre industrie des matières textiles de la Russie, l'emploi des fibres de cette plante pourrait avoir une certaine importance.

Beaucoup de plantes de l'Australie produisent de la gomme. Une des plus remarquables est celle du *Xanthorrhæa hastilis*. Elle est très abondante et peut être employée à divers usages, principalement à la fabrication du vernis. Lorsqu'on la chauffe, sans la brûler, elle exhale une odeur très agréable.

Une espèce d'*Eucalyptus* donne, au mois d'avril, une manne très abondante.

Le *Panicum lævinodum* produit des graines alimentaires, que les indigènes de l'Australie appellent *cola*, et dont ils se servent, dans certaines localités, pour faire un pain qui ressemble beaucoup au pain d'orge. Cette plante est surtout très abondante dans le district de Bârusau.

L'extension que la culture de la cochenille a prise de nos jours, en Espagne et en Algérie, donne un grand intérêt à deux nouvelles espèces de cochenilles indigènes en Australie, et qui n'ont point encore été décrites par les entomologistes. Ces insectes vivent, l'un sur une espèce de *Mimosa*, l'autre sur une espèce d'*Eucalyptus*. D'après M. Child, qui les a recueillis, ces insectes produisent quatre ou cinq générations pendant l'année; la première a lieu en septembre et en octobre, et les suivantes se poursuivent pendant les saisons de l'été et de l'automne, qui, par suite de la position de l'Australie dans l'hémisphère austral, correspondent à nos mois d'hiver et de printemps. Ces animaux, dit encore M. Child, auraient dans la fourmi un ennemi redoutable. On peut croire, cependant, d'après ce que nous savons des cochenilles et des pucerons de nos pays, que les fourmis ne recherchent point ces animaux

pour en faire leur proie, mais seulement pour sucer la liqueur sucrée qu'ils produisent.

Enfin, nous devons signaler, dans cette collection, un fait très curieux d'histoire naturelle; fait déjà indiqué, il est vrai, par les naturalistes : une chenille desséchée, provenant de la terre de Van-Diémén, et dont la dessiccation tient au développement d'un champignon beaucoup plus gros qu'elle. Ce fait nous représente sur une très grande échelle ce que nous voyons dans nos magnaneries de France, où le développement de la muscardine, qui a produit de si grands ravages, est le résultat d'une végétation de champignons microscopiques.

En terminant ce Rapport, je dois exprimer le vœu que la Société soumette chacun de ces produits à l'examen des hommes compétents qui en font partie. L'extrême obligeance que M. Mac Arthur, commissaire de l'Australie à l'Exposition, et aujourd'hui membre honoraire de notre Société, et M. Bousfield, sous-commissaire, ont mise à enrichir nos collections, et à nous procurer des renseignements sur les objets dont ils nous faisaient don, nous permettent d'espérer qu'ils pourront nous procurer, par la suite, des matériaux et des documents beaucoup plus nombreux, si la Société juge à propos de donner une attention sérieuse à ces études. Je dois prévenir d'ailleurs la Société que je me suis borné à l'entretenir des objets que nous avons reçus, et non de l'ensemble de l'Exposition australienne; que, par conséquent, j'ai dû laisser en dehors de mon travail beaucoup d'objets dont il sera question dans les rapports sur l'Exposition universelle, et dont l'étude sera faite avec tous les détails nécessaires.

Addition au rapport précédent.

J'ai appris depuis la rédaction de ce Rapport que la manne d'*Eucalyptus* a été étudiée par M. Johnston, en 1843, et par M. Berthelot, en 1855; ils y ont trouvé un principe sucré cristallisable, qui présente les réactions du sucre de canne, et que M. Berthelot désigne sous le nom de *mélitose*. (Voy. le travail de ce dernier, *Ann. de chimie et de physique*, janvier 1856.)

SUR L'ESPÈCE OVINE DE L'ALGÉRIE.

DEUXIÈME LETTRE

ADRESSÉE A M. LE PRÉSIDENT DE LA PREMIÈRE SECTION DE LA SOCIÉTÉ
IMPÉRIALE D'ACCLIMATATION (1),

Par M BERNIS,

Vétérinaire principal de l'armée d'Afrique, officier de la Légion d'honneur,
membre de la Société impériale d'acclimatation.

(Séance du 15 février 1856.)

Monsieur le Président,

Dans cette deuxième lettre, nous nous occuperons spécialement de l'amélioration des laines algériennes qui peuvent offrir à notre industrie et à notre commerce des ressources immenses.

D'après les recensements faits par les bureaux arabes pour établir l'impôt indigène, l'Algérie possède environ dix millions de bêtes à laine, y compris les quelques mille appartenant aux colons.

Les Européens et les indigènes réunis sont, par rapport au territoire algérien, dans la proportion d'un individu par 13 hectares. En France, cette proportion est d'un individu par un hectare, 46 ares 1/2. — Ici, où la population est si peu nombreuse comparativement à l'étendue du sol, où il y aura pendant longtemps encore plus de terre que l'on n'en pourra cultiver, il n'y a qu'une bête ovine par 4 hectares, tandis que la métropole, qui a tant besoin de ses terres pour toutes sortes de cultures, possède trois bêtes ovines par 4 hectares, et elle devrait en avoir un plus grand nombre.

Quand on met ces chiffres en présence et que l'on étudie avec soin notre colonie, son climat, l'étendue et la nature de ses pâturages, les habitudes pastorales des indigènes, la pénurie de bras chez l'élément européen, le peu de monde dont on a besoin pour un troupeau de plusieurs centaines de bêtes, on

(1) Voyez pour la première lettre, le tome II du *Bulletin*, p. 597.

arrive à cette conclusion, que l'Algérie et l'industrie lainière se conviennent parfaitement, et que celle-ci peut, en très peu de temps et avec très peu de frais, devenir une source abondante de richesses.

La France apporte chaque année à l'étranger une soixantaine de millions de francs pour acheter les laines qui manquent à son industrie. Loin de nous la pensée de considérer ce fait comme un tribut, car on n'est tributaire que lorsqu'on donne sans rien recevoir. Il n'y a là qu'un échange, et tout le monde sait que l'échange est d'une utilité générale. Nous n'avons donc pas l'intention de le blâmer, mais nous avançons que ces achats de laine pourraient se faire en très grande partie, sinon en totalité, au bénéfice de nos possessions du nord de l'Afrique. A cet avantage s'en ajouterait un autre non moins important. Le manque de laines est une des principales causes qui empêchent les fabriques de la métropole de soutenir la concurrence sur les marchés étrangers pour la fourniture des draps. Nous croyons inutile d'entrer dans de longues considérations pour démontrer cette manière de voir, qui est celle des hommes les plus compétents dans la question qui nous occupe. Nous ferons seulement observer que ce manque de laines est en partie cause de la nécessité dans laquelle l'État vient de se trouver en commandant aux manufactures anglaises une portion des draps dont il a besoin pour habiller ses troupes. De pareils faits n'auraient pas lieu si nous voulions que les laines de l'Algérie fussent pour la France ce que les laines de l'Australie sont pour l'Angleterre. Et que faudrait-il pour obtenir ce résultat, qui serait si avantageux aux intérêts agricoles de la colonie et à l'industrie manufacturière de la métropole? Améliorer et multiplier les bêtes ovines, deux choses très faciles et très peu dispendieuses dans un pays qui réunit de si belles conditions pour l'élevage de ces animaux.

En 1799, des baleiniers anglais, pêchant dans les mers du Sud, capturèrent un navire espagnol qui conduisait au Pérou 30 bêtes mérinos de pure race et choisies parmi les plus beaux troupeaux d'Espagne. Telle est l'origine des célèbres laines australiennes qui se vendent dans un marché spécial tenu à

Londres deux fois l'an et que fréquentent les plus grands fabricants du monde entier. Ces laines n'ont cessé d'être entretenues et améliorées par les plus belles races et par les soins des planteurs Cox, Marsden, Palmer, Mac Arthur. En Algérie, l'industrie lainière est plus facile que dans la colonie anglaise, nous ne sommes qu'à quarante heures de la métropole; et, à part le beau troupeau créé à Laghouat et quelques croisements opérés par-ci par-là, nous n'avons rien fait de sérieux concernant cette industrie, qui pourrait devenir en peu de temps une de nos branches agricoles les plus importantes. Il est vrai que depuis quelque temps la question ovine est à l'ordre du jour. Tous reconnaissent la nécessité d'améliorer les laines, mais on n'est pas d'accord sur les mesures à prendre. On fait des rapports, on nomme des commissions; on se réunit, on cause, on discute, et voilà tout. Les uns voudraient avoir recours aux croisements; les autres seraient d'avis de les exclure et d'améliorer la race par elle-même. Il y en a qui se contenteraient, pour toute amélioration, de faire la première tonte vers l'âge de cinq à six mois. Ces systèmes sont bien loin d'avoir la même valeur. Employé séparément, chacun nous ferait parvenir plus ou moins vite à un degré différent dans la qualité des laines. La première tonte faite de bonne heure amènerait bien lentement une légère amélioration. Par l'hygiène et les appareilllements, nous obtiendrions en moins de temps des résultats plus avantageux. Les croisements bien compris nous feraient marcher plus rapidement vers une amélioration plus sensible; mais ce qui nous conduirait d'une manière encore plus sûre et plus prompte vers le but que l'on veut atteindre, ce serait l'emploi simultané de ces moyens améliorateurs.

La plus grande partie des laines de l'Algérie sont communes, dures, sèches, mécheuses, maigres, jarreuses et peu tassées. Les tribus les plus favorisées ne fournissent qu'une bête à laine de qualité supérieure sur 250. Cette proportion va en diminuant depuis 1 sur 250 jusqu'à 1 sur 1000, et nous ne comptons pas, bien entendu, les localités qui ne produisent pas un brin de laine fine.

En tondant les jeunes sujets vers l'âge de cinq à six mois, on

amoinndrait les défauts de nos laines, mais d'une manière trop minime pour nous en tenir là.

Si nous voulons sérieusement communiquer aux bêtes ovines de l'Algérie les qualités qui leur manquent, si nous voulons généraliser rapidement ces qualités, ne serait-il pas préférable de nous faire aider par les races qui les possèdent, au lieu de nous borner à l'amélioration de nos bêtes à laine par elles-mêmes ? On doit bien se persuader que, par la seule influence des soins et des appareillements, nous pourrions, il est vrai, faire un grand pas, mais ce ne serait que par de longs travaux, et encore, pour les mener à bonne fin, faudrait-il aux indigènes des connaissances plus profondes sur cette matière et une manière d'être agricole plus en harmonie avec les conditions indispensables à ce mode de régénération. Les croisements doivent donc être admis, mais sans exclusion des autres moyens améliorateurs. Le choix des béliers, la castration de ceux qui sont inutiles ou impropres à la reproduction, la réforme annuelle des mauvaises brebis, la mesure de ne vendre pour la boucherie que les animaux châtrés ou réformés etc., rendront plus sûres, plus promptes et plus faciles les améliorations que nous voulons introduire par les croisements.

Le 25 janvier 1852, nous disions dans un rapport adressé à la Société d'agriculture d'Alger sur l'amélioration des laines : « Les Arabes, avec leur méfiance et leurs idées arrêtées sur ce » qui concerne l'espèce ovine, offriront des obstacles que l'on » ne pourra surmonter qu'à la longue. Il faut agir avec eux par » degrés et leur donner surtout des preuves irrécusables des » avantages que l'on obtient par une hygiène bien dirigée et » par des croisements bien compris : notre premier pas doit » être un succès. S'il en est autrement, nous aurons beaucoup » de peine à détruire les mauvais effets qui se produisent en » pareille circonstance. Si, au contraire, nos débuts sont heureux, l'amélioration des laines s'étendra peu à peu et aura » pénétré en quelques années dans presque toutes les tribus. » Ce premier pas est fait et il a parfaitement réussi, non-seulement au point de vue des croisements, mais encore au point de vue de l'amélioration de l'espèce par elle-même. Le beau

troupeau que M. le comte Randon, gouverneur général, a créé à Laghouat est déjà une preuve des résultats avantageux que l'on peut obtenir par les soins et l'intelligence. A la ferme d'Arbal, dans la province d'Oran, des brebis du pays, croisées avec des béliers mérinos de la race de Perpignan, ont donné, chez les premier métis, une augmentation de 60 à 65 francs par 100 kilogrammes de laine, et, chose à noter, une amélioration dans la qualité de la viande. En 1851, M. Haca, commandant le bureau arabe d'Orléansville, fit venir pour l'agha des Sendjès et pour celui des Sbéa quelques bêtes de la race mérine de Naz. Cet essai fait par les indigènes a été couronné d'un plein succès. L'établissement des Trappistes de Staouëh; MM. Bastide, à l'Arba; Goby, à Blidah; Belle, à Cherchell; Bonnet, à Baba-Hassen; Dandricu, à Oran, et quelques agriculteurs de la province de Constantine, ont aussi employé les mérinos, et partout on a reconnu une influence amélioratrice bien marquée et une facilité très grande d'acclimatation.

Tunis, qui possède des laines au moins aussi fines que les nôtres, acheta, il y a une dizaine d'années, un troupeau mérinos pour améliorer ses bêtes ovines. Là aussi ces régénérateurs ont produit de beaux effets.

Nous ne pousserons pas plus loin les considérations qui se rattachent à l'utilité des croisements pour nos bêtes à laine. Nous ne prêcherions guère qu'à des convertis, car ce moyen améliorateur de premier ordre est généralement admis, surtout par les personnes qui occupent ici un certain rang dans le monde agricole.

Maintenant il s'agit de savoir quelle race on devra adopter. Il existe deux types de lainage que l'on est convenu d'appeler type de carde et type de peigne : les laines de carde exigent des qualités d'élasticité qui ne sont pas demandées aux laines de peigne, lesquelles doivent être longues, lisses et lustrées, tandis que les autres sont ordinairement plus courtes, plus ondulées et moins brillantes. Ces deux types se rencontrent en Algérie à des degrés différents. Malgré le désir de simplifier les choses vis-à-vis des indigènes, nous pensons que l'on ferait bien d'avoir recours à deux sortes de métissages, l'un pour les

laines à carder et l'autre pour les laines à peigner. Pour le premier, nous conseillons la race de Naz ou les plus beaux mérinos d'Espagne, et pour le second, la race Mauchamp-Rambouillet, mais dans des proportions différentes, parce que le type de carder est ici bien plus répandu que le type de peigner.

4. L'État doit-il abandonner la fourniture de ces animaux à l'industrie privée? Nous répondrions affirmativement à cette question, s'il y avait en Algérie des capitalistes agriculteurs familiarisés avec l'exploitation lainière. Ils auraient bientôt compris combien serait avantageux pour eux et pour le pays un établissement où l'on s'occuperait de la fabrication de ces béliers, de l'amélioration des bêtes ovines et de la production de la laine. Il est prouvé que cette entreprise agricole, dirigée convenablement, donnerait en peu de temps un revenu annuel supérieur aux capitaux primitivement engagés. Plus bas, nous ferons connaître le mouvement ascendant d'un troupeau placé dans de bonnes conditions. En l'état où sont les choses, y a-t-il des probabilités pour la formation d'un pareil établissement sans l'appui de l'autorité? Nous ne le pensons pas. Il serait donc nécessaire qu'elle intervint comme elle a dû le faire pour beaucoup d'autres mesures agricoles. Elle a parfaitement compris qu'il était nécessaire de mettre à la disposition des colons et des indigènes les graines et les germes les plus capables de faire prospérer le pays. N'est-elle pas venue à leur aide pour l'introduction et le perfectionnement de certaines cultures? Lorsque M. le comte Randon, gouverneur général, s'est occupé de l'amélioration chevaline, n'a-t-il pas réuni, dans les dépôts de reproduction, des matériaux de haute qualité? N'a-t-il pas organisé les étalons des tribus, créé des primes d'encouragement et mis les courses sur un meilleur pied que partout ailleurs? Que l'on étudie les heureux effets produits chaque année par ces sages et bonnes mesures, que l'on fasse attention que les améliorateurs de l'espèce chevaline sont sur les lieux, que, malgré cette condition, on a reconnu le besoin d'intervenir, et l'on arrivera à cette conclusion que le germe régénérateur de l'espèce ovine étant au dehors, l'État doit le

mettre sous la main des colons et des indigènes. S'il n'agit pas de la sorte, l'amélioration des laines ne pourra marcher que très lentement vers un degré de finesse qui laissera beaucoup à désirer. A part quelques rares exceptions, qui voulez-vous qui fasse venir de France, d'Espagne ou d'Allemagne des béliers qui, rendus ici, coûteront chacun de 100 à 300 francs ? Colons et indigènes, auraient-ils les moyens de faire cette dépense, seraient forcés de se réunir, de s'entendre pour se faire expédier un certain nombre de ces animaux, et cela nous paraît bien difficile, surtout pour les indigènes.

La plupart des tribus du Sud font pâture dans ce triangle presque équilatéral formé par Boghar, l'Oued-Souf et l'oasis des Beni-Mزاب. Chaque côté de ce triangle est environ de 560 kilomètres. Quand on compare l'étendue des pâturages dont peuvent disposer les Arabes à l'étendue de ceux qui sont occupés par les colons et que l'on jette ensuite les yeux sur le petit nombre de bêtes ovines appartenant à ces derniers, on reste bien convaincu que les indigènes possèdent et posséderont pendant longtemps les principaux éléments de l'industrie lainière. Si vous ne mettez pas à leur disposition des béliers améliorateurs, soyez persuadé qu'ils n'iront pas les chercher, qu'ils ne feront rien pour en avoir, et que leurs bêtes ovines ne progresseront pas beaucoup. Mais si vous leur procuriez ces régénérateurs, chaque année les laines augmenteraient en qualités. Cette augmentation élevant le prix de ce produit agricole, les troupeaux deviendraient plus nombreux et parviendraient bientôt à fournir à la métropole les grandes quantités de laine dont elle a besoin. Ensuite, tel agriculteur, européen ou arabe, qui, dans l'état actuel des choses, ne songera jamais à améliorer son troupeau, ni même à en posséder un, pourra être amené à faire différemment par la seule raison qu'il aura à sa portée des régénérateurs qu'il obtiendra pour une bien faible somme. Plus loin, nous démontrerons que l'État pourrait facilement fournir ces béliers à raison de 10 francs l'un, prix inférieur à celui des béliers indigènes.

2. Faut-il, chaque année, aller chercher au dehors ces béliers ou les faire naître dans le pays ? Sous tous les rapports,

cette dernière manière d'agir est bien préférable à l'autre. Avec elle, les dépenses seront bien moins considérables pour tout le monde, nous ferons bien mieux les choses et nous aurons moins de pertes, parce que nous amènerons progressivement l'aclimatation des bêtes à laine que nous voulons introduire pour les croiser avec les brebis indigènes. Supposez des béliers de Naz ou de Mauchamp-Rambouillet, transportés tout d'un coup dans certaines tribus. Supporteront-ils facilement cette transition subite de climat, d'alimentation et d'habitudes? Nous ne le pensons pas, et alors une espèce de défaveur se répandra sur ces animaux. Ne serait-il pas préférable et plus rationnel de les faire naître ici dans une localité comme on en trouve dans la subdivision de Médéah, par exemple, où la température a beaucoup d'analogie avec celle de la métropole? Là ces futurs améliorateurs verraient le jour avec un commencement d'aclimatation, et cette acclimatation serait complète à la deuxième ou troisième génération.

Un métissage doit être dirigé avec esprit de suite et surtout avec fixité de principes. Il faut que le germe améliorateur soit puisé constamment à la même source, et que cette source soit mise, autant que possible, à proximité des troupeaux auxquels elle doit servir. Si tous les ans on est obligé d'aller chercher en France ou ailleurs, et, sans doute, dans des bergeries différentes, les béliers dont on aura besoin, on dépensera beaucoup et l'on risquera fort de faire de la mauvaise besogne en mélangeant les races et en ne laissant à aucune d'elles le temps de se fixer. Les achats annuels de béliers auraient aussi le grave inconvénient de s'arrêter de bonne heure, parce que l'on croirait bientôt avoir fait assez pour l'amélioration des bêtes ovines, et nos laines resteraient loin du degré de perfection auquel elles peuvent atteindre. Ensuite n'est-il pas plus rationnel et plus économique de se servir d'étalons chez soi que chez les autres?

Il ne faut pas oublier que la dépense de premier établissement est bien inférieure à toutes les sommes qu'il faudrait déboursier si l'on était privé d'une pépinière de reproducteurs.

Une bergerie de cette nature offrirait un autre avantage qui

aurait aussi son importance. Colons et indigènes verraient naître et grandir les améliorateurs de leurs bêtes ovines, compareraient la laine des uns à celle des autres, s'habituerait peu à peu à l'idée du métissage, et finiraient par l'accepter avec empressement parce qu'il donnerait une valeur bien plus grande aux troupeaux.

Cette pépinière de reproducteurs étant admise, nous avons étudié quelle était la contrée qui offrait les conditions les plus favorables à son installation. Pour beaucoup de raisons, la division d'Alger nous a paru la plus convenable ; dans cette division, nous avons visité les endroits où l'on croyait pouvoir établir cette bergerie.

Au camp du Fondouck, l'État ne possède que 32 mètres de terrain sur chaque face de cet établissement. Les domaines ont encore, il est vrai, des terres aux environs ; mais elles sont à une trop grande distance et au delà d'une rivière que le troupeau ne pourrait pas traverser pendant une grande partie de l'année.

La Maison-Carrée réunit quelques bonnes conditions : proximité d'Alger, pâturages d'été et d'hiver, frais d'installation presque nuls, surveillance facile ; mais il faudrait payer à MM. Maison et Cordier une location assez forte pour les 300 hectares qu'ils mettraient à notre disposition.

Dans la subdivision de Médéah, il y a une localité où l'on pourrait installer le troupeau régénérateur, c'est *Barragouia*. Il resterait là pendant l'époque des chaleurs, et il irait passer le temps du froid et des pluies à *El-Birin*, qui n'est qu'à une vingtaine de lieues de Médéah. C'est une plaine assez vaste, à terrain léger et sur laquelle croissent des herbes convenant très bien aux bêtes ovines. La tribu du chef Ben-Yahia et les Ouled-Alane vont seuls y faire paître leurs troupeaux pendant la mauvaise saison.

Nous croyons utile de faire connaître, d'abord les dépenses occasionnées par l'achat, l'installation et l'entretien de ce troupeau, et ensuite ses produits et son accroissement pendant un temps déterminé.

Supposons qu'il y aura 25 béliers et 400 brebis.

Nous les portons au prix moyen de 120 fr., ei. . .	51,000 fr.
Frais d'installation à <i>Barragouia</i>	6,000
Total.	57,000 fr.

Voilà la première mise de fonds.

Frais d'entretien pendant une année.

Un maître berger à 100 fr. par mois.	1,200 fr.
Trois aides à 40 fr. par mois chacun.	1,440
Frais divers.	500
Total.	3,140 fr.

Pour des raisons faciles à comprendre, cette dépense annuelle devra s'accroître, mais ne marchera jamais de front avec la progression que nous allons indiquer.

Produits et accroissement du troupeau améliorateur.

Ce troupeau sera rendu à destination vers le commencement du printemps. Les achats se feront de manière que béliers et brebis aient environ trente mois pour l'époque de la saillie, et l'on agira selon les règles suivantes.

L'année aura lieu d'un printemps à l'autre.

Les brebis n'auront qu'une portée par an, afin que les élèves soient plus vigoureux et que les mères durent plus longtemps.

Les agnelles augmenteront le nombre du troupeau et les mâles seront distribués vers l'âge de trente mois. On conservera ceux qui seront nécessaires à la saillie de ce troupeau.

Nous portons à 5 pour 100 la mortalité d'une année.

A deux kilogrammes et trois cents grammes le poids de la toison en suint des bêtes de deux ans et au-dessus.

A quatre francs le kilogramme de cette laine.

A un kilogramme et cinq cents grammes le poids de la toison en suint des bêtes d'un an.

A deux francs cinquante centimes le kilogramme de cette laine.

A vingt-cinq centimes par tête les frais de tonte.

A dix francs la vente de chaque bélier améliorateur. Il nous semble préférable de les faire payer que de les livrer gratis.

Pour si faible qu'en soit le prix, il aura le double avantage d'être quelque chose pour nos recettes et d'engager ceux qui emploieront ces reproducteurs à leur prodiguer plus de soin. Il arriverait sans doute pour notre bergerie ce qui a eu lieu pour la Pépinière du Gouvernement. Colons et Arabes ont toujours mieux soigné leurs plantations quand ils payaient les arbres que lorsqu'ils les obtenaient pour rien. Il en serait de même pour les béliers. Cette mesure n'empêchera pas d'en distribuer plusieurs comme primes d'encouragement à ceux qui auront mieux dirigé leurs troupeaux au point de vue de l'amélioration des laines. Que ces régénérateurs soient vendus ou donnés à titre de récompense, on ne négligera rien, afin qu'ils ne servent qu'à l'usage pour lequel nous les destinons.

En faisant entrer en ligne de compte, d'un côté, les portées doubles, et de l'autre les avortements et les non-fécondations, nous évaluons que nous aurons un nombre d'agneaux ou d'agnelles inférieur de 5 pour 100 au nombre de brebis existant au commencement de chaque année.

D'après ces règles, nous aurons à la fin de la

1^{re} ANNÉE.

Béliers	24	} Toisons des bêtes de 2 ans et au-dessus. . .	404	929	200	Valeur. 5,716 fr. 80 c. 101 fr.
Brebis.	580					
Agneaux ou agnelles.	580					
Total du troupeau.	784					Reste. 5,615 fr. 80 c.

2^e ANNÉE.

Béliers	25	} Toisons des bêtes de 2 ans et au-dessus. . .	584	885	200	Valeur. 5,552 fr. 80 c. 1,555 75
Brebis.	261					
Antenois ou antenoises d'un an.	561					
Agneaux ou agnelles.	561	Toisons des bêtes d'un an.	561	544	500	1,555 75
Total du troupeau.	4,106	Total du produit des laines.				4,886 fr. 55 c.
		A déduire pour frais de tonte. .				186 25
		Reste.				4,700 fr. 50 c.

3^e ANNÉE.

Béliers	22	} Toisons des bêtes de 2 ans et au-dessus. . .	708	1,628	400	Valeur. 6,515 fr. 60 c. 1,286 25
Brebis.	545					
Antenois ou antenoises de deux ans.	545					
Antenois ou antenoises d'un an.	545	Toisons des bêtes d'un an.	545	514	500	1,286 25
Agneaux ou agnelles.	545	Total du produit des laines.				7,799 fr. 85 c.
Total du troupeau.	4,394	A déduire pour frais de tonte. .				262 75
		Reste.				7,537 fr. 10 c.

7^e ANNÉE.

Béliers	58	} Toisons des bêtes de 2 ans et au-dessus. .	1,502	Poids : kil. gr.	5,454	600	Valeur.	15,818 fr. 40 c.
Brebis.	906							
Antenois ou antenoises de deux ans.	538							
Antenois ou antenoises d'un an.	697	Toisons des bêtes d'un an	697	1,045	500	2,615	75	
Agneaux ou agnelles.	906							
Total du troupeau. 5,105								
		Total du produit des laines. . .		15,452 fr. 15 c.				
		A déduire pour frais de tonte . .		549 75				
		Reste.		15,882 fr. 40 c.				
		Vente de 115 béliers à 10 fr. l'un. . . .		1,150 »				
		Total.		17,032 fr. 40 c.				

Nous n'irons pas plus loin, parce qu'il nous faudrait établir de nouvelles règles pour la mortalité et la réforme des vieilles bêtes. Ensuite nous ne savons pas s'il y aura utilité de continuer à Alger ce mouvement ascendant, ou s'il ne sera pas préférable de doter les divisions d'Oran et de Constantine chacune d'un troupeau améliorateur que celui d'Alger pourra leur fournir largement.

Récapitulation des Dépenses et des Recettes pendant les sept premières années.

DÉPENSES.

1 ^{re} mise de fonds {	425 bêtes ovines.	51,000 fr.
	Frais d'installation.	6,000
Intérêt à 5 pour 100 de ces deux sommes.		19,950
Personnel et frais divers pour les trois premières années.		9,420
(Les quatre années suivantes, il y aura deux aides en sus et une augmentation de 500 fr. l'an pour les frais divers.)		
Personnel et frais divers pour ces quatre années.		18,400
Total des dépenses.		104,770 fr.

RECETTES.

Vente de 17,976 kilogrammes de laine, déduction faite des frais de tonte.		63,458 fr.
Vente de 688 béliers, à 10 fr. l'un.		6,880
Total des recettes.		70,338 fr.
Pendant les sept premières années, les dépenses étant de		104,770 fr.
Et les recettes de.		70,338
Il y aura une différence de		34,432 fr.

Mais nous aurons distribué 688 béliers à 10 francs l'un, ce qui

est pour rien ; ces reproducteurs auront déjà amélioré les laines, fait de nombreux métis, et il nous restera, pour représenter cette différence de 34,432 francs, un troupeau pur sang de 3000 têtes environ. Il est important de noter que la distribution des béliers commence seulement à la quatrième année et que cette distribution ne suivra le mouvement ascendant qu'à partir de la septième. Nous pourrions alors tous les ans inonder l'Algérie de sang améliorateur ; et c'est ce qu'il faut faire si nous voulons tirer un parti avantageux de nos bêtes à laine et de nos immenses pâturages. Qu'on se le persuade bien, sans cette pépinière de reproducteurs, nous n'arriverons jamais aux résultats que nous pouvons obtenir, à moins de dépenser chaque année des sommes énormes ; et encore, malgré nos sacrifices, nous ne marcherions pas aussi bien, ni aussi vite.

Les considérations et les chiffres énoncés ci-dessus parlent assez haut pour que nous engagions l'État à entrer hardiment dans la voie que nous lui indiquons. Nous sommes entièrement convaincu qu'elle doit nous conduire à un très grand progrès agricole qui contribuera beaucoup à la richesse du pays et qui sera d'un concours très avantageux aux manufactures françaises. Pour cette fabrication de béliers, comme pour l'amélioration et la multiplication des bêtes ovines, nous n'avons pas à craindre l'écueil ordinaire des frais de main-d'œuvre, ni la perte d'une première mise de fonds. Il faut bien peu de bras pour l'industrie lainière. L'Algérie réunit de si belles conditions d'élevage, et la marche ascendante d'un troupeau est si rapide, qu'en peu de temps et avec une avance d'une soixantaine de mille francs, notre colonie deviendrait une seconde Australie pour la production des laines, mais avec cette différence que nous ne sommes qu'à quarante heures de la métropole.

Dans une prochaine et dernière lettre, Monsieur le Président, nous continuerons l'examen des moyens de multiplier et de perfectionner nos espèces accrues de l'Algérie.

Veillez agréer, etc.

BERNIS.

PISCICULTURE PRATIQUE

APPLIQUÉE A L'EMPOISSONNEMENT DES COURS D'EAU

Par M. C. MILLET,

Inspecteur des Forêts.

(Séance du 1^{er} février 1856.)

J'ai l'honneur de communiquer à la Société un rapport qui résume les principaux résultats que j'ai obtenus dans la gare de Choisy-le-Roi, par l'emploi de moyens réellement pratiques destinés à assurer l'empoissonnement des cours d'eau. Ce rapport est signé par l'inspecteur de la navigation à Choisy-le-Roi, les autorités locales et les personnes très compétentes en pareille matière.

Dans mes explorations sur les rives de la Seine, j'avais reconnu que la gare de Choisy pouvait être utilisée pour des travaux de pisciculture pratique. Les résultats ont répondu à mon attente ; en effet, pendant ces trois dernières années, à partir du mois d'avril 1852, j'ai pu installer mes appareils dans la gare, et y organiser des frayères artificielles placées sous la surveillance des employés de cette gare. Mes frayères artificielles couvertes, chaque année, de plusieurs millions d'œufs, et mes appareils flottants chargés, chaque année, d'un très grand nombre d'œufs des meilleures espèces, ont produit des quantités considérables de jeunes poissons qui peuplent aujourd'hui la gare, et qui, au fur et à mesure de leur développement, se répandent dans les cantons limitrophes sur tout le cours de la Seine.

Ces résultats, surtout ceux qui se rapportent aux années 1853 et 1854, pendant lesquelles la reproduction naturelle du poisson a été nulle ou presque nulle dans la contrée, en raison des influences atmosphériques et du régime des eaux, ont produit une impression favorable sur les riverains pour la propagation et la conservation du poisson, et sur les nombreux visiteurs qui ont suivi mes expériences, et qui n'ont pas tardé

à en appliquer les principes sur divers points de la France et de l'étranger.

Pour ne laisser subsister aucun doute, aucune incertitude, dans l'esprit des riverains, même les plus incrédules, j'ai eu l'idée de faire éclore dans la gare des œufs de Poisson rouge, ou Cyprin doré de la Chine. Dès le printemps de 1855, cette jolie espèce était abondamment répandue dans la gare et dans le cours de la Seine à plusieurs kilomètres de distance. Antérieurement à cette importation, l'inspecteur de la navigation et les riverains qui habitent le pays depuis plus de trente ans n'avaient pas vu ou pêché un seul Poisson rouge.

L'importance des résultats obtenus n'échappera certainement pas à l'attention de la Société d'acclimatation qui recherche les choses utiles et essentiellement pratiques, et qui, sous l'impulsion de son savant et zélé Président, en favorise la propagation par tous les moyens dont elle peut disposer.

Je ne viens pas, en effet, présenter à la Société un exposé de ces théories, de ces projets, ou de ces programmes dont on a trop abusé, et qui ne sauraient commander aucune conviction.

Je lui apporte des faits.

Ces faits bien constatés et nettement indiqués dans le rapport que je dépose sur le bureau, sont de nature à réagir heureusement sur l'opinion publique : d'une part, ils peuvent ramener dans une voie pratique les pisciculteurs qui s'en sont trop écartés; et, d'autre part, ils viennent corroborer l'opinion que j'ai souvent émise et que partagent aujourd'hui toutes les personnes qui s'occupent sérieusement du repeuplement des eaux, à savoir que la pisciculture pratique était facile et peu coûteuse sur les cours d'eau, et que leur empoissonnement pouvait être opéré sans avoir recours à des établissements spéciaux qui se placent presque toujours dans des conditions exceptionnelles, et qui nécessitent souvent des dépenses considérables, mais qui, en réalité, ne donnent que des résultats insignifiants et incapables de produire des matières alimentaires.

C. MILLET.

Rapport sur les moyens de rempoissonner la Seine à l'aide des gares qui communiquent avec ce fleuve.

La gare Boivin, située sur le territoire de la commune de Choisy-le-Roi (Seine) est creusée parallèlement au cours de la Seine, sur la rive droite de ce fleuve, où elle forme un grand rectangle de 400 mètres de long sur 60 mètres de large; elle communique avec la Seine par un petit canal de 7 mètres de large, de sorte que ses eaux subissent toutes les variations de niveau que celles de la Seine peuvent subir, et que les poissons peuvent alterner avec la gare et le fleuve.

Les variations de niveau sont très fréquentes, surtout à l'époque de la ponte de la plupart des espèces de poissons qui peuplent la Seine; outre les variations naturelles qui proviennent des pluies ou de la fonte des neiges, la Seine est encore soumise à des crues subites, deux fois la semaine, par le flot provenant des parties supérieures, et destiné à faciliter le flottage.

Il en résulte que, sur un parcours considérable, les œufs de poisson, notamment des espèces qui déposent leur frai sur les herbes, sont exposés à des causes nombreuses de destruction; car on sait que les crues d'eau détériorent ou détruisent les frayères naturelles, et que l'abaissement du niveau de l'eau a pour effet immédiat la destruction des œufs mis à sec et exposés aux influences du soleil et à la voracité des animaux nuisibles.

Par conséquent, pour assurer la reproduction des espèces qui vivent dans la Seine, de manière à en obtenir un peuplement capable de subvenir aux besoins des populations riveraines, il devenait nécessaire de rechercher les moyens de remédier à ces causes de destruction, sans entraver toutefois l'exercice du flottage ou le service de la navigation.

La pisciculture a fourni ces moyens. Dans ses nombreuses explorations sur la Seine, M. Millet, inspecteur des forêts, qui s'occupe depuis longtemps déjà du repeuplement des cours d'eau, a eu l'heureuse idée de venir organiser dans la gare de Choisy une application pratique de pisciculture destinée au

rempoissonnement de tout cours d'eau placé dans les conditions où se trouve la Seine.

Ses premiers travaux dans notre localité remontent au mois d'avril 1852; ils ont été continués sans aucune interruption depuis cette époque jusqu'à ce jour, pendant tout le temps favorable à la ponte et à l'élevage des poissons.

Le succès est complet, et les résultats obtenus ont une importance bien significative; car pendant les années 1853 et 1854, la reproduction naturelle du poisson a été nulle ou presque nulle dans nos contrées, en raison des influences atmosphériques qui ont été tout à fait contraires à la ponte et à l'éclosion des œufs. Néanmoins, grâce aux travaux de M. Millet, les jeunes poissons et l'alevin qui proviennent des années 1853 et 1854 se présentent aujourd'hui en très grande quantité; jamais la gare et même les portions de la Seine limitrophes n'ont offert un peuplement aussi complet et aussi satisfaisant.

Ce peuplement se compose non-seulement des bonnes espèces qui vivent habituellement dans la Seine, mais aussi d'espèces inconnues jusqu'à ce jour dans la région de Choisy et dans tous les cantons circonvoisins.

Du mois d'avril au mois de juillet 1852, M. Millet a opéré sur la Perche ordinaire, la Brème, la Carpe, la Tanche et autres poissons existant dans la localité. De plus, il a commencé à introduire : 1° une très belle espèce d'Écrevisse à pattes rouges; 2° la Perche goujonnière; 3° l'Alose, à l'aide de 100,000 œufs au moins; 4° le Poisson rouge ou Cyprin doré, à l'aide de 30,000 œufs environ, fécondés à Versailles et à Saint-Cloud; etc.

Dans les années 1853, 1854 et 1855, à partir du mois de février, il a opéré de nouveau sur les espèces précédentes et de plus sur le Saumon, la Lotte et le Brochet.

On voit et l'on peut pêcher, dans la gare et dans quelques portions de la Seine, les jeunes poissons et l'alevin de toutes ces espèces, à l'exception du Saumon et de l'Alose, qui sont des poissons migrateurs ou voyageurs.

On sait, en effet, qu'à certaines époques de l'année, les jeunes Saumons et les jeunes Aloses quittent les localités où ils sont nés et où ils ont pu prospérer, pour gagner la mer, et qu'ils

reviennent, quand ils sont adultes ou plus âgés, dans ces mêmes localités, pourvu qu'elles soient encore accessibles et qu'elles ne soient pas dans des conditions incompatibles avec la nature de ces poissons.

Par ces intéressants essais d'introduction ou d'acclimatation, M. Millet a voulu doter notre contrée d'espèces qui n'y sont pas connues, et qui pourraient offrir de grandes ressources pour l'industrie de la pêche et pour l'alimentation publique. On a aujourd'hui l'espoir de voir le Saumon venir fréquenter nos rapides et nos graviers ; car M. Missa, l'un de nous, a vu cette année quelques Aloses dans la gare et à proximité de la gare : or, d'après les souvenirs de M. Missa, qui habite le pays depuis trente ans, et qui s'est toujours occupé de la pêche et de la conservation du poisson, l'Alose n'avait jamais paru ni dans la gare, ni dans la Seine ; il en est de même pour le Poisson rouge.

L'acclimatation de ce Cyprin doré est résolue. Cette espèce, ayant dans le premier âge les caractères de la Carpe, n'avait pas fixé d'abord l'attention des promeneurs ou des pêcheurs ; mais cette année, le Poisson rouge s'est montré avec toute la richesse et l'élégance de sa robe et de ses formes. On remarque même sur les sujets qui ont aujourd'hui 15 à 20 centimètres de longueur, une vivacité de coloris que ne présentent jamais les poissons de cette espèce livrés au commerce. Après s'être tenue sous les grands bateaux et dans les herbes de la gare, cette belle espèce a commencé à se répandre dans la Seine à une distance de plusieurs kilomètres.

Ces importants résultats ont été obtenus à l'aide de moyens qui sont d'une grande simplicité et d'une pratique à la portée de tout le monde :

Pour favoriser et assurer la reproduction des espèces existantes dans la localité, M. Millet procède, soit par fécondation artificielle, soit par frayère artificielle ; il donne la préférence à ce dernier mode.

Pour le Barbeau et le Goujon, il suffit d'approprier des tas ou monticules de graviers lavés par une eau vive ; pour le Brochet, la Perche, la Brème, la Carpe, la Tanche et autres, il

suffit de disposer, en plan incliné dans l'eau dormante, des cages à claire-voie, ou des claies garnies de brindilles, par exemple, de balais de bouleau. Nous avons vu ces frayères artificielles couvertes de plusieurs millions d'œufs en voie d'éclosion, et depuis leur installation dans la gare, au mois d'avril 1852, elles ont produit, en trois années, des quantités innombrables de jeunes poissons, qui apparaissent par les beaux jours, soit entre deux eaux, soit à la surface de l'eau.

Pour introduire des espèces nouvelles ou étrangères à la localité, M. Millet a recours à la fécondation artificielle; c'est ce qu'il a fait pour le Saumon, l'Alose, le Cyprin doré, etc., espèces pour lesquelles il n'avait pas pu organiser, sur les lieux mêmes, des frayères artificielles. Les œufs de Saumon et d'Alose ont été transportés dans des boîtes de bois ou dans des tamis de fécondation, entre des linges humides, et ceux du Cyprin doré sur des brindilles enveloppées d'un linge humide, dans un panier d'osier ou dans un tamis double.

Quand les œufs sont disposés sur les frayères, on peut, si cette précaution est nécessaire, les mettre à l'abri de leurs ennemis en enveloppant la frayère, soit par un clayonnage, soit par un grillage ou un filet. On peut aussi enlever les objets qui supportent les œufs, et les déposer dans des tamis flottants ou des caisses flottantes. Les œufs de Saumon sont déposés sur le fond de l'appareil avec ou sans cailloux.

Les tamis flottants, de canevas préparé ou de toile métallique galvanisée, nous ont paru réunir d'excellentes conditions; ils sont en effet peu coûteux, très solides et d'un usage facile et commode: des tamis de 30 à 35 centimètres de diamètre, et dont le prix est de 2 fr. 25 cent. à 2 fr. 50, ont fonctionné, pendant trois ans à partir du mois d'avril 1852, une grande partie de l'année sans avoir subi aucune altération notable. Leur forme et leur légèreté permettent de les transporter facilement, de les manier et de les disposer sans aucun embarras à une station convenable dans l'eau, et la forme arrondie des bords ne permet pas le séjour des matières étrangères ou des ordures charriées par les eaux; ils réunissent enfin de grands avantages en servant à la fois pour la récolte, la fécondation,

le transport et l'éclosion des œufs, et pour le transport et la conservation des jeunes poissons jusqu'au moment de la dissémination.

Ces moyens de repeuplement, nous le répétons, sont très simples et très peu coûteux. M. Millet les a mis en pratique sur une très grande échelle, dans la gare de Choisy, avec un entier désintéressement, sans aucune subvention de l'État ; son but était de prouver que la *pisciculture pratique* fournissait, dès à présent, les moyens d'empoissonner convenablement les eaux de la France, et de livrer à la consommation une masse considérable de poissons comestibles : ce but a été complètement atteint.

Nous dirons, en terminant, que M. Millet a été dignement secondé dans cette grande œuvre par MM. Boivin, propriétaires de la gare, qui ont mis tous leurs poissons à sa disposition, et par le service de la navigation et celui de la surveillance de la gare, dont les employés ont fait preuve d'un zèle très louable.

Choisy-le-Roi, le 15 juillet 1855.

Ont signé :

MISSA, inspecteur de la navigation et des ports de l'arrondissement de Choisy-le-Roi. — LEMIRE, directeur de la fabrique de produits chimiques. — CARRÈRE, docteur médecin. — LÉPINE, chef d'institution. — JAMIN, graveur sur cristaux. — CAILLAUD, adjoint. — NORMAND aîné, maire de la commune de Choisy-le-Roi, rapporteur.

A l'appui de cette communication, M. Millet a mis sous les yeux de la Société des boîtes et des bocaux qui présentaient, pour toutes les espèces indiquées ci-dessus, une série de jeunes sujets de divers âges, et une série de sujets adultes constituant, dès à présent, des produits marchands et comestibles. Ces boîtes et ces bocaux avaient été fermés, cachetés et scellés par les autorités locales en présence desquelles les poissons avaient été pêchés. Les boîtes contenant les poissons vivants ont été ouvertes publiquement, sur l'invitation de M. le Président, par M. le Secrétaire général.

II. TRAVAUX ADRESSÉS ET COMMUNICATIONS FAITES A LA SOCIÉTÉ.

SUR LES MOUTONS DE CARAMANIE (ASIE MINEURE)

DONNÉS A LA SOCIÉTÉ IMPÉRIALE D'ACCLIMATATION

PAR S. E. M. LE MARÉCHAL VAILLANT

قرمانلی قوینلی
Karamanli Kouionli.

Par M. **TEXIER.**

Membre de l'Institut.

(Séance du 1^{er} février 1856.)

Le nom de *Karamanli* donné aux moutons de la Société impériale d'acclimation indique qu'ils sont originaires de Caramanie. La particule *li*, en langue turque, indique la provenance : c'est ainsi qu'on dit *Osmanli*, descendant d'Osman; *Tunisli*, habitant de Tunis, etc.

La Caramanie est une des plus grandes provinces de l'Asie Mineure. Elle comprend le territoire de l'ancienne Cappadoce, celui de la Pamphylie et d'une partie de la Cilicie. Ces contrées ont été de tout temps renommées par la beauté et l'abondance de leurs troupeaux. Strabon (liv. XII, p. 525) nous apprend que chaque année, indépendamment d'un faible tribut en argent, la Cappadoce fournissait au roi de Perse 1500 chevaux, 2000 mulets et 50,000 moutons.

Les Cappadociens ont toujours été célèbres dans l'art d'élever les chevaux et le bétail. La table de Peutinger indique le haras d'un certain Pampalus qui élevait principalement des chevaux de char (*equi currules*).

La Cappadoce se distingue par un caractère qui est déjà mentionné par les géographes de l'antiquité, elle est complètement privée de bois; de là lui vient le nom de *Axylon*, qui lui était donné par les Grecs. Son territoire se compose de vastes steppes parcourues aujourd'hui par les Turcomans no-

mades. Au centre est un grand lac salé qui fournit en abondance du sel à toute la contrée. Comme cette substance n'est soumise à aucun impôt en Turquie, ce sel se vend sur le pied de 20 paras (10 à 12 centimes) la livre turque (1^{kil.}, 250). Les éleveurs ont l'habitude d'en distribuer une très grande quantité au bétail, et pour que les animaux n'en mangent pas trop à la fois, on le mélange avec un peu d'argile rouge. Le matin et le soir, les bergers en déposent des petits tas sur des pierres plates, et le bétail, bœufs, moutons ou chèvres, vont lécher cette poudre salée. Dans les provinces où l'on trouve du sel fossile, on est dans l'usage de mettre un bloc de sel près de la mangeoire des chevaux. Le cheval lèche ce sel en mangeant son orge.

Tout le sous-sol de la Cappadoce est composé de tuf volcanique. L'eau est rare dans toute la contrée; mais ce tuf est recouvert par une épaisse couche de terre végétale qui forme, au printemps, une prairie naturelle où les troupeaux trouvent une pâture abondante. Le droit de parcours étant presque sans limites, les nomades se déplacent à mesure que l'herbe s'épuise.

Ce caractère de la contrée s'étend au nord, bien au delà de la province de Cappadoce ou Caramanie, jusqu'au territoire d'Angora. Cette province porte le nom de Haïmana : c'est là surtout que se rencontrent les chèvres à toison soyeuse, connues en Occident sous le nom de *chèvres d'Angora*.

Tout le centre et le sud de la Caramanie nourrissent d'innombrables troupeaux de moutons, qui diffèrent de ceux d'Europe par une particularité remarquable. La queue de ces moutons est comme un appendice de toute la peau du dos, elle forme une masse de graisse qui pèse jusqu'à 6 kilogrammes et quelquefois davantage.

Ces moutons existent dans le pays de temps immémorial, car ils sont cités par Hérodote en ces termes (Hérodote, liv. III, chap. cxiii) : « Les Arabes ont deux espèces de moutons dignes d'admiration, et qu'on ne voit point ailleurs. Les uns ont la queue longue au moins de 3 coudées ; si on la laissait traîner, il y viendrait des ulcères parce que la terre l'écorcherait ; mais aujourd'hui tous les bergers du pays savent faire des petits

chariots, sur chacun desquels ils attachent la queue de ces animaux. L'autre espèce de moutons a la queue large d'une coudée. C'est cette dernière espèce qui, par suite des relations avec la Syrie et l'Asie Mineure, s'est propagée en Cappadoce au point d'avoir remplacé toute autre race de moutons. »

Maintenant, à Constantinople comme à Smyrne, et dans toutes les villes de l'intérieur, on ne mange plus que cette espèce de moutons à grosse queue. On la retrouve dans tout le nord de la Perse, et j'ai même remarqué que dans cette dernière contrée, les moutons sont infiniment plus grands ; ils sont de couleur fauve.

La laine de ces moutons est assez grossière, elle ne pourrait être utilisée pour la confection des draps fins ; mais on l'emploie dans la fabrication des feutres et surtout des tapis tures, qui sont connus en France sous le nom de *tapis de Smyrne*, sans doute parce que le commerce les tire de cette échelle, car dans toute la ville de Smyrne il n'y a pas une seule fabrique de tapis : Smyrne les tire d'Ouschak, ville de l'intérieur. Les petits tapis de prière, vendus par le commerce sous le nom de *tapis de Perse*, se fabriquent à Guerdess, autre ville d'Asie Mineure.

La laine des moutons de Caramanie sert aussi à fabriquer des étoffes pour les tentes, et des manteaux noirs appelés par les Tures *habas*. Ces manteaux se fabriquaient anciennement en Cilicie, d'où ils avaient pris le nom de *cilices* ; c'était le costume de deuil de l'antiquité.

La fabrique française emploie une grande quantité de laines d'Asie, qui arrivent en France par l'échelle de Smyrne, sous le nom de laines de Caramanie. Elles sont dans leur ensemble de cette couleur grise, connue dans le commerce sous le nom de *burel* : cette nuance résulte des diverses couleurs mélangées, depuis le gris jusqu'au fauve foncé.

Les laines de Caramanie entrent avantagusement dans la fabrication de quelques grosses étoffes, notamment les tissus pour cabans des marins du commerce sur les côtes de la Méditerranée, les linousines pour voituriers, etc. Mais la destination la plus générale s'applique à la fabrication des couvertures

pour le service des troupes françaises de terre et de mer : la nuance des laines, leur souplesse, les rendent parfaitement convenables pour cet emploi.

La maison Tesserenc et Calvet, de Lodève, qui depuis nombre d'années est chargée de la fourniture des armées, en consomme des quantités considérables.

A Marseille, le prix moyen de ces laines était de 50 à 60 francs les 50 kilogrammes nets de droits. Les droits étaient de 22 francs les 100 kilogrammes ; mais depuis le décret du 19 janvier 1853, le droit a été réduit à 3 francs les 100 kilogrammes, mais en revanche le prix des laines s'est considérablement élevé et se maintient entre 80 et 85 francs les 50 kilogrammes. Les fabricants pensent que, vu l'extension donnée à la fabrication des tissus de laine, ces prix se maintiendront longtemps.

Ces laines arrivant en suint, doivent éprouver chez les fabricants un nouveau lavage, qui occasionne encore du déchet. Convenablement assorties, ces laines sont employées aussi pour la fabrication des lisières et de la matelasserie commune.

La race des moutons à grosse queue est répandue dans toute l'Asie Mineure et la Perse ; elle est moins commune en Égypte, elle est à peine connue dans l'Afrique française ; mais elle est extrêmement répandue dans les régions du cap de Bonne-Espérance (*Histoire générale des voyages*, t. V, p. 214). Cette queue ressemble à un énorme coussin de graisse (tome III, page 297) ; on voit des moutons dont les queues sont si grosses, que les bergers sont obligés de les soutenir par un petit charriot pour aider l'animal à marcher.

C'est exactement ce que dit Hérodote ; j'ai, de mon côté, observé le même usage dans les environs de Konieh. En Perse, j'ai vu des béliers, engraisés pour le sacrifice du *courban Baïram*, qui avaient acquis le volume d'un veau. La queue ne pesait pas moins de 20 livres. Ces animaux ne marchaient plus, ils pouvaient à peine se tenir debout.

La graisse de ces queues est légère, huileuse, et est employée dans les cuisines en guise de beurre ; elle sert en Orient, où le porc est abhorré, pour tous les usages où

nous employons l'axonge. On la bat dans l'eau, on en retire toutes les parties fibreuses, et elle sert en guise de beurre.

Malgré l'abondance des troupeaux et la quantité de laitage qu'ils fournissent, le beurre n'est pas commun en Orient : à Constantinople on tirait le *beurre frais* de Russie ; il arrivait dans des peaux de bœuf ou de cheval ; il était toujours mélangé de graisse, et exhalait une odeur qui indiquait à vingt pas la demeure du baccal ou épiciier ture. Maintenant les Turcs en sont réduits à la graisse de queue de mouton pour préparer leurs aliments.

Le lait des troupeaux n'est pas employé pour préparer le beurre, mais il est consommé en nature. On en prépare : 1° Du *kaijmak*, qui n'est autre chose que le lait porté à la température de l'ébullition dans de grandes bassines larges et peu profondes, et écrémé avec une coquille. C'est le mets favori des dames turques ; il y a pour le harem du sultan un préparateur de *kaijmak* attitré.

2° Le *youhourt*, ou lait aigri : c'est le mets national des nomades ; il est très nutritif et rafraîchissant. On prépare le *youhourt* avec le ferment, puis dans du *youhourt* ancien.

3° Enfin le *mohalibi*, mot arabe qui veut dire : *avec du lait*. C'est du lait doux cuit avec la farine de riz ; les marchands le vendent sur les places sous forme de gâteaux blancs.

Les fromages des brebis sont doux ou salés. Les Asiatiques ne connaissent pas le fromage fermenté ; ils conservent le fromage, espèce nommée *misitra*, dans des tonneaux de saumure.

L'acclimatation dans nos régions de l'espèce de Caramanie à grosse queue ne paraît devoir présenter aucune difficulté. La Caramanie forme un plateau élevé en moyenne de 1000 à 1200 mètres au-dessus du niveau de la mer. Les hivers y sont au moins aussi rudes que ceux de France ; les étés y sont chauds. L'espèce de bétail est accoutumée à une grande sobriété et n'a jamais passé l'hiver dans une étable. L'Auvergne, les plateaux du Tell en Algérie, et la Sologne, seraient très aptes à recevoir des élèves ; mais il me paraît important de faire entrer le sel pour une partie notable dans leur alimentation.

III. EXTRAIT DES PROCÈS-VERBAUX

DES SÉANCES GÉNÉRALES DE LA SOCIÉTÉ.

SÉANCE DU 1^{er} FÉVRIER 1856.

Présidence de M. GEOFFROY SAINT-HILAIRE.

M. le Président proclame les noms des membres admis depuis la dernière séance :

MM. BESSON DES BLAINS (de), propriétaire, au château des Rosiers, près Saint-Vallier (Drôme).

CAPANEMA (le capitaine de), professeur de physique, à l'Académie impériale de génie de Rio-de-Janeiro, commissaire du Brésil près l'Exposition universelle, à Rio-Janeiro.

GOJON (Henri), propriétaire, à Francin (Savoie) et à Paris.

LAPLACE, consul général de la République du Paraguay, à Paris.

LEBEL (le docteur Charles-Guillaume-Pierre), à Vincennes (Seine).

OLLAGNIER (Jean-Baptiste-Édouard), propriétaire, à Lagny (Seine-et-Marne).

PYCKE DE PETEGHEM (le baron Oscar), propriétaire, à Gand (Belgique).

QUINETTE, conseiller d'État, à Paris.

SOHIER (Léon), propriétaire, à Paris.

SUSINI (le vicomte Florimond de), ancien officier de cavalerie, Président de la Société d'agriculture de Sartène (Corse), à Sartène.

— Sur la demande de MM. Gingins d'Eclépens, président, C. de Loriol, vice-président, et D. Sautter, secrétaire de la *Société d'économie rurale de la Côte (Vaud-Suisse)*, cette Société est admise au nombre de nos sociétés correspondantes.

La même admission a eu lieu pour l'*Association agraire des États sardes*.

— MM. Ollagnier et de Salvignac écrivent pour remercier de leur admission, et notre confrère M. Lecoq, directeur de l'École vétérinaire impériale de Lyon, adresse des remerciements pour le choix que le Conseil a fait de lui comme délégué de la Société dans cette ville.

— M. le prince Anatole de Demidoff, en transmettant de Vienne (Autriche) son vote pour le renouvellement du Bureau, témoigne le désir qu'il lui soit réservé une part dans la souscription que plusieurs membres fondateurs de la Société comptent ouvrir pour mettre à la disposition du Conseil une somme de 300 francs, qui représente la valeur intrinsèque de la médaille d'or destinée à devenir l'une des récompenses les plus importantes parmi celles que la Société a le projet de décerner annuellement.

M. le prince A. de Demidoff demande en même temps des bulbilles de l'igname de la Chine. Notre confrère M. Blanc, directeur des établissements de culture et d'acclimatation que le prince a créés à San-Donato, près Florence, sera chargé de diriger les essais.

— Des demandes d'animaux et de végétaux, adressées par MM. Braguier, Chazereau, Daget, d'Andecy, Galand, Molly, le comte Léon de Montesquiou, le duc de Padoue, l'abbé Pauvert, le professeur Sacc, membres de la Société, et par la Société impériale d'agriculture, sciences et arts de l'arrondissement de Valenciennes, sont renvoyées au Conseil.

A cette occasion, M. le Président rappelle que, vu leur nombre considérable, les demandes semblables à celles qui viennent d'être mentionnées, lorsqu'elles émaneront de personnes étrangères à notre Société, ou de Sociétés qui ne se rattachent pas à elle d'une manière directe, ne pourront être inscrites et examinées, suivant une décision du Conseil, que si elles ont été transmises et recommandées, soit par un de nos confrères, soit par l'un des membres du bureau d'une société affiliée ou correspondante.

— M. J.-G. Werner, peintre au Muséum d'histoire naturelle,

présente quelques planches d'un Atlas qu'il va publier sous le titre d'*Animaux utiles et d'agrément*, et conformément à sa demande, la Société en accepte la dédicace.

Il y aura 40 planches, divisées en 10 livraisons. La première paraîtra le 15 février (1).

— Notre confrère M. Lechevalier, directeur du journal *l'Illustration*, adresse le numéro du 19 janvier 1856, qui renferme un article sur la souscription ouverte en faveur de la famille du pêcheur Rémy. Elle y est recommandée; de plus, cet article annonce qu'elle reste toujours ouverte, et que les fonds en sont reçus non-seulement au siège de la Société et chez M. le trésorier, mais au bureau de la *Revue populaire illustrée*, *l'Ami de la maison* et de *l'Illustration*, rue Richelieu, 60.

— M. Émile Nourrigat, membre de la Société, appelle son attention sur l'acclimatation en Languedoc, dans le domaine du coteau de Fontcendreuse, à Lunel (Hérault), d'une vigne, le Tokai de Hongrie, qu'il y cultive depuis longues années, et qui, loin de dégénérer par l'âge, produit, au dire des connaisseurs, d'excellent vin.

Un échantillon de douze bouteilles de ce vin accompagne la lettre, à laquelle il est joint une note donnant ce renseignement historique, relatif à l'importation dans le Languedoc des plants de vigne dont il s'agit, qu'elle est due à feu J.-B. Durand, ancien maître de poste à Lunel. Elle remonte à une quarantaine d'années et fut facilitée par les soins de M. de Metternich.

— M. Nourrigat adresse en même temps un travail sur la sériciculture, qui sera lu dans une des prochaines séances, puis une Notice imprimée sur la nécessité d'étendre la culture du mûrier, dans les circonstances présentes, et d'améliorer le système d'éducation des Vers à soie.

— M. le baron de Dumast, secrétaire général de la Société régionale d'acclimatation du nord-est de la France, siégeant à Nancy, fait parvenir à notre Société les troisième et quatrième

(1) Le prix de 4 fr. 50 par livraison est réduit à 3 fr. 50 pour les membres.

numéros réunis de son Bulletin, ainsi que le tirage à part d'un travail inséré dans ce recueil et ayant pour titre : « Mémoire sur » la nécessité qu'il y a d'en arriver, quoique d'une façon normale, et sans choquer les règles de la dérivation française, à » imposer aux nouveaux animaux, soit acclimatés, soit regardés comme acclimatables, des noms commodes et réellement » susceptibles de devenir vulgaires. » Le Bulletin dont il est question contient, en outre, un rapport sur les Chèvres d'Angora et d'Égypte, confiées aux soins de la Société régionale par M. Sacc. Notre confrère, en effet, par suite de l'intérêt extrême qu'il porte à ces animaux, avait reconnu la nécessité de les éloigner de sa résidence de Wesserling.

— Une lettre de notre confrère M. Monnier, qui a reçu pour cet hiver les Chèvres d'Angora, dans sa campagne de la Malgrange, située près de l'une des portes de Nancy, transmet des détails sur ce petit troupeau.

— M. le colonel Abert, chef du corps des Ingénieurs au ministère de la guerre des États-Unis, et qui est chargé de la direction et de la confection des nombreuses Cartes topographiques publiées par son gouvernement, informe la Société par l'intermédiaire de notre confrère M. de la Roquette, que le secrétaire du département de la guerre dans les États de l'Union, M. Davis, fait en ce moment des tentatives pour y introduire le Chameau, afin d'en obtenir la naturalisation et la domestication dans les parties occidentales.

— M. le comte de Fontenay, membre de la Société, écrit du camp d'Inkermann (Crimée), à la date du 5 janvier, pour transmettre les détails qu'il a recueillis, pendant son séjour à Constantinople, sur les moutons à grosse queue de ce pays.

— Notre confrère, M. Arsène Garrouste, directeur de la ferme-école de l'Hôpital, canton d'Aurillac (Cantal), annonce que, par suite de la maladie épizootique dont les bestiaux ont été frappés, une grande partie du troupeau de Chèvres d'Angora qui lui avait été confié, a péri, malgré les soins apportés pour combattre la maladie. Les animaux qui ont survécu sont actuellement placés dans les meilleures conditions hygiéniques.

Dans cette ferme-école, la culture de l'Alpiste a parfaitement réussi.

— M. L. Tydgadt, secrétaire de la Société royale d'histoire naturelle de Gand et membre de la nôtre, exprime le désir de recevoir une Chèvre d'Angora, parce que, possédant déjà un Bouc de cette race, il pense, contrairement à l'opinion émise dans le sein de notre Société, que l'acclimatation de ces animaux peut être tentée avec succès dans les Flandres, malgré l'absence de localités montagneuses et élevées, semblables à celles dont on a fait choix en France comme préférables à toutes autres, pour le placement de nos différents petits troupeaux.

— M. le Président informe que M. Saulnier, un des membres du Conseil de la Société, a fait présent d'une paire de Faisans à collier de la Chine.

— Il annonce en outre que, par suite d'un traité qui court à partir du 1^{er} janvier 1856, l'un de nos confrères, M. Victor Masson, libraire-éditeur, se charge de la publication de notre Bulletin, et que dans ce traité on a maintenu tous les articles renfermés dans le chapitre VII de nos Règlements, et relatifs aux publications ainsi qu'aux droits de propriété.

— Il est donné lecture, au nom de M. Delon, membre de la Commission des finances, d'un Rapport sur la situation financière de la Société, et duquel il résulte qu'il y a, pour cette année, environ 11,500 francs applicables à des tentatives d'acclimatation. Ce rapport sera inséré au Bulletin. (Voy. p. 37.)

Sur la proposition de plusieurs membres, des remerciements sont votés à l'unanimité à M. Paul Blacque, trésorier.

— M. le Président lit un Rapport fait au nom du Conseil, sur les mesures adoptées relativement aux récompenses et encouragements accordés par la Société et à la séance publique annuelle, rapport dont il a bien voulu se charger comme membre de droit, ainsi que M. le secrétaire général, d'une Commission composée, en outre, de MM. Aug. Duméril, Guérin-Méneville et Richard (du Cantal). Ce rapport sera inséré au *Bulletin*. (Voy. p. 49.)

— Notre confrère M. Millet lit un Rapport fait par une

Commission composée d'un certain nombre d'habitants notables de Choisy-le-Roi, près Paris, sur les moyens de rempoissonner la Seine à l'aide des gares qui communiquent avec ce fleuve, et qu'il a mis en usage en organisant dans celle de Choisy une application pratique de pisciculture destinée au repeuplement de tout cours d'eau placé dans les conditions où se trouve la Seine. Des boîtes, scellées par les soins des autorités de Choisy, et contenant des poissons vivants qui appartiennent aux différentes espèces dont M. Millet a obtenu le développement dans les eaux dont il s'agit, sont ouvertes sous les yeux de la Société. Il trace sur le tableau noir un plan des lieux où il a poursuivi ses expériences depuis le mois d'avril 1852, jusqu'à ce jour. (Voyez le *Rapport*, p. 77.)

— M. Texier, membre de l'Institut, lit une Note sur les moutons de Caramanie ou Karamanlis, donnés à la Société par S. E. M. le maréchal Vaillant.

— M. le docteur Gosse donne lecture de la première partie d'un travail ayant pour titre : « Sur les avantages que présenteraient la domestication de l'Autruche d'Afrique et l'acclimatation de l'Autruche d'Amérique en Algérie. »

— On procède à l'élection du Bureau et du tiers du Conseil. Les bulletins de vote sont remis à une Commission choisie par le Conseil, pour opérer le dépouillement immédiat du scrutin.

Voici comment les votes ont été répartis :

Le nombre des votants était de 228 (84 membres présents, et 144 votes envoyés sous pli cacheté et contre-signé, ou dans une lettre adressée, soit à M. le Président, soit à M. le Secrétaire général, savoir : 54 de Paris, 82 de 32 départements, 2 d'Espagne, 3 des États sardes, 1 d'Autriche et 2 de Suisse).

1° Pour la présidence : M. Isid. Geoffroy Saint-Hilaire, 227; M. A. Passy, 4.

2° Pour les quatre vice-présidents : MM. Antoine Passy, 227; le prince Marc de Beauvau, 226; Richard (du Cantal), 223; le baron de Pontalba, 218.

3° Pour les fonctions de Secrétaire général : M. le comte d'Éprémesnil, 226.

4° Pour les fonctions de secrétaires : MM. Guérin-Méneville, 227 ; Aug. Duméril, 226 ; E. Dupin, 224 ; le baron de Montgaudry, 223.

5° Pour le Conseil : MM. de Quatrefages, 223 ; le comte de Sinety, 222 ; le baron Ségner, 222 ; Ruffier, 219.

Les autres suffrages ont été donnés :

Pour la vice-présidence, à MM. les docteurs Baudens, Berryer-Fontaine et Moquin-Tandon ;

Pour le secrétariat, à M. Huzard ;

Pour le Conseil, à MM. Edmond Becquerel, Bigot et Florent Prévost.

En outre, un grand nombre de membres ont obtenu une voix pour diverses fonctions.

En conséquence sont élus, pour l'année 1856 :

Président : M. Isidore Geoffroy Saint-Hilaire ;

Vice-présidents : MM. le prince Marc de Beauvau, Ant. Passy, le baron de Pontalba et Richard (du Cantal) ;

Secrétaire général : M. le comte d'Éprémèsnil ;

Secrétaires : MM. Aug. Duméril, E. Dupin, Guérin-Méneville, le baron de Montgaudry ;

Membres du conseil : MM. de Quatrefages, Ruffier, le baron Séguier, le comte de Sinety.

Le Secrétaire des séances,

A.-AUG. DUMÉRIL.

OUVRAGES OFFERTS A LA SOCIÉTÉ.

SÉANCE DU 18 JANVIER 1855.

L'INSTITUT (du 26 décembre 1855 au 16 janvier 1856).

COSMOS (4^e année, 8^e volume, livraisons 1 et 2).

Le MONITEUR DES COMICES (n^{os} 1 et 2).

RENDICONTI delle adunanze della R. Accademia economico-agraria dei Georgofili di Firenze (9^e livraison).

REVUE COLONIALE (novembre et décembre 1855).

ARCHIVES ALGÉRIENNES (n^{os} 8 et 9, 1855).

L'UTILE ET L'AGRÉABLE (novembre et décembre 1855).

ANNUAIRE de la Société météorologique de France (octobre 1854 et août et octobre 1855).

JOURNAL de la Société vaudoise d'utilité publique (décembre 1855).

NOUVELLES ANNALES DES VOYAGES, de la géographie, de l'histoire et de l'archéologie, rédigées par V.-A. Malte-Brun (septembre, octobre, novembre et décembre 1855) ; offert par M. de la Roquette.

JOURNAL D'AGRICULTURE, publié par le Comité central d'agriculture de la Côte-d'Or (octobre, novembre et décembre 1855).

BULLETIN du Comice agricole de Toulon (n^o 2, 1855).

REVUE ET MAGASIN DE ZOOLOGIE pure et appliquée, par M. F.-E. Guérin-Ménéville (1855, n^{os} 10, 11 et 12).

JOURNAL de la Société impériale et centrale d'horticulture (de janvier à octobre 1855 ; 10 livraisons).

BULLETIN de la Société industrielle de Mulhouse (n^o 132).

ANNALES de la Société d'agriculture de l'Allier (3^e trimestre de 1855).

ANNALES de la Société académique de Saint-Quentin (2^e série, tome XI, 1853 et 1854).

ANNALES de la Société d'émulation du département des Vosges (tome VIII, 3^e cahier, 1854).

JOURNAL de la Société d'horticulture de Gand (1^{er} volume, 11^e livraison, novembre 1855).

L'AGRICULTEUR PRATICIEN (les 2 premiers volumes et les n^{os} 1 à 5 de la 3^e année), offert par M. Gorn, libraire de la Société impériale zoologique d'acclimatation.

BULLETIN de la Société des conférences agricoles pratiques de Meulan (années 1854-1855).
